LES FRONTIERES DU BIAFRA DE LA COLONISATION A 1970

Vincent HIRIBARREN

Mémoire de Master 2

Sous la direction de

Pierre BOILLEY

Université Paris I

Panthéon-Sorbonne

Juin 2007

REMERCIEMENTS

Je tiens à remercier Pierre Boilley qui a accepté de diriger cette étude et qui a su me conseiller tout au long de cette année.

Merci à Jean-Pierre Bat qui m'a permis de rencontrer l'histoire de l'Afrique. Sa relecture et ses conseils avisés m'ont aidé à mener à bien ce travail.

Egalement merci aux personnes qui m'ont fait découvrir les archives sur les frontières. Pascal Geneste m'a ouvert grand les portes des Archives Nationales et de la Perle. Camille Lefebvre m'a fait découvrir les récits des explorateurs du XIX^{ème} siècle.

Enfin un grand merci à tous ceux qui m'ont soutenu pendant cette année. Merci à Rachael Foy et aux briques rouges de l'Angleterre, à Julien Nicolau né, comme moi, sur la bonne rive de l'Adour et à Mathieu Baladou et à son sommeil légendaire,

Remercions quelque chose de très important pour moi : le mois de décembre. Oui, le mois de décembre 2006 a apporté bonheur, joie, félicité et fleurs de jasmin à ma famille. Louis et Marie-Pierre sont devenus les heureux parents de Bérénice, Marie est devenue juge, et mes parents aitatxi et amatxi. J'ai même eu 25 ans.

N'oublions pas Damien Varenne, Jean-François Moufflet, Vincent Bouat, l'ancienne équipe de rugby de Paris IV, les anciens de la prépa-Chartes toulousaine.

Merci à tous mes élèves de Villepinte, collégiens de F.Dolto et lycéens de J.Rostand.

Mil esker aux moutons d'Estérençuby.

I. INTRODUCTION

Le 30 mai 1967, les quatre frontières du Biafra bornent un Etat indépendant. Ces frontières sont celles de la nation biafraise. Le 15 janvier 1970, ces frontières ont déjà disparu. Le Biafra a perdu sa guerre contre le Nigeria. Cette guerre a mélangé tous les intérêts qu'ils soient économiques, diplomatiques, ou bien politiques à l'échelle internationale.

Toutefois la seule légitimité de l'identité biafraise qui n'a jamais été remise en cause est celle des frontières de cet Etat. Le processus qui a abouti à la création de ces frontières a donc été une réussite. Il a commencé avant la colonisation, certes. Le poids de la colonisation est cependant prépondérant. Le fait colonial a dès le départ marqué son empreinte dans le territoire biafrais en y créant un protectorat. Ce processus a atteint sa maturité par la guerre. Comme le dit Yves Lacoste : « La géographie, ça sert, d'abord, à faire la guerre »[1]. Les frontières du Biafra ont été utilisées pour faire la guerre.

C'est pourquoi, un questionnement géographique est nécessaire pour analyser ce processus de création des frontières. En 1967 existent des frontières. Quelle est leur légitimité ? Cette question est donc sans téléologie aucune est ne vient pas justifier *a posteriori* l'existence du Biafra.

Les études de géographie française de ces dernières années ont largement remis au goût du jour la géopolitique que ce soit avec Yves Lacoste ou Michel Foucher[2].

Pour mener à bien cette réflexion, un travail de cartographie multiscalaire a été entrepris. Il est nécessaire de spatialiser l'ensemble des frontières du Biafra mais aussi à plus grande échelle, les segments de ces frontières.

Ainsi trois différents types de cartographie ont été réalisés.

Premièrement, le premier travail a été de rechercher les cartes datant de l'époque de l'exploration des côtes biafraises, puis de l'installation des Européens. Ce travail est donc un travail de reproduction des sources.

Deuxièmement, la localisation de ces frontières a été nécessaire. Il s'agit ici de porter une attention certaine à l'évolution administrative de ces frontières. Ce deuxième type de cartographie est donc de la géographie historique.

Ces deux premiers types de cartographies ne sont pas une véritable analyse spatiale mais un simple questionnement statique sur l'état des frontières du Biafra à un moment

[1] Lacoste Yves, *La Géographie, ça sert, d'abord, à faire la guerre*, Paris, Fondations, 1976, 213 p.
[2] Foucher Michel, *Fronts et frontières. Un tour du monde géopolitique*. Edition revue et augmentée, Paris, Fayard, 1991, 690p.

donné. Cette étude segmentaire est un travail de très grande haleine déjà entrepris par J.R.V. Prescott [3] et J.C. Anene [4]. Ce dernier s'est plus penché sur les frontières internationales tandis que le premier a cherche à mettre en lumière les délimitations précises des frontières régionales de la colonie anglaise du Nigeria puis du Nigeria indépendant.

Le troisième type de cartographie est, lui, dynamique. Il présente l'évolution chronologique de ces frontières. Qui plus est, il fournit une spatialisation et une orientation générale suivie par ces frontières. Des croquis et des schémas multiscalaires sont alors présentés pour aboutir à la création d'une géopolitique du Biafra de la colonisation à 1970.

[3] Prescott J.R.V., The evolution of Nigeria's international and regional boundaries: 1861-1971, Vancouver, Tantalus Research, 1971, 170 p.
[4] Anene J.C., The international boundaries of Nigeria, 1885-1960; the framework of an emergent African nation, New York, Humanities Press, 1970, 331 p.

II. PROBLEMATIQUE

Qu'est-ce qu'une frontière ? Etymologiquement en français le mot « frontière » évoque le front militaire. L'étude présente porte sur une partie du monde anglophone, le Biafra. Or en anglais, les frontières sont non seulement des lignes, ce qui est l'acception du terme « boundary », mais aussi des zones, l'acception du mot « frontier » en anglais. Les frontières du Biafra correspondent à la frontière-ligne quand, par exemple, il s'agit de délimiter Nigeria et Cameroun. Les frontières du Biafra correspondent aussi à cette frontière-espace, en particulier quand il s'agit de délimiter les espaces culturels et politiques internes au Nigeria.

Toute la spécificité de la question réside dans le fait que le Biafra a tour à tour été espace colonisé par les Anglais, région du Nigeria indépendant puis Etat indépendant de 1967 à 1970. Dans ce dernier cas, les frontières-lignes du Biafra ont servi à justifier l'existence d'un nouvel Etat. Pour autant, ces frontières-lignes contenaient-elles dès l'époque de la colonisation les germes de la sécession ? Inversement, la transformation des frontières régionales de la province orientale du Nigeria en frontières étatiques du Biafra ne serait-elle que le fruit du climat politique du Nigeria nouvellement indépendant ?

Les frontières du Biafra ont-elles été créées par le nouvel Etat indépendant ou inversement sont-ce les frontières du territoire du Biafra qui, arrivées à maturité, ont fait du Biafra, un Etat indépendant ?

Pour obtenir une vue géographique[5], indispensable à ce sujet, recourrons à un schéma. La forme du parallélépipède a été retenue pour le Biafra tel qu'il se présente sur les cartes officielles pendant la guerre de 1967-1970 qui l'a opposé au Nigeria, car il est nécessaire de le rappeler, choisir le terme du sujet Biafra engage à un parti pris qu'il est nécessaire d'assumer. Le choix de figurer les frontières du Biafra par des traits pleins n'indique en rien que ces frontières sont fermées. Il s'agit d'une représentation schématique.

[5] Foucher Michel, *Fronts et frontières. Un tour du monde géopolitique*, Paris, Fayard, 1991, 691 p.
Lacoste Yves, *Géopolitique, la longue histoire d'aujourd'hui*, Larousse, 2006, 335 p.

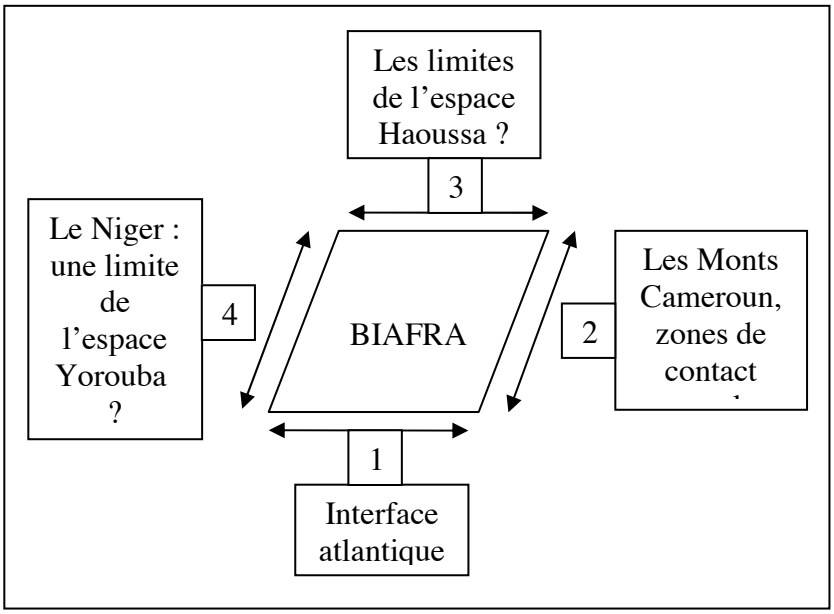


Figure 1 : Schéma des frontières du Biafra

Le nom Biafra provient lui-même de la baie du Biafra. Il est ici facile de dire à ce sujet comme nous le verrons dans la première partie de la thèse que le mot Biafra servait à décrire soit les terres soit les eaux environnantes sans précision aucune. Les frontières sont déclinables sous plusieurs formes : frontière-barrière (fermée), frontière-contact (échanges restreints), frontière-interface[6] (échanges permanents).

Premièrement, (en 1 sur le schéma) il est nécessaire d'aborder la question des frontières anciennement dites « naturelles ». Le Biafra s'inscrirait parfaitement dans cette théorie puisqu'il est entouré de l'océan atlantique au Sud, des monts Cameroun à l'Est et du Niger à l'Ouest. Un océan, des montagnes et un fleuve : que demander de plus pour délimiter au mieux un tel territoire ? Seulement, les frontières naturelles n'existent pas, les frontières sont des délimitations purement humaines entre espaces contrôlés par des hommes. Que ce soit par la langue, la religion ou la culture, les espaces du Biafra ne sont pas délimités par la « nature ». Dès 1938, Jacques Ancel a démontré que la frontière était avant tout un « isobare politique »[7], c'est-à-dire une zone mouvante au gré des pressions, des rapports de force politique. La frontière naturelle est une théorie datant du XVII^{ème} siècle français avec Vauban. Le « pré carré du roi » de France devait être fermé à tout prix. Paradoxalement, c'est contre le pouvoir arbitraire du roi que se dresse au XVIII° siècle, le « droit naturel ». Contre le « droit divin », on opposait le « droit naturel ». La « nature »

[6] Ratti Remigio, *Théorie du développement des régions-frontières*, Centre de recherches en économie de l'espace de l'université de Fribourg, Fribourg, Ed., 1992
[7] Ancel Jacques, *Géographie des frontières*, Gallimard, 1938, 210 p.

devait servir à fixer les limites du pouvoir divin du roi. C'est la Révolution française qui présente donc les frontières naturelles comme un progrès par rapport aux frontières qui dépendaient du bon vouloir « divin » des rois. L'abbé Grégoire en 1792 ne disait-il pas :

« Vainement a-t-on voulu au Piémont lier la Savoie. Sans cesse les Alpes repoussent celle-ci dans les domaines de la France et l'ordre de la Nature serait contrarié si leur gouvernement n'était pas identique »[8]

Parler de frontière quand on se trouve face à une barrière est une erreur. La frontière n'est pas fixée par la nature. L'idée-même de frontière naturelle est purement déterministe. La frontière naturelle prédétermine un territoire à étendre ses limites jusqu'à telle ou telle zone. Il s'agit d'une aberration téléologique. Cependant cette aberration n'est pas gratuite, elle sert à justifier guerres et conquêtes.

Ainsi, parler de frontières naturelles pour l'Afrique et pour le Biafra en particulier est impossible.

La frontière qui aurait le plus su se rapprocher de cette ancienne définition aurait été sans aucun doute la frontière avec l'océan atlantique. Cependant, il est difficile de faire la part des choses tant parfois, eaux et terres sont mêlées comme dans le cas de la mangrove-frontière entre le Cameroun et le Biafra au niveau de la péninsule de Bakassi[9]. La législation sur les eaux territoriales datant des années 1960 avec les accords UNCLOS I, UNCLOS II, UNCLOS III[10] a véritablement fixé ces frontières. De plus, les frontières maritimes renvoient bien le plus souvent à des surfaces de contacts, d'échanges ce qu'il pourrait être possible d'appeler l'interface biafraise.

Deuxièmement, (en 2 sur le schéma) que dire des monts Cameroun ? Est-il possible de considérer ces montagnes comme des frontières ? Ces montagnes ont pour le sujet présent plusieurs valeurs : interimpériales, régionales et internationales.

Tout d'abord, elles ont servi à fixer les limites entre les impérialismes allemand et britannique. La frontière entre Cameroun et Biafra était donc une frontière interétatique due à la colonisation européenne. De la première guerre mondiale à 1961, cette frontière a aussi été une frontière interne aux colonies britanniques puisque Britanniques et Français

[8] Abbé Grégoire, *Discours d'annexion de la Savoie*, 1792
[9] Ce conflit frontalier entre Cameroun et Nigeria semble avoir été réglé par la Cour Internationale de Justice au moment de la rédaction de ce Master2.
[10] Concrètement, à partir de ces accords, une ligne située à 12 milles nautiques de la ligne basse de la côte délimite les eaux territoriales.

se sont partagés le Kamerun allemand. Il s'agissait donc d'une frontière régionale. Enfin, cette frontière est redevenue une frontière internationale en 1961 lors du referendum pour les régions du Sud Cameroun qui se sont ralliées au Cameroun francophone devenu indépendant en 1960[11].

Troisièmement, (en 3 sur le schéma) que dire des frontières Nord du Biafra ? La justification de cette frontière a toujours été pour le colonisateur anglais la différenciation Nord-Sud préexistante à la colonie du Nigeria. Différence de langue, de culture et de religion selon les Britanniques entre les Haoussas organisés en sultanat au Nord et les Igbos[12] et autres populations désorganisées au Sud. La frontière Nord du Biafra serait donc la frontière Sud des Haoussas ne délimitant que l'influence de l'espace politique du Nord. La frontière du Nord du Biafra ne serait qu'un négatif de la frontière Sud de l'espace politique créé au Nord par les Haoussas.

Quatrièmement, (en 4 sur le schéma) la frontière à l'Ouest longeant -quasiment- le Niger relèverait de la même analyse. L'espace politique Yorouba s'arrêterait au fleuve Niger. Le Biafra aurait donc deux frontières définies par les espaces politiques Yorouba et Haoussa. En quoi donc ces deux dernières frontières en tant que frontières régionales du Nigeria ne sont pas uniquement des frontières par défaut ? Le Biafra est-il simplement une région aux confins du Nigeria ou un territoire à part entière ?

A l'aube de la décolonisation, le Biafra dispose de quatre frontières de natures variées. Cependant, ces frontières aboutissent à la création d'un territoire voire d'une nation dès cette époque.

Pour récapituler clairement la problématique de cette étude, il est possible de formuler la question de la pérennité des frontières précoloniales dans le Biafra colonial puis indépendant. Ensuite, comment les limites préexistantes ont-elles été utilisées par le colonisateur britannique ? Etudier l'histoire des frontières du Biafra revient à analyser l'importance politique des frontières précoloniales et l'utilisation -ou pas- de ces frontières par le Royaume-Uni.

Deuxièmement, il s'agit de dégager l'importance des frontières fixées par les colonisateurs. En quoi leur création, démarcation et utilisation sont révélatrices de l'esprit colonial ?

[11] Les régions du Nord ont choisi de rejoindre le Nigeria lors de ce même referendum en 1961
[12] L'orthographe « Igbo » coexiste avec l'orthographe « ibo ». Par souci de cohérence, la première a été choisie.

Enfin comment ces frontières ont-elles été utilisées pour justifier la création d'un Etat indépendant : le Biafra ?

Cette étude doit se faire à toutes les échelles : à l'échelle du Biafra certes, mais aussi à l'échelle du segment de frontière. L'approche multiscalaire[13] donne toute son ampleur à ce sujet. En quoi la création des frontières à grande échelle, au niveau du segment de frontière que ce soit avant la colonisation européenne ou pendant, contribue à donner toute sa validité à l'existence du Biafra en 1967 ?

[13] Renard Jean-Pierre, « La frontière : limite politique majeure, mais aussi aire de transition », *in* Collectif, *Limites et discontinuités en géographie*, SEDES, 2002, 159p.

III. PLAN DE THESE DEVELOPPÉ

Afin de rendre le travail cartographique plus intelligible, le plan a été développé plus avant

Et

PARTIE REDIGÉE

« 2.2. La rivalité anglo-allemande, le travail de définition de frontières le plus abouti »

1. UN BIAFARA REGNUM ?

1.1. Le nom « Biafra » et ses limites

1.2. Le Biafra : des limites pour un territoire ?

1.3. Les premiers contacts avec les Européens

2. A LA RECHERCHE DES FRONTIERES (1860-1914)

2.1. La conquête anglaise

2.2. La rivalité anglo-allemande : le travail de définition de frontière le plus abouti (partie rédigée)

2.3. Les frontières d'un territoire ?

3. FRONTIERES DE TERRITOIRE, FRONTIERES DE NATION (1914-1950)

3.1. Un territoire entièrement entouré de possessions britanniques

3.2. Frontières coloniales ou frontières intra-coloniales ?

3.3. Des frontières par défaut ?

4. LES FRONTIERES DE LA REGION ORIENTALE DU NIGERIA AUTONOME PUIS INDEPENDANT (1950-1967)

4.1. L'indépendance de la colonie du Nigeria : vers un Biafra indépendant

4.2. En quête d'un équilibre

4.3. Des frontières pour chaque groupe de population ?

5. LES FRONTIERES D'UNE NATION (1967-1970)

5.1. Les frontières d'un Etat ?

5.2. Les nouvelles frontières de la guerre

5.3. Les frontières de la nation biafraise

1. UN BIAFARA REGNUM ?

1.1. Le nom « Biafra » et ses limites

Au Moyen-Age comme à l'époque moderne, parmi les noms récurrents sur les cartes africaines, on trouve souvent Libye, Ethiopie. Le nom « Biafra » n'est pas en reste. On le retrouve plusieurs fois sur les cartes des explorateurs en tant que « royaume du Biafra » le « Biafara regnum » La croyance en l'existence de ce royaume a la vie longue.

La constitution d'un corpus de cartes du XVI^{ème}, du XVII^{ème} et du XVIII^{ème} siècle a pour but de montrer la continuité dans cette appellation. Ce choix a pour but de montrer l'utilisation du terme « Biafra » au fil des siècles et d'analyser les représentations mentales des Européens face à ce « royaume ».

Quelles frontières pour ce royaume ? Sur ce point, les cartes ne sont univoques. Il aurait existé un royaume du Biafra et une capitale éponyme. De nombreuses divergences certes, mais toutes s'accordent sur un point, le Biafra aurait été un royaume ou une zone se trouvant à l'emplacement du Cameroun actuel.

Deux axes permettent d'aborder le Biafra dans la cartographie moderne. Premièrement seront analysés sémantiquement les termes utilisés par les cartes. Deuxièmement sera étudié le travail cartographique réalisé grâce aux explorations portugaises du XVI^{ème} siècle.

Dans un souci de clarté, les cartes sont présentées dans leur totalité, puis sont recentrées à plus grande échelle sur le « Biafra ».

Sont étudiées une carte du XVI^{ème} siècle (figures 2,3), une carte du XVII^{ème} siècle (figures 4,5) et deux cartes du XVIII^{ème} siècles (figures 6,7,8 ; 9,10). La dernière carte du XVIII^{ème} fournit une conclusion sur cette étude de cartes. Il s'agit donc d'un choix chronologique montrant la continuité de l'appellation du Biafra et les représentations mentales des Européens.

Figure 2 : Ortelius Abraham, *Africae tabula nova*, 1570,

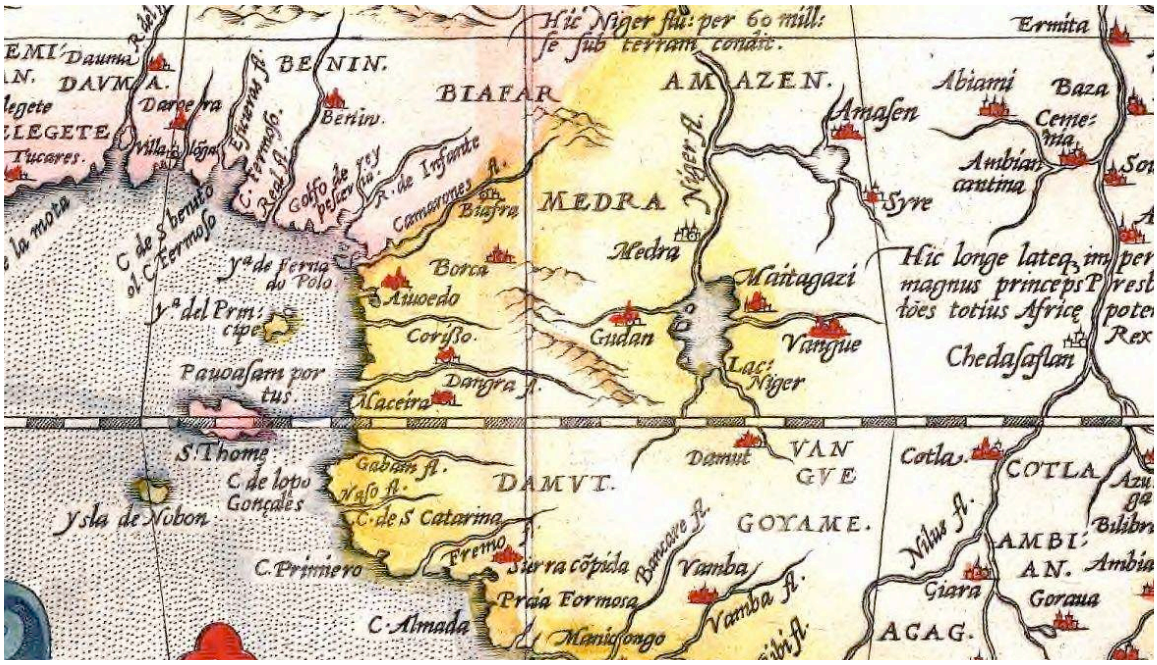


Figure 3 : Détail d'Ortelius Abraham, *Africae tabula nova*, 1570

Africae tabula nova, Ortelius Abraham, 1570, Antwerp A. Ortelius,37.5 x 50.3 cm, University of Florida, George A. Smathers Libraries, version created 2002 as part of the Florida Map Collection project.

La première difficulté qu'il est possible de rencontrer est que le mot « Biafra » n'a pas une étymologie certaine. Difficile de retracer l'origine de ce mot. L'origine portugaise de ce nom a été évoquée. En effet, le Cameroun lui a pour origine le portugais et signifie « crevettes ». Le Biafra aurait-il le même genre d'étymologie ? Cette hypothèse portugaise ne fournit aucune réponse satisfaisante. Sur les cartes, dans les premiers ouvrages, Biafra se décline sous la forme « Biafara, Biafar, Biafares ». Au XVI^{ème} siècle, d'après André Alvares de Almeda[14], ce terme était couramment employé en portugais. Cependant en ce début de XXI^{ème} siècle, le sens originel a été perdu.

Le terme « Biafara » est en effet le terme qui revient le plus dans les cartes de l'époque moderne. Les limites de cet espace sont bien souvent très floues. Il recouvre plus simplement le Cameroun actuel.

On le voit nettement ici, le « Biafar » est une région se trouvant aujourd'hui autour de la frontière Cameroun-Nigeria. A l'époque de la production de la carte, Abraham Ortelius compile les différents éléments apportés par les explorateurs. Ces explorateurs sont, au XVI^{ème} siècle, portugais et espagnols. La toponymie indique clairement la présence ibérique sur les littoraux et le long des fleuves. Conformément au mode d'exploration des Européens, la première dénomination de la région du Biafra est hydrographique.

Les Portugais auraient donc remonté la rivière qu'ils auraient nommée « Camarones » en raison des nombreuses crevettes qu'ils y pêchaient. Sur cette rivière, une ville se trouvait. Elle aurait porté le nom de Biafra. On retrouve le même système topographique à l'Est de la supposée ville de Biafra avec la région de Medra et la ville du même nom. On applique ici en fait le système du Bénin, puisque de fait à cette époque le royaume de Bénin est un royaume organisé autour de la ville de Bénin dans le Nigeria actuel. La logique veut donc qu'à la ville de Medra corresponde le royaume de Medra et à la ville de Biafra corresponde le royaume de Biafra ou inversement. L'existence de la région du Biafra et de la ville du Biafra ne serait donc qu'une sorte d'application logique de la topographie.

Le Biafra est le royaume qui fait la charnière entre ces deux mondes Il devient dès lors une interface entre une Afrique connue des Européens et une Afrique complètement

[14] Alvares de Almada André, "Chapter 11. Which discusses the Rio Grande, the land of the Beafares, and the customs of the Beafares", pp. 102-114, in *Brief Treatise on the rivers of Guinea*, 1594, University of Liverpool, 1984, 134 p.

méconnue. Par conséquent dès le XVI^{ème} siècle, on peut parler de l'interface biafraise mais pas encore de frontières du Biafra.

Par ailleurs, cette logique se poursuit dans les cartes des siècles suivants. Le savoir cartographique est un savoir typiquement empirique, ce qui fait que les premières cartes servent de base à l'élaboration des cartes suivantes. Si une information n'a pas infirmée la carte précédente, on laisse telle quelle l'appellation précédente. Le « royaume du Biafra » ne fait pas exception au XVII^{ème} siècle.

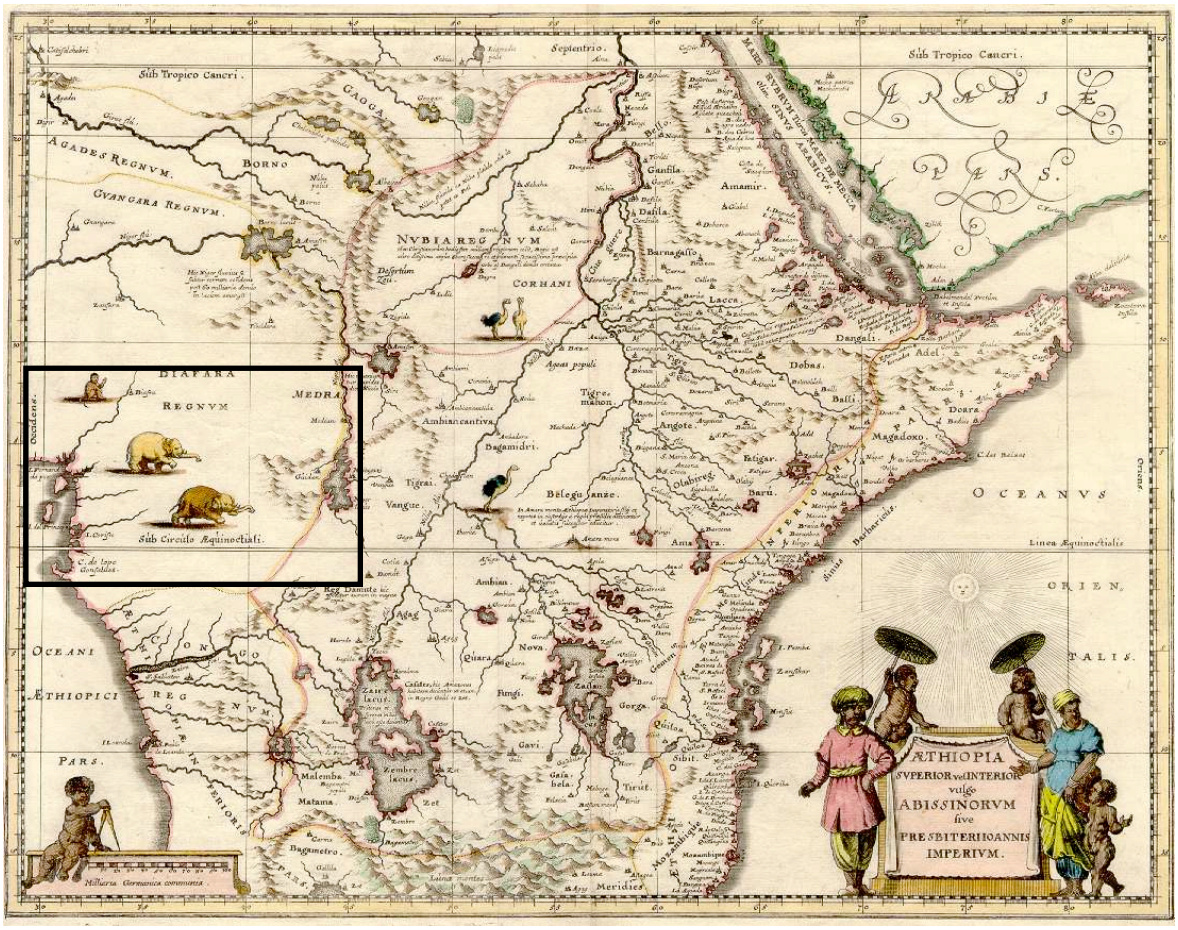


Figure 4 : Montanus, Aethiopia Superior vel Interior vulgo Abissinorum sive Presbiteri

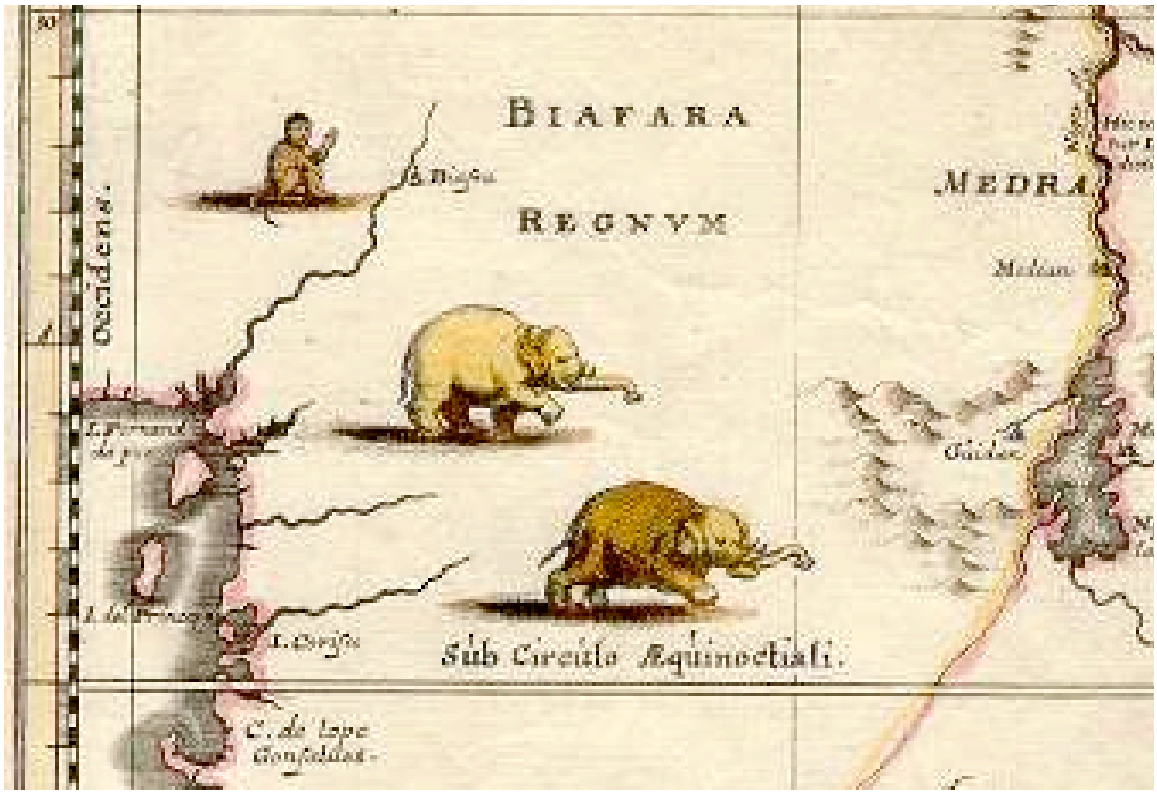


Figure 5 : Détail de Montanus, Aethiopia Superior vel Interior vulgo Abissinorum sive Presbiteri Joannis Imperium, Amsterdam, 1646, 38,10 x 25.40 cm

Cette fois-ci, plus de « Biafar » mais le « Biafara ». Les deux orthographes ont longtemps cohabité sur les cartes. Toujours est-il que l'expression « Biafara regnum » fait son apparition. Ce Biafara n'a plus pour base le fleuve « Comorones » mais le fleuve « Niger ». On retrouve ici la même ignorance que dans la carte précédente puisque le cartographe remplit les blancs de la carte par des animaux exotiques.

Le XVI^{ème} puis le début du XVII^{ème} sont bien les siècles de l'exotisme. F.Lestringant dans ses ouvrages a bien démontré la décontextualisation de certains objets ou animaux « exotiques » pour les réinsérer dans un nouveau cadre, plus compréhensible par les Européens. On déconstruit une image pour en créer une autre. La compréhension des Européens passe avant tout[15].

Dès lors, le « Biafara regnum » devient la terre des éléphants[16]. Ce dernier espace n'a rien de délimité et reste l'une de ces terres inconnues des Européens.

Le XVIII^{ème} siècle n'échappe pas à la règle puisque le Biafra apparaît une fois de plus sous la forme d'un royaume et d'une interface.

[15] Lestringant Frank, *L'Atelier du cosmographe ou l'image du monde à la Renaissance*, Paris, Albin Michel, 1991, 272 p.

[16] Laboulais-Lesage Isabelle(dir.), « Le blanc de la carte, matrice de nouvelles représentations des espaces africains », *in Combler les blancs de la carte*, Presses universitaires de Strasbourg, 2004, pp. 117-144.

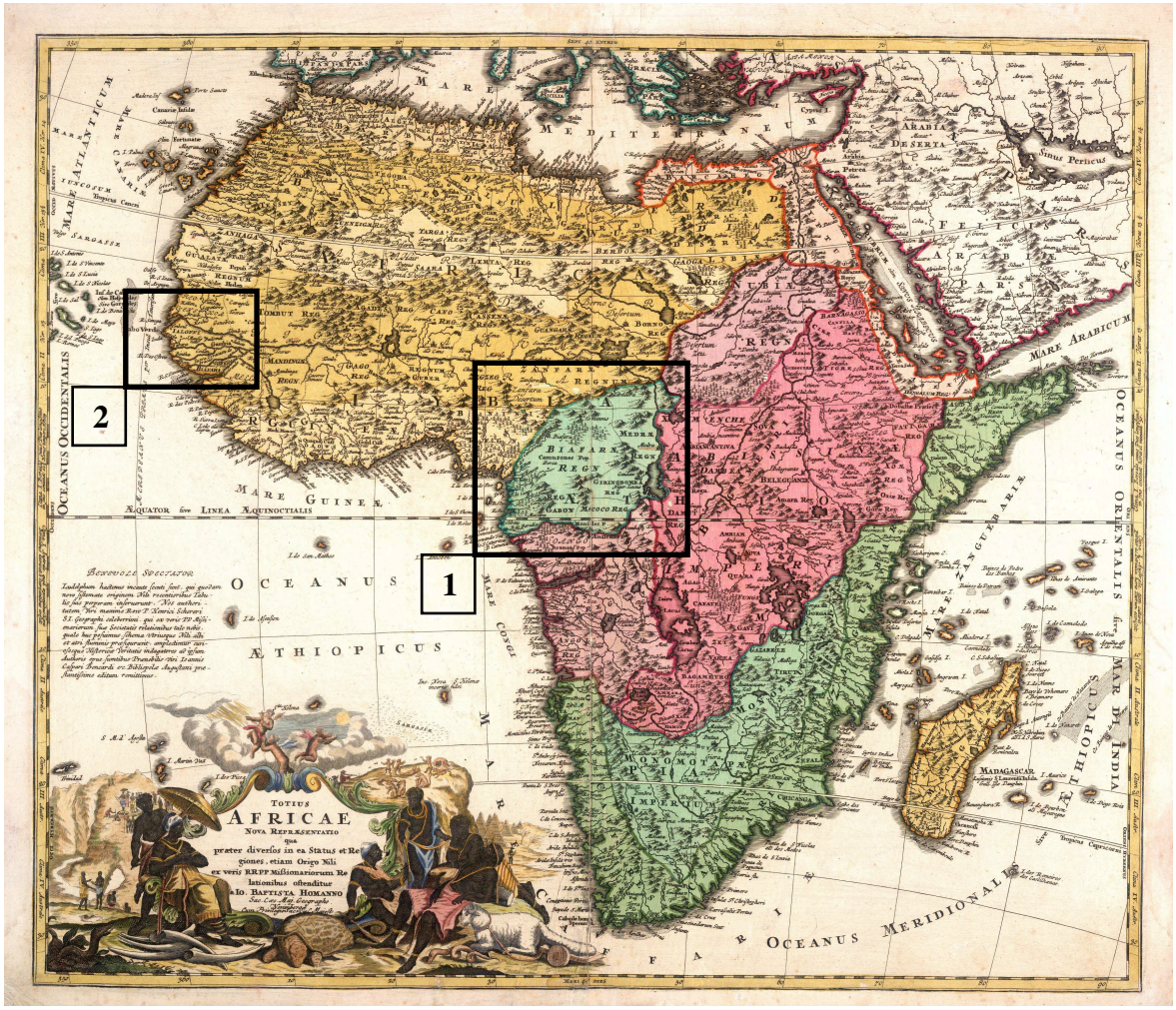


Figure 6 : Homann Johann Baptist, Totius Africa Nova Repraesentatio qua practer diversos in ea Status et Regiones, etiam Origo Nili et vris RRPP Missionariorum Relationibus ostenditur 1707

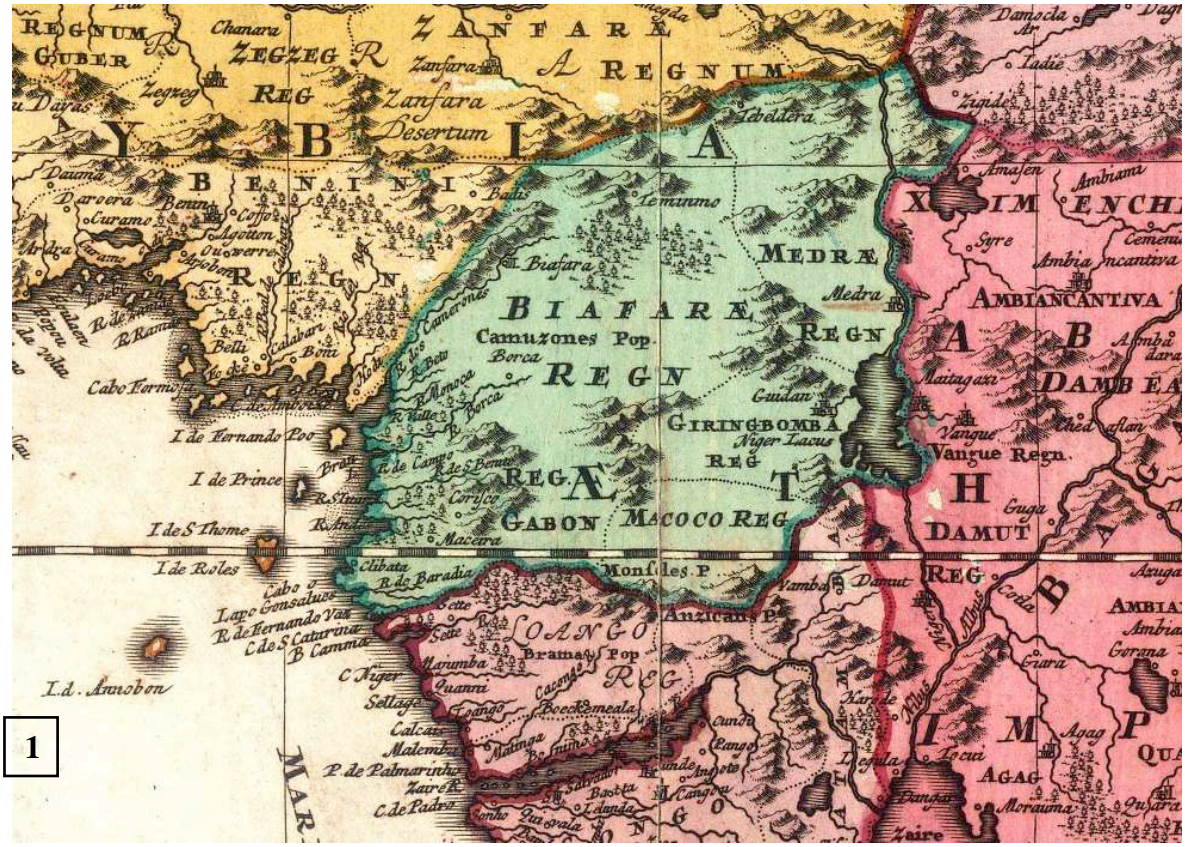


Figure 7 : Détail de Homann Johann Baptist, Totius Africa Nova Repraesentatio qua practer diversos in ea Status et Regiones, etiam Origo Nili et vris RRPP Missionariorum Relationibus ostenditur 1707

Totius Africa Nova Repraesentatio qua practer diversos in ea Status et Regiones, etiam Origo Nili et vris RRPP Missionariorum Relationibus ostenditur..., Prime Meridian through Tenerif., Norwich Map #72. Large, elaborate cartouche with "Fontes Nile" gorge illustrated, many natives with ivory tusks, various animals and 3 cherubs in the cloud with one holding a crucifix. Lenghty note on the origin of the Nile from the two lakes, Homann, Johann Baptist, 1707, Nurenberg J.B. Homann,47 x 56 cm, University of Florida, George A. Smathers Libraries, version created 2004 as part of the Florida Map Collection project.

La couleur utilisée ici par le cartographe pour signaler la présence d'un royaume indépendant est significative. Pourquoi signaler l'existence du Biafra alors qu'autour d'autres royaumes semblent exister. Mieux, au sein même de la zone verte du Biafra, co-existent d'autres royaumes qui semble-t-il sont dominés par le Biafra. En effet, « Biafarae Regnum » est écrit en caractères plus gros que le reste des autres royaumes. Le Biafara serait-il un puissant royaume capable de dominer les autres alentours ?

En tout cas, dans l'imaginaire des cartographes européens, le Biafra est bien ce lieu de pouvoir africain. La proximité du Bénin encore une fois est frappante. Puisque le Bénin est un royaume organisé, le Biafra ne manquerait de l'être. Les Européens ont importé avec eux leurs schémas mentaux et ont voulu trouver des royaumes organisés là où ils accostaient. Cependant, le piège tendu par les cartes en général est ici criant. Un tel royaume, n'a, semble-t-il, existé que dans l'imagination des navigateurs puis dans celui des cartographes.

D'ailleurs, une autre partie de la carte vient jeter le trouble sur cette appellation de « Biafara ». D'habitude, le « Biafara » est le territoire dans l'angle du golfe de Guinée, ici, le Biafara est une terre sénégambienne.

Figure 8 : Détail de Homann Johann Baptist, Totius Africa Nova Repraesentatio qua practer diversos in ea Status et Regiones, etiam Origo Nili et vris RRPP Missionariorum Relationibus ostenditur 1707

Que faire de cette appellation "Biafara" dans ce lieu ? La retrouve-t-on dans d'autres sources ? Apparemment non. Serait-ce une simple erreur du navigateur ou du

cartographe ? S'agit-il autrement de la réutilisation du nom Biafra ? Dans ce cas-là, peut-être s'agit-il d'un nom commun ? Toujours-est-il que cette appellation révèle bien le flou avec lequel les Européens nomment toujours les différentes parties de l'Afrique au XVIII^{ème} siècle. Le Biafara est-il simplement, ce bout de carte qu'il est impossible de nommer parce qu'on ne le connaît pas ? Le nom « Biafara » comme le royaume d'Ethiopie sont révélateurs de cette manière de penser. On donne un nom générique et quelque peu prestigieux à une terre inconnue.

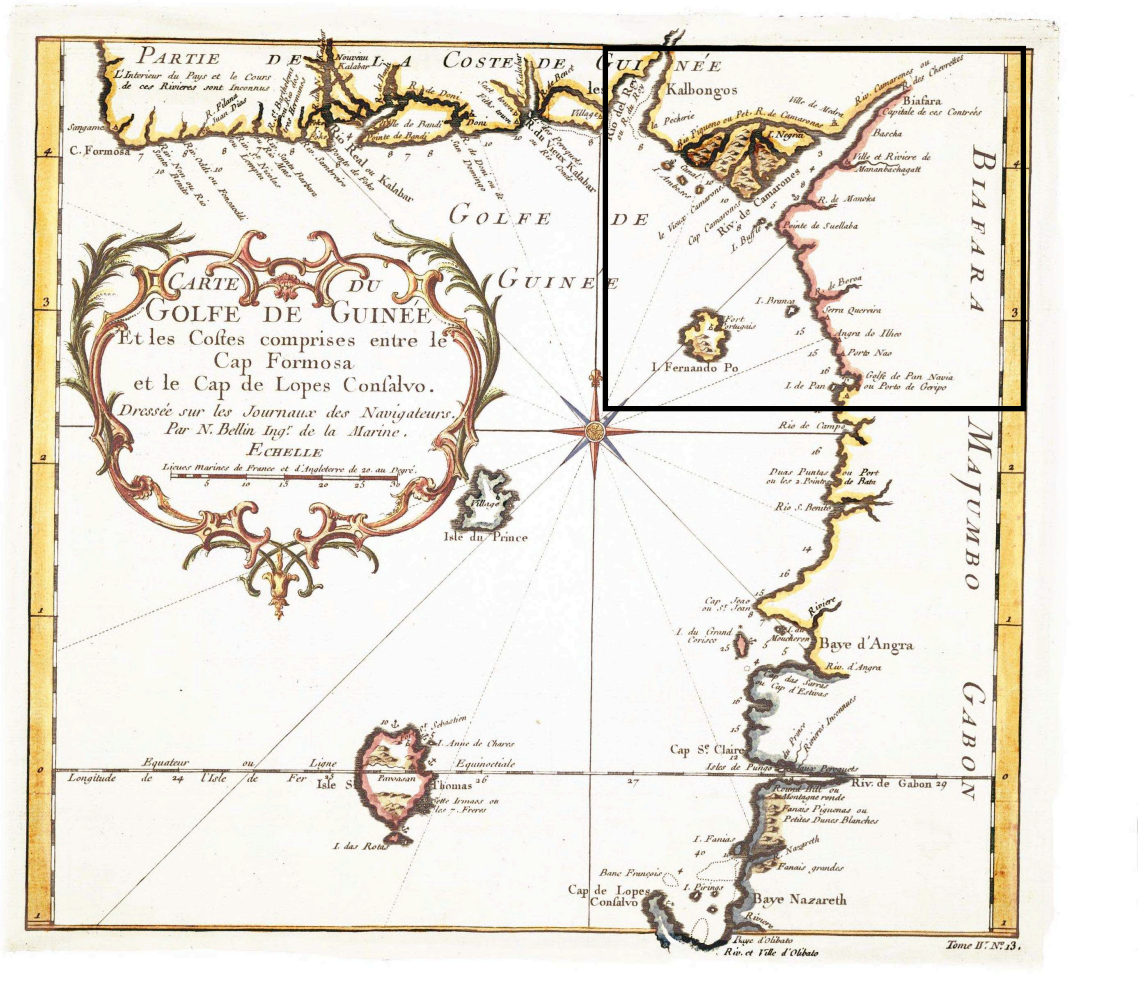


Figure 9 : Bellin Jacques Nicolas, *Carte Du Golfe de Guinee Et les Costes comprises entre le Cap Formosa et le Cap de Lopes Consalvo, 1754*

"Dressee sur les Journaux des Navigateurs, "Tome IV No. 13", Bellin Jacques Nicolas, 1754, Paris Chez Didot, 27.3 x 31 cm, University of Florida, George A. Smathers Libraries, version created 2002 as part of the Florida Map Collection project.

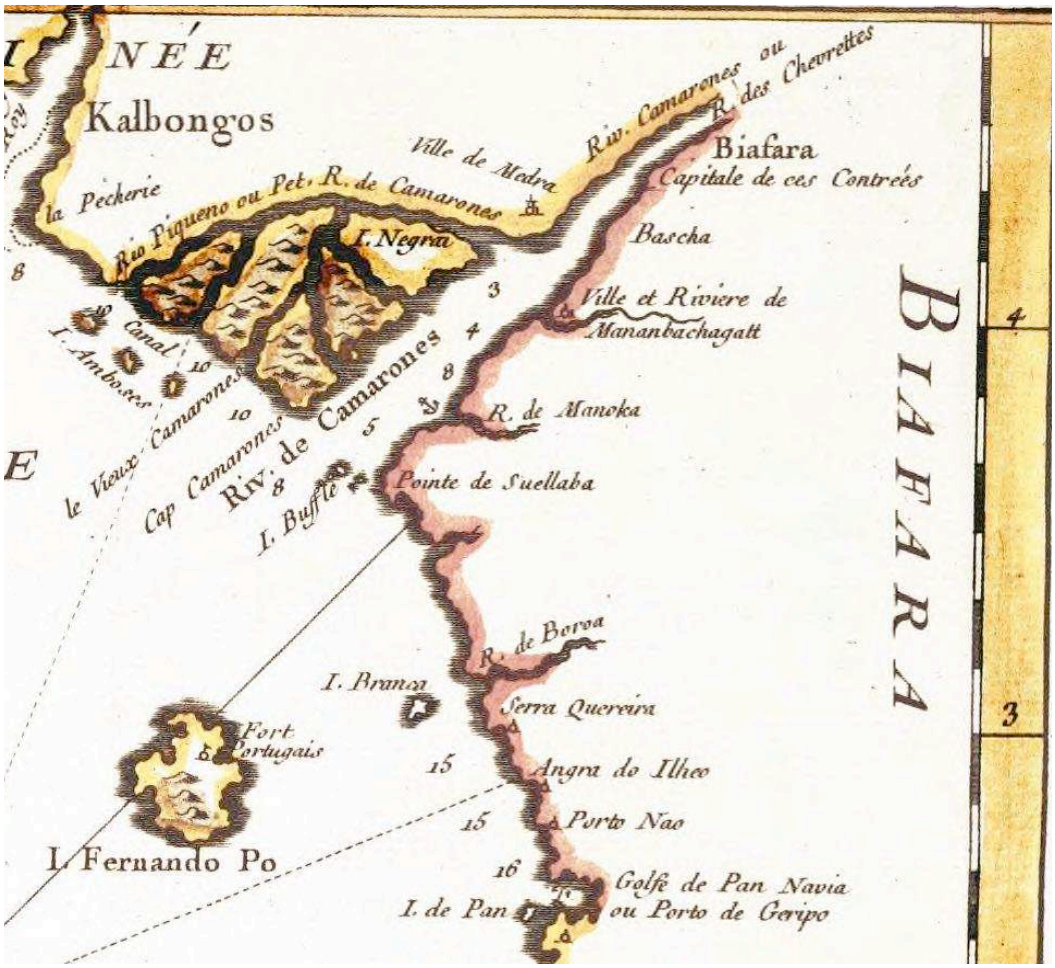


Figure 10 : Détail de Bellin Jacques Nicolas, *Carte Du Golfe de Guinee Et les Costes comprises entre le Cap Formosa et le Cap de Lopes Consalvo, 1754*

"Dressee sur les Journaux des Navigateurs, "Tome IV No. 13", Bellin Jacques Nicolas, 1754, Paris Chez Didot, 27.3 x 31 cm, University of Florida, George A. Smathers Libraries, version created 2002 as part of the Florida Map Collection project.

Cette seconde carte du XVIII^{ème} siècle vient bien prouver que le nom « Biafara » est un nom générique cherchant à désigner une terre inconnue. Il est prestigieux certes, mais aucun européen ne sait exactement à quoi ressemblent ces terres.

La preuve est que « Biafara » apparaît en 1754 comme la « capitale de ces contrées ». La rivière qui l'irrigue n'est plus la rivière des « crevettes » mais la rivière des « chevrettes ». Erreur de prononciation ou erreur de transcription ?

Qui plus est, le « Biafara » apparaît comme une région sur un coin de la carte. On se sert du nom Biafara pour désigner un espace inconnu auquel on donne le nom un peu mystérieux de « Biafara. ». Ce qui est symptomatique ici est que le Biafara est en coin de la carte. Simple cadrage du cartographe ? Pas forcément. En effet, plus avancent les

découvertes des Européens, plus le nom du « Biafara » a tendance à se retrouver relégué dans un coin de la carte. Il va même disparaître de la carte au XIX^{ème} au profit de la baie du « Biafra ». La région du Biafra n'existe pas mais le nom du Biafra reste. La chose disparaît mais le nom reste.

En effet au cours du XIX^{ème} siècle, le royaume du Biafara perd ses limites. Quasiment aucune carte ne les mentionne. Qui plus est, le nom « Biafara » lui effectue un double mouvement. Premièrement il rentre dans les terres. En effet, les Européens commencent à de mieux en mieux connaître les côtes africaines. Deuxièmement, le nom « Biafra » se déplace cette fois-ci dans l'océan. En effet, l'exploration du continent africain se poursuit. Il n'y a pas de royaume du Biafra. Le nom Biafra continue à exister dans les terres mais il va peu à peu s'effacer à la fin du XIX^{ème} siècle. En revanche, on va donner à la partie orientale du golfe de Guinée, le nom de baie du « Biafra ».

On le voit bien : il est impossible de fixer des frontières pour le Biafra à l'époque moderne puis au début de l'époque contemporaine. Toutefois, le nom « Biafra » lui évoque un nom prestigieux d'un royaume pré-européen. Plus qu'un espace bien délimité par des frontières fixes, le Biafra est une zone couvrant le Cameroun actuel et le Nigeria. Il s'agit en fait de l'angle de l'Afrique, du fond du golfe de Guinée. Donner plus de précisions serait purement anachronique.

Plus qu'elle ne délimite les frontières du Biafra, cette cartographie fait du Biafra une interface et même une zone frontière entre une Afrique connue et une Afrique inconnue des Européens.

1.2. Le Biafra : des limites pour un territoire ?

Quelles sont les limites des territoires avant l'arrivée des Européens ? Il est impossible de délimiter correctement l'aire occupée par les différentes populations dans le territoire entre le Niger et le Mont Cameroun.

Chez les Igbos, la structure sociale de base est, pour la plupart d'entre eux, le village. Du point de vue des stratégies d'occupation et de contrôle du territoire, il est possible de parler de cheftaineries. A l'exception d'Onitsha, il est impossible de trouver une quelconque ville dans cette zone de forêt dense.

Une organisation de type plus large a existé semble-t-il au niveau de plusieurs villages ; cette organisation aurait été possible au niveau religieux. En effet, les Aros, eux-mêmes Igbos tenaient une certaine autorité grâce à l'oracle d'Aro Chuku près de la Cross River. Une organisation commerciale lâche dès le milieu du XVIII^{ème} siècle semble avoir existé. Il s'agit de l'Ekpe (ou Egbo) ; ses objectifs sont avant tout économiques et semblent même avoir atteint Calabar.[17]

Par ailleurs, les Ibibios de Calabar auraient réussi à instaurer leur domination sur certains peuples de la rivière Cross plus en amont. Ces villages devaient temporairement leur payer un tribut. Les Britanniques, une fois installés dans la région font faire valoir ce territoire dominé par les habitants de Calabar face aux Allemands. Ils ont utilisé l'expression : « empire commercial » pour justifier leurs prétentions sur ces territoires face aux Allemands.

Quoiqu'il en soit, ces populations ne sont pas autant organisées que les Yoroubas, ou bien les Haoussas.

En effet, les Yoroubas à l'Ouest, sont en 1826 d'après le capitaine Clapperton[18] déjà bien urbanisés. Ils ont déjà plus de 55 villes de 20 000 habitants d'après lui[19]. Le royaume de Bénin date du XIII^{ème} ou du XIV^{ème} siècle. La domination du royaume d'Oyo date quant à lui du XVIII^{ème} siècle. Il a même réussi à vassaliser le royaume de Dahomey

[17] Sellier Jean, *Atlas des peuples d'Afrique*, La Découverte, 2003, 207 p.
[18] Clapperton Hugh (1788-1827) : voyageur et explorateur écossais. Il se livre à deux voyages en 1823 et 1825 pour explorer les rives du Niger et les terres haoussas. Il meurt en terre haoussa au cours de son second voyage. Son second, Richard Lander est le seul survivant de l'expédition.
[19] Clapperton Hugh, *Into The Interior Of Africa: Records Of The Second Expedition 1825-1827*, Bruce Lockhart (Sous la direction de), Paul E. Lovejoy (Sous la direction de), Brill Academic Publishers, 2005, 546p.

voisin. Les Yoroubas sont donc anciennement organisés en monarchies prenant leur base sur des villes.

Les Haoussas au Nord, musulmans eux étaient organisés en un califat à Sokoto. Cette organisation religieuse est due à un renforcement de l'autorité par Ousmane Dan Fodio et son djihad au début du XIXème siècle. Ce djihad a mis en place des émirs à la tête des cités haoussas. A son apogée, le califat de Sokoto s'étend sur plus de 400 000 km^2. Les Haoussas au Nord sont unis par l'Islam et mettent en place une structure de type arabo-musulmane en privilégiant les villes et en y installant des émirs.

A comparer Igbos, Yoroubas et Haoussas, on s'aperçoit que politiquement les Igbos étaient moins organisés que leurs voisins.

1.3. Les premiers contacts avec les Européens

Les Européens se sont intéressés assez tôt à cette côte pour son or. En effet, le nom « Gold Coast » provient de cet intérêt des Européens. Aux XVII^{ème} et XVIII^{ème} siècles, les Européens vont se livrer à la traite des esclaves.

La baie du Biafra ne va pas être de reste. Des cités-Etats existant à l'embouchure des fleuves et vont se constituer en Etat esclavagiste. La côte prend dès lors, le nom de « Slave Coast »[20]. Grâce à ce commerce, la ville de Bonny va connaître son essor à la fin du XVIII^{ème} siècle. Dans chacune des cités-Etats (hormis Calabar), les villes sont organisées en « maisons ». Ces « maisons » se créent grâce au commerce. Il peut donc s'agir de la traite des esclaves.

C'est ainsi que ces villes vont faire des razzias dans la forêt et pourchasser des Igbos. Il est malheureusement impossible de tracer des cartes de ces razzias. Cependant, le manque d'organisation de certaines communautés igbos provient de cette traite des esclaves. Paradoxalement, c'est un esclave igbo, Ja Ja, qui est devenu l'un des principaux négociants de Bonny en 1860. Expulsé de cette ville, il fonde à son tour une cité-Etat : Opobo[21].

Une fois la traite des esclaves interdite, les Britanniques s'intéressent à l'huile de palme et vont continuer à commercer avec ces cités-Etats sur le littoral de la baie du Biafra. Ils vont nommer toutes les rivières de cette zone, les « Oil Rivers ». Ces rivières de l'huile

[20] Pétré-Grenouilleau Olivier, *Les traites négrières. Essai d'histoire globale*, Paris, Folio Histoire, 2004, 733 p.
[21] Ja Ja opposé aux Britanniques est exilé aux Antilles en 1887.

vont d'ailleurs donner leur nom à l'un des protectorats britanniques de la région : le « Oil Rivers Protectorate ».

Les premiers contacts avec les Européens sont donc placés d'abord sous le signe de la traite des esclaves. Les cités esclavagistes prospèrent donc grâce à ce commerce. Cette prospérité induit un développement qui par conséquence désorganise les sociétés à l'intérieur des terres, comme celles des Igbos.

2. A LA RECHERCHE DES FRONTIERES (1860-1914)

2.1. La conquête anglaise

Les explorateurs et missionnaires

Les Européens s'installent dans la région de l'interface biafraise à partir de la seconde moitié du XIX^{ème} siècle. Ils apportent avec eux leurs propres concepts. Ainsi, ils sont à la recherche de frontières -des frontières européennes- dans un territoire jusque-là inconnu. C'est pour cette raison qu'il est nécessaire de déconstruire le regard colonial sur cette terre inconnue et sur les frontières de cette zone.

Les Britanniques s'installent assez tôt dans la baie du Biafra. Ils mettent un consul en place un consul sur l'île de Fernando Po. Dès le 30 juin 1849 : le « Bight of Biafra British Protectorate » est fondé. Un consul s'installe dans l'île. Sa mission est d'aider les commerçants britanniques à s'installer sur le continent. En 1872, le consul acquière plus de pouvoirs puisqu'il exerce désormais la juridiction criminelle sur « Old Calabar, Bonny, les Camerouns, New Calabar, les rivières Brass, Opobo, Nun et Benin ».[22]

Le 6 août 1861, le « Bight of Biafra British Protectorate » est amalgamé au « Benin Protectorate » et à Lagos et forment ainsi un protectorat britannique uni. Des explorateurs anglais s'intéressent assez tôt aux fleuves qui débouchent dans la baie du Biafra. Ainsi en 1842, le navigateur Beecroft remonte la rivière Cross. Hutchinson qui a exploré la zone entre le Mont Cameroun et la rivière Cross déclare d'ailleurs en 1858 :

« The Rio del Rey […] flows through the Rumby country, and of which nothing is known[23] »

D'autres explorateurs s'intéressent largement à cet espace comme Talbot. Harry Johnston qui lui joue un rôle à l'échelle mondiale dans les colonies britanniques, s'intéresse tout autant à ces découvertes. Un missionnaire écossais va d'ailleurs livrer à ce sujet nombre de mémoires, livres dont sont tirées les cartes suivantes :

[22] London Gazette, 1872, p.762.
[23] Hutchinson Thomas, *Impressions of West Africa,* London, 1858, pp166-167

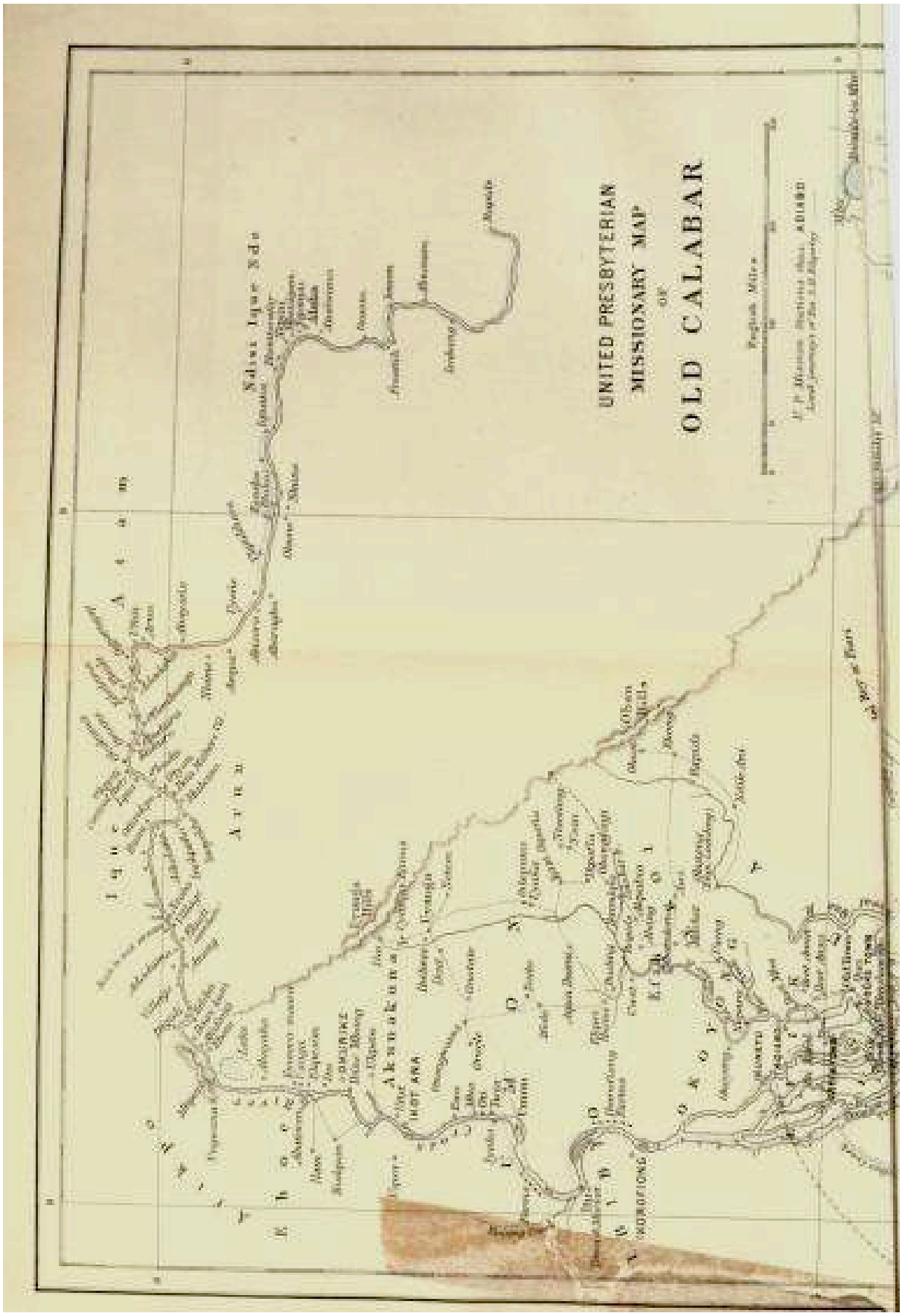


Figure 11 : Goldie Hugh, *Calabar and its Mission*, Edinburgh ; London : Oliphant Anderson & Ferrier, 1901, p9

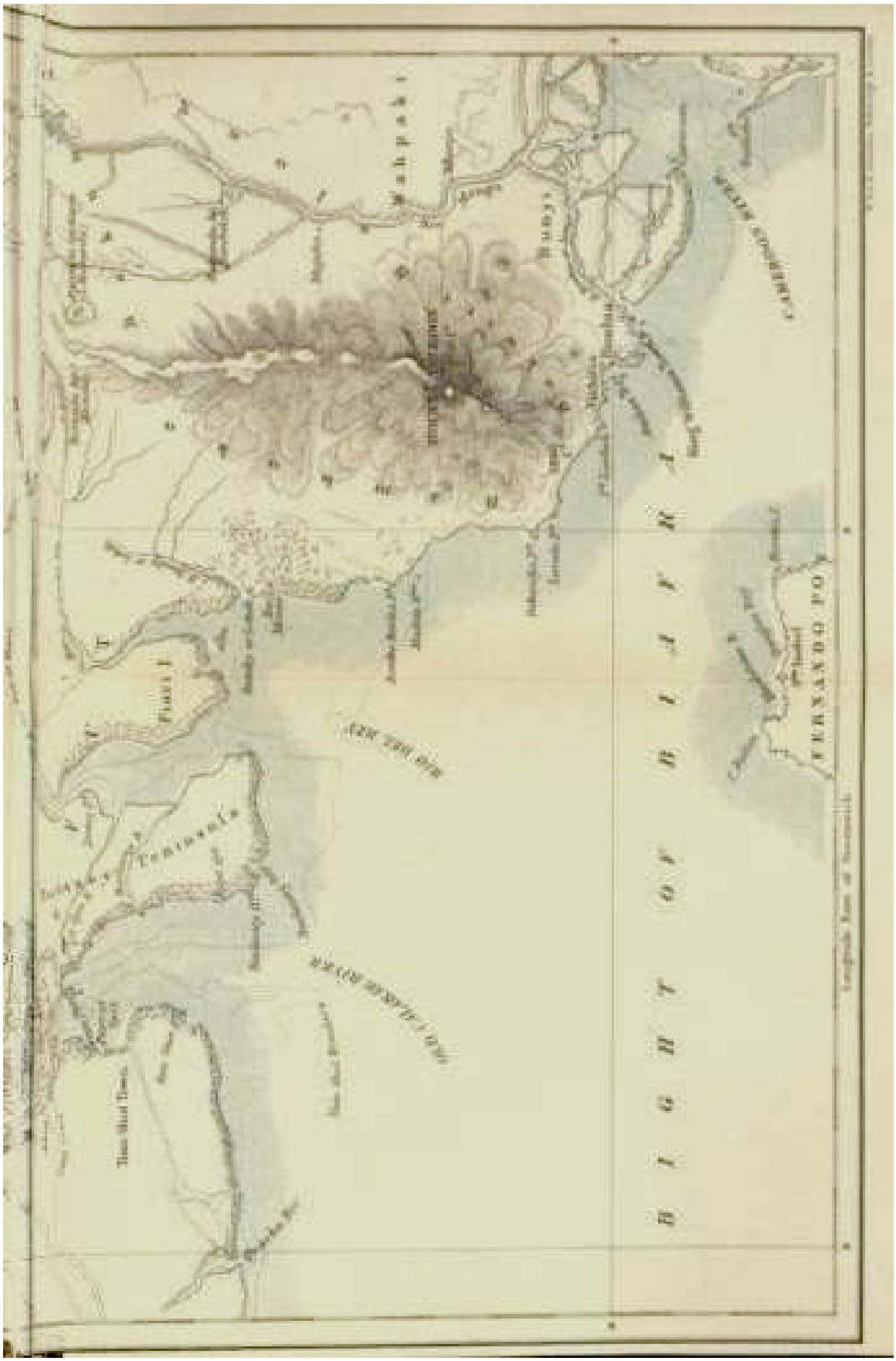


Figure 12 : Goldie Hugh, *Calabar and its Mission*, Edinburgh ; London : Oliphant Anderson & Ferrier, 1901, p10

Un explorateur français lui aussi s'intéresse à ces zones et publie dans son ouvrage la carte suivante :

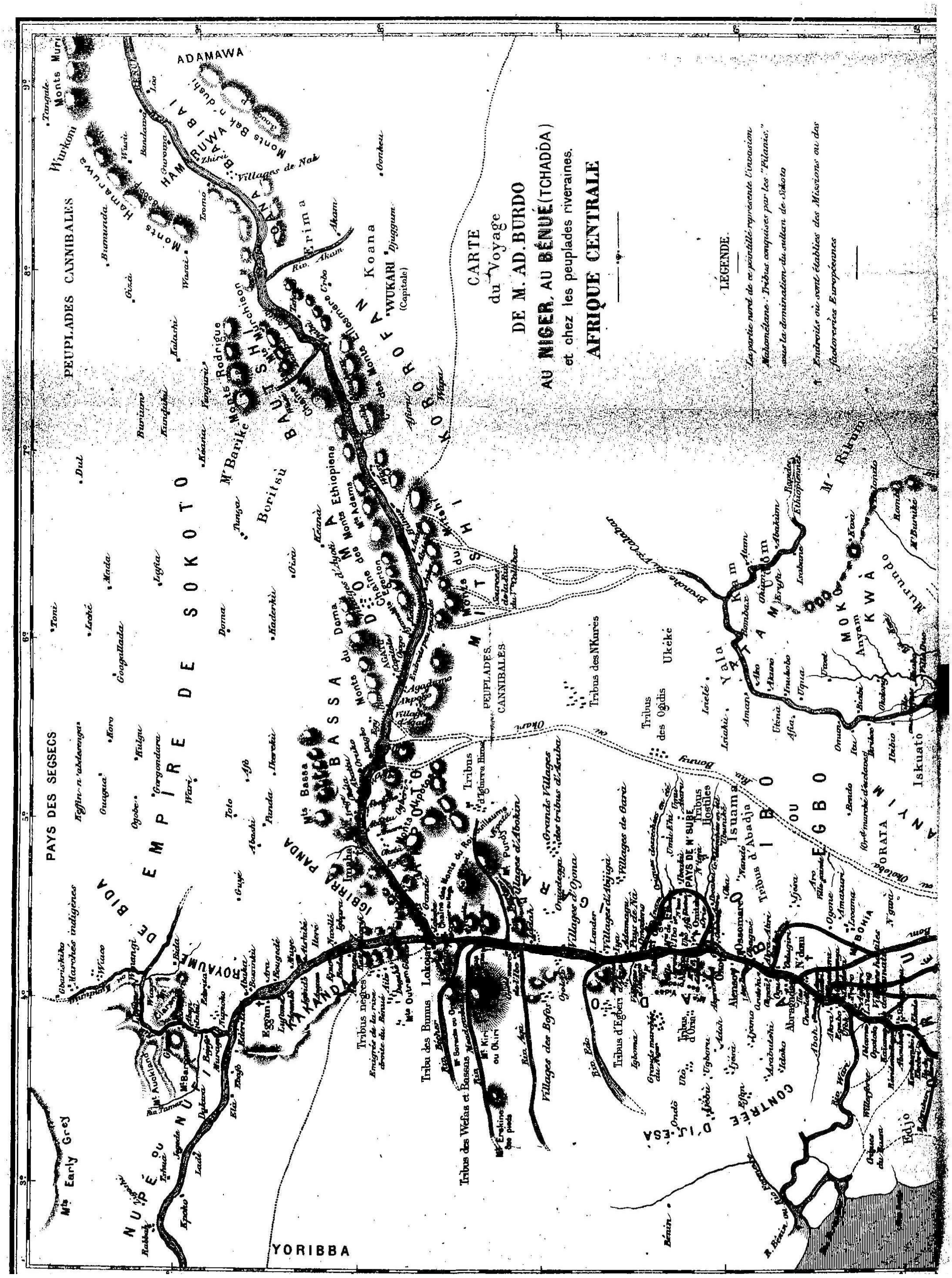


Figure 13 : Burdo Adolphe, *Niger et Benue, voyage dans l'Afrique centrale*, Plon, Paris, 1880

La dernière carte est à cet égard éloquente. Sont connus les zones traversées par une rivière. Clapperton visite le pays Haoussa pendant son second voyage en Afrique centrale, et livre au passage une description des régions autour du Niger :

Clapperton Hugh, *Into The Interior Of aussi: Records Of The Second Expedition 1825-1827*, Bruce Lockhart (Sous la direction de), Paul E. Lovejoy (Sous la direction de), Brill aussi Publishers, 2005, 546p.

Au fil des rivières, la carte de cette région s'établit peu à peu. Du flux de la rivière dépend le flux informations. Sur ces rivières, les Britanniques adoptent une stratégie coloniale commerciale. Ils créent des compagnies commerciales dans cette région pour établir des relais dans les territoires qu'ils dominent[24].

Les compagnies commerciales

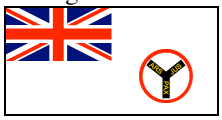
L'idée de fonder des compagnies commerciales n'est ni nouvelle au XIX^{ème} siècle, ni propre au Royaume-Uni. En effet, la « British East India Company » créée en 1600 s'était déjà installée en Inde. Cette compagnie à charte a été dissolue en 1858.

L'idée de l'un des administrateurs britanniques, Goldie a été de recréer ce type de compagnies dans la région du « Lower Niger » et du « Middle Niger ». C'est chose faite en 1879 quand est créée l'« United African Company ». Elle est l'héritière de la « British East India Company ». Elle se base, elle, sur le commerce de l'huile de palme. En 1886 après la conférence de Berlin, une charte est accordée à la compagnie qui change de nom après la fusion avec d'autres compagnies. Le nouveau nom est la « Royal Niger Company ». Cette compagnie a donc une conception dynamique de la gestion du territoire, conception basée sur les fleuves[25].

Cette conception dynamique de l'occupation de l'espace s'oppose-t-elle à la conception, plus statique, de celle du Niger Coast Protectorate ?

[24] La géopolitique anglaise d'ailleurs se base au XIX^{ème} siècle sur la domination des mers et le commerce. Les mots de Walter Raleigh (1554-1618) servent de base à cette politique : « "*Qui tient la mer tient le commerce du monde ; qui tient le commerce tient la richesse ; qui tient la richesse du monde tient le monde lui-même* »

[25] Le drapeau de la « Royal Niger Company » illustre cette logique de conquête commerciale par les fleuves. Le Niger et le Bénoué forment un « Y » dominé par la « Royal Niger Company ».



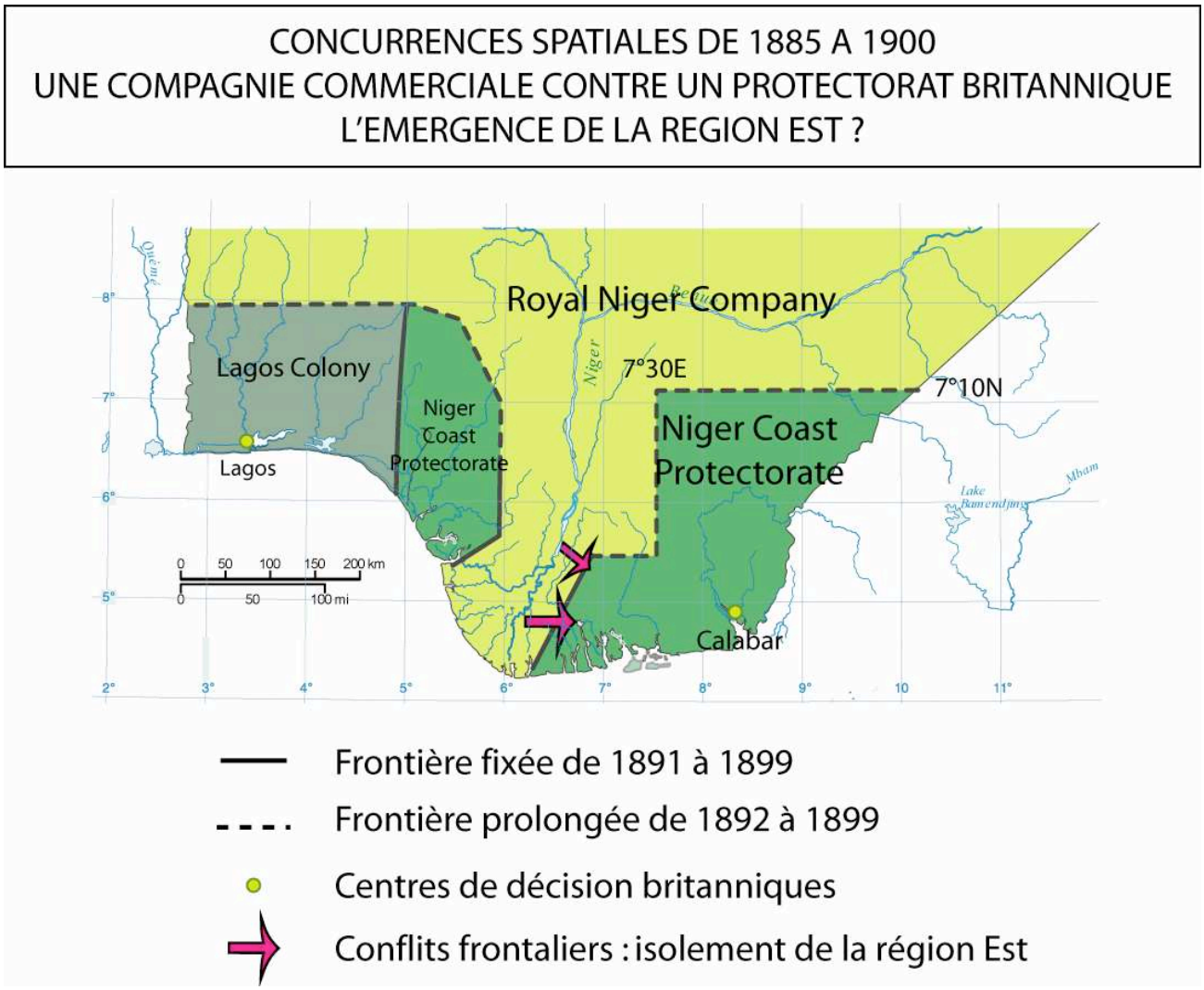


Figure 14 : La Royal Niger Company contre le Niger Coast Protectorate ?

Dans le Nord des possessions britanniques, la « Royal Niger Company » est d'abord occupée à signer des traités avec les populations nouvellement conquises. En théorie, le littoral et une partie des régions intérieures dépendent directement de l'administration britannique.

"The British Protectorate of the Niger Districts[26] comprises all the territories on the line of coast between the British Colony and Protectorate of Lagos and the right or western bank of the Rio del Rey".[27]

[26] Ce territoire est en fait adminsitré par les compagnies commerciales au niveau du Niger : United African Company (1879-1882), National African Comapny (1882-1886), Royal Niger Company (compagnie à charte 1886-1900)

[27] London Gazette, 5 juin 1885. Directement consultable en ligne : http://www.gazettes-online.co.uk/archiveViewFrameSetup.asp?webType=0&PageDuplicate=x0%20%20%20%20%20%20%20&issueNumber=25476&pageNumber=0&SearchFor=rio%20del%20rey&selMedalType=&selHonourType=

Au Sud donc, le protectorat britannique, au nord et sur le Niger, la Royal Niger Company. On le voit ici, dès 1886, cette division approximative des territoires porte en germe des difficultés au niveau du delta du Niger. Le protectorat britannique sous ses différents noms, « Oil Rivers Protectorate » (1885-1891) et « Niger Coast Protectorate » (1891-1900) rentre rapidement en concurrence avec la compagnie commerciale à charte, la Royal Niger Company. Se trouvent donc face à face la « Royal Niger Company » et le « Niger Coast Protectorate », protectorat administré directement par la couronne anglaise.

Cette situation paradoxale conduit à des incidents frontaliers commerciaux[28] dans la zone du delta à la fin des années 1880. Ceci amène à une définition des frontières rapidement en 1891[29].

On le constate clairement sur la carte, la partie orientale du « Niger Coast Protectorate » est isolée. *De facto*, cette partie administrée directement par les Britanniques se retrouve dans un cas particulier. Peut-on trouver dans cet espace, une esquisse de la région orientale du Nigeria ? S'agit-il d'un lointain ancêtre du Biafra ? Sans aller jusque là, on peut tout de même affirmer que la compagnie commerciale de la « Royal Niger Company » est dite être l'embryon de l'Etat nigérian. Ce « Niger Coast Protectorate » a perduré jusqu'en 1900 et a établi d'une part un premier tracé de frontières et d'autre part un système politique « colonial ». Enfin, la présence du consul général du Protectorat à Calabar renforce la bicéphalie de ce protectorat.

2.2. La rivalité anglo-allemande : le travail de définition de frontières le plus abouti

Etudier la frontière orientale de la colonie britannique revient à étudier la rivalité anglo-allemande dans cette région de l'Afrique. Qui des deux puissances doit posséder le Mont Cameroun ? Fixer la frontière est donc une affaire internationale. De plus, la méconnaissance de l'hinterland de Calabar a rendu difficile l'exploration puis la démarcation des frontières dans la région.

Cette frontière Est de la colonie britannique pourrait être divisée en deux parties : tout d'abord du littoral au « rapides » de la rivière Cross, puis dans un second temps des

[28] Il s'agit en particulier de problèmes de droits de douane au niveau du Delta du Niger. Une enquête a lieu à partir de 1889. Elle mène à l'établissement d'un poste de douanes au niveau de la rivière N'Doni.
[29] Geary W., Nigeria under British rule,London, 1927

« rapides » de la rivière Cross jusqu'au parallèle 7°10N qui sépare Nigeria du Nord et Nigeria du Sud

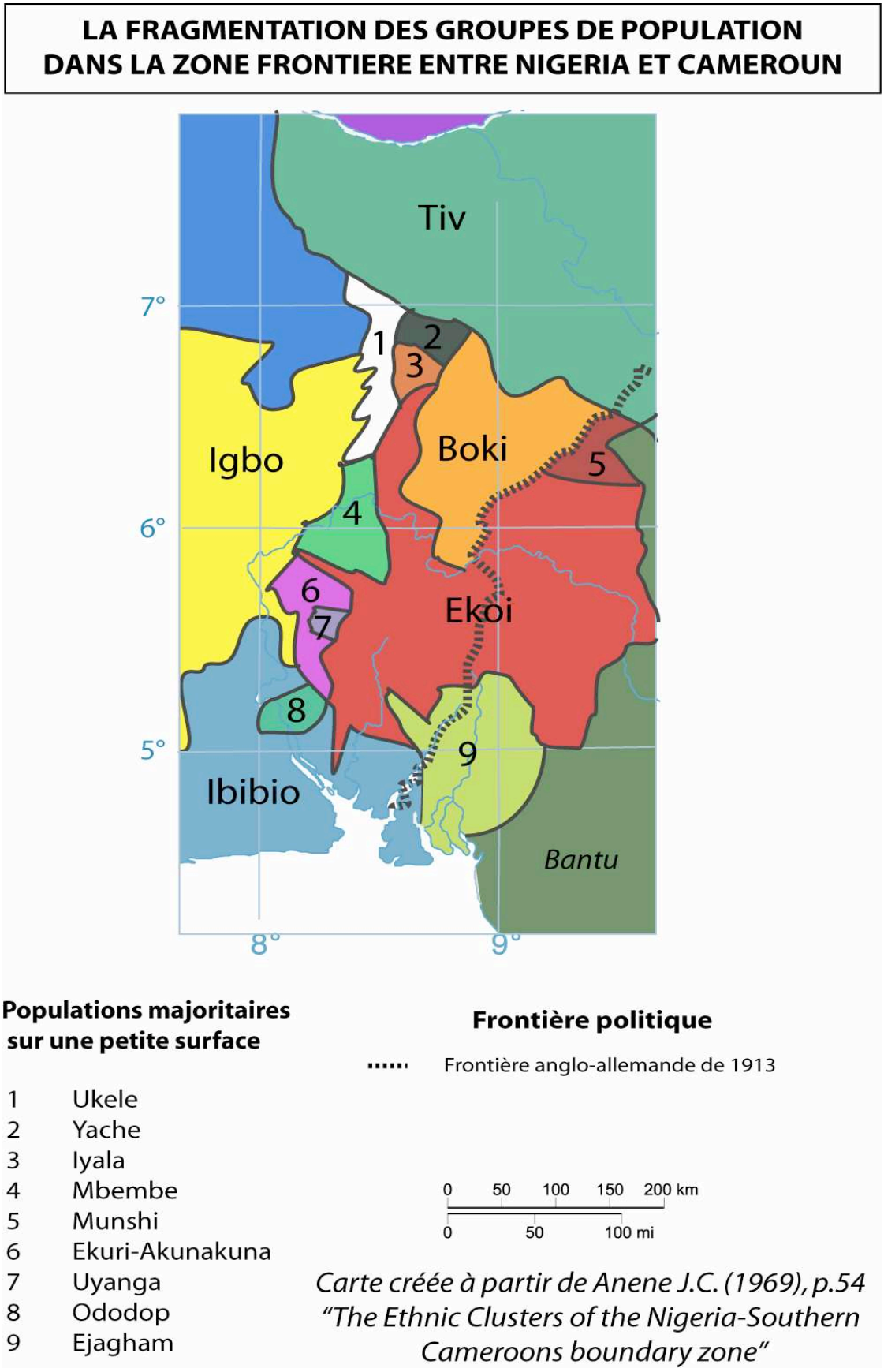


Figure 15 : La fragmentation « ethnique » dans la zone frontière entre Nigeria et Cameroun

Cette frontière internationale est d'une complexité incroyable du point de vue des populations. Impossible de fixer des frontières ethnolinguistiques. C.Anene dit lui-même à ce sujet « In a situation such as this, any question of ethnic démarcation is both difficult and meaningless »[30].

De plus à l'époque de la traite des esclaves, les groupes Efik et Junkun chassaient les habitants des forêts au profit des Européens. Les populations touchées par ce phénomène se déplaçaient le plus souvent possible pour échapper aux chasseurs d'esclaves : d'où l'impossibilité de tracer des frontières dans cette région.

Par ailleurs, ces communautés n'étaient pas aussi organisées sur le plan politique que les populations Yorouba ou Haoussa.Pas d'unité donc, mais un isolement certain pour chaque communauté.

Exception déjà évoquée plus haut, les Efiks disposaient d'un bassin commercial le long de la rivière Cross leur assurant la suprématie sur leurs voisins. Cette suprématie était due en partie à la traite des esclaves. Les Britanniques pour réclamer le plus de territoires possibles face aux Allemands exagèrent dès les années 1880 l'importance commerciale des Efiks. Ils n'hésitent d'ailleurs pas à parler d'« empire commercial Efik »[31]. Le révérend A. Ross, un missionnaire écossais visitant la région en 1877, atteste de cette vitalité commerciale Efik dans la région[32]. Les Akunakuna plus en amont de la rivière Cross bénéficiaient eux aussi de cette réputation.

En effet, les Britanniques tenaient absolument à intégrer dans leurs territoires le Mont Cameroun. Les Britanniques envoient deux Polonais à leur service visiter la région en vue de la préparation de la Conférence de Berlin : Rogozinski et Janikowski. Les négociations avec les Allemands furent donc âpres à ce sujet. La sphère d'influence des Anglais et des Allemands fut cependant marquée en 1885-1886 entre la rivière Rio del Rey et la ville de Yola. Le mont Cameroun est donc une possession allemande.

Ces lignes furent donc tracées sur une carte d'après le relief. Même si ces frontières n'étaient pour l'instant que des lignes droites, le premier ministre anglais, Lord Salisbury, précise immédiatement:

[30] Anene J.C., The international boundaries of Nigeria, 1885-1960; the framework of an emergent African nation, New York, Humanities Press, 1970, p 59.
[31] Calprof 8/2 , Macodnald's observations, 26 octobre 1895 in Anene J.C., The international boundaries of Nigeria, 1885-1960; the framework of an emergent African nation, New York, Humanities Press, 1970, p 61
[32] Goldie Hugh, *Calabar and its Mission*, pp. 297-8.

« When the geography of the country and the position of the various tribes are more accurately ascertained, it may be found practicable to settle a fresh line in accordance with their requirements »[33]

Mais cette nouvelle ligne se heurte à un problème de taille. Le nouveau consul britannique Johnston fait une découverte des plus pertinentes. Comment baser la frontière sur une ligne Rio del Rey-Yola, quand la rivière Rio del Rey n'existe pas ? En effet, cette « rivière » n'est en fait que la confluence de plusieurs autres cours d'eau comme l'Akpayafe ou le Ndian.

Ici les considérations géographiques selon Johnston rejoignent les considérations ethnolinguistiques puisque la limite de l'empire commercial Efik s'arrête précisément à la rivière Ndian : un « heureux » hasard qui justifie les prétentions anglaises. Après cette découverte, Allemands comme Britanniques soumettent diverses propositions pour régler le problème de cette frontière. Faut-il inclure ou non le mont Hewett dans les possessions anglaises ? Que faire des populations Ekoi ?

En 1891, Macdonald est commissaire et consul général du Oil Rivers Protectorate basé à Calabar. Il est partie prenante des négociations frontalières de 1893. Son territoire change de nom et s'appelle le Niger Coast Protectorate.

[33] F.O.C.P., Confidential 5753, n° 13, Salisbury to Malet, 25 January 1888.

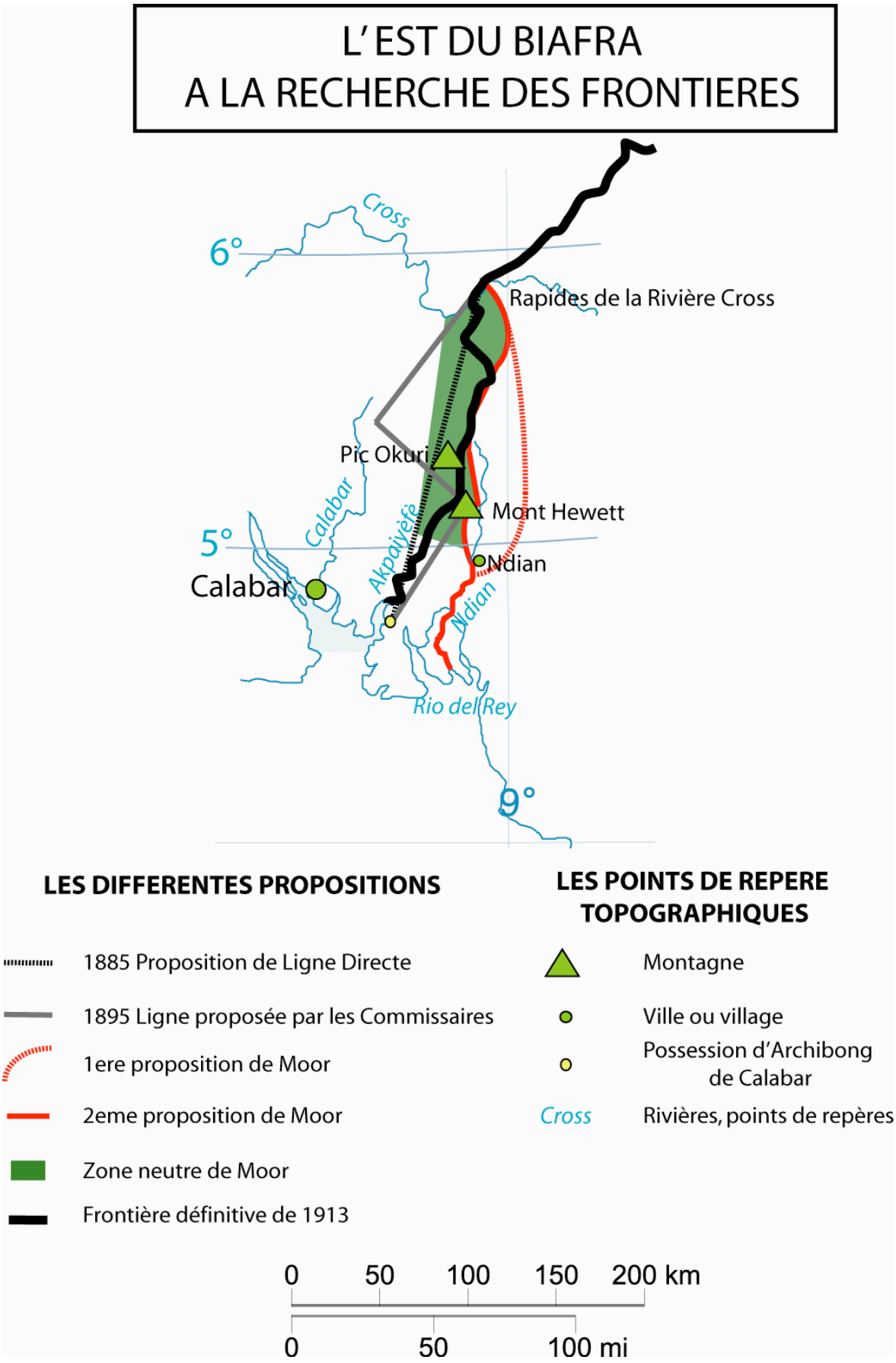


Figure 16 : L'Est du "Biafra" : à la recherche de frontières

Une commission de renégociation de la frontière se réunit en 1895. Cette commission est anglo-allemande. Les deux officiers sont respectivement Close et aussi d'où le nom de la ligne tracée par ces derniers en 1895 : la ligne Close-Besser. Le problème posé par les populations Ekoi et Efik fait traîner le tracé de la frontière jusqu'en 1902, d'autant plus que l'immensité de l'Empire britannique fait de ce tracé de frontière, un problème mineur.

En 1902, des commissaires allemands proposent une frontière se situant au milieu du lit de la rivière Cross. Des demandes exagérées d'un côté, un refus catégorique de l'autre. Les négociations piétinent. Les administrateurs Britanniques prennent l'habitude de parler d'Ekoi britanniques et d'Ekoi allemands. Sont même distribués des certificats :

"To whom it may concern – Notice is hereby given that in the village of … living within the limits of Her Britannic Majesty's Niger Coast Protectorate, the people are under the care and protection of that government"[34]

Ce n'est finalement qu'en 1913 qu'est trouvé un accord final entre Allemands et Britanniques. Première Guerre mondiale oblige, cet accord ne tient qu'une seule année. Un point de détail lourd de conséquences : la péninsule de Bakassi même si elle est en territoire allemand, devient un « no-man's-land commercial ». Seuls les droits de pêche pour les populations locales restent identiques.[35]

[34] C.O., 444/1, Moor to C.O., n° 65, 13 april 1899.
[35] Anene J.C., Ibid, p87.

Des « rapides » de la rivière Cross à l'arc de Yola

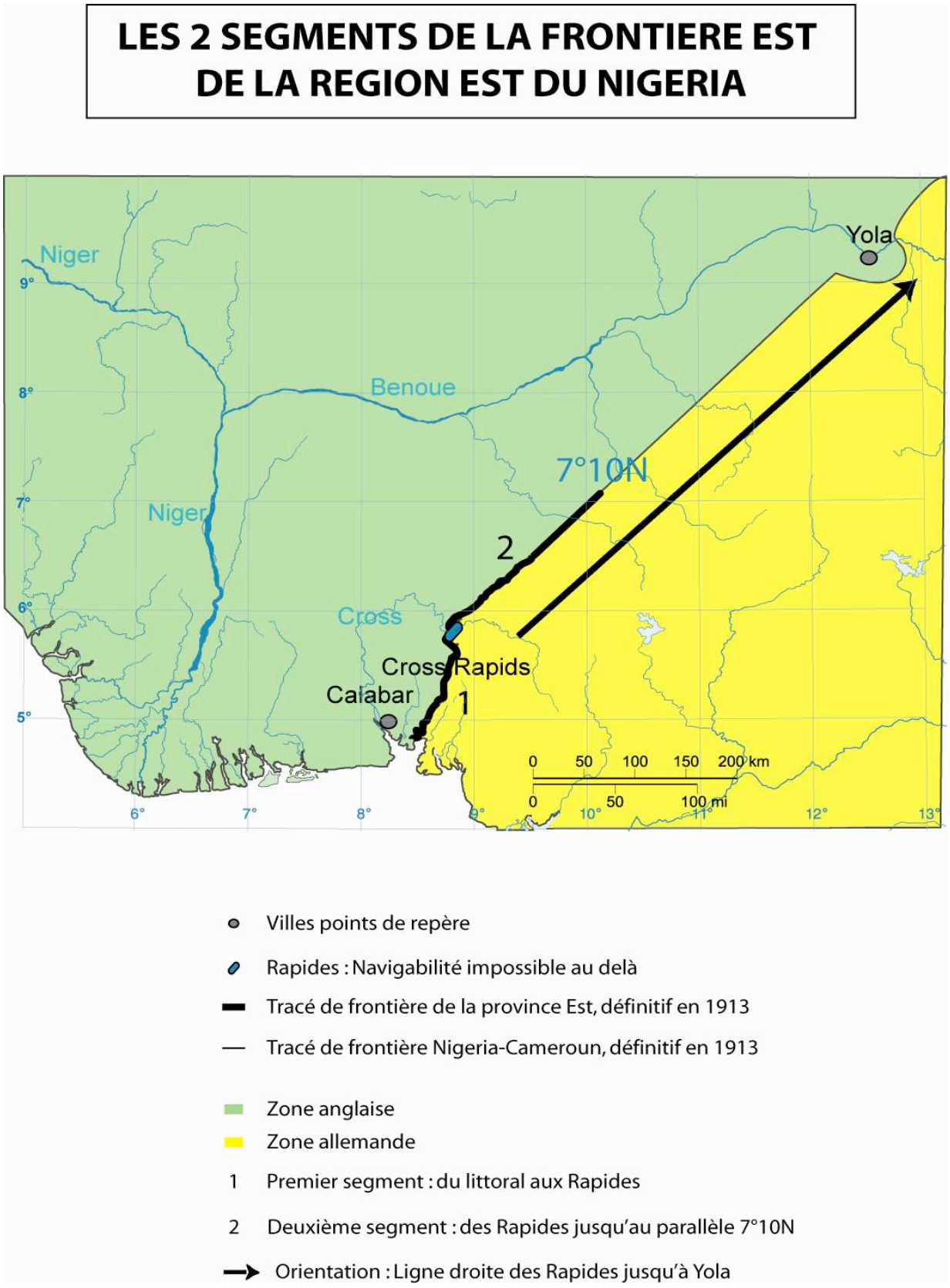


Figure 17 : Les deux segments de la frontière Est de la région Est du Nigeria

Cette fois-ci le travail de tracé de la frontière dépend d'une seule chose. La ville de Yola sera-t-elle britannique ou allemande ? La ville de Yola n'est pas dans le Biafra et pourtant posséder cette ville détermine le tracé de la frontière du Biafra. Cette ville est d'un représente un double enjeu. C'est la ville la plus peuplée de la région. Elle est aussi au centre d'un commerce florissant dans la région. Elle s'oppose à la ville de Garoua, plus à l'Est. Posséder la ville est donc un enjeu majeur.[36]

En effet, sur la carte, une ligne droite doit être tracée entre les « rapides » de la rivière Cross et les possessions de la ville de Yola. Si la ville de Yola est anglaise, le tracé de la frontière est bien orienté Sud-Ouest/Nord-Est, si la ville est allemande la frontière sera plus dans l'axe Nord-Sud.

L'accord de 1893 stipule clairement :

« The boundary drawn from the point on the right bank of the river of the Calabar or Cross River, about 9°8' of longitude east of Greenwich marked "Rapids" on the English Admiralty chart… shall follow a straight line directed towards the centre of the town of Yola".[37]

Une commission en 1903 est chargée de démarquer la frontière. On lui demande aussi d'établir une carte à l'échelle 1 : 250 000 et des cartes à l'échelle 1 : 10 000 pour les zones les plus importantes. Cette commission commence par déterminer la position de Yola au télescope en 1903. Les chefs de cette expédition ont fourni quantité de détails dans leurs rapports quant à leurs difficultés pour marquer le territoire[38] comme par exemple la comparaison des techniques anglaises et allemandes pour calculer la position des territoires nouvellement explorés.

En mars 1906, les deux parties arrivent à un accord[39]. Ce segment de frontière, une fois fixé ne pose plus de problèmes. Etant donné que Yola était au centre d'un commerce florissant, une contrebande voit le jour très rapidement : noix de cola, moutons, boucs… La frontière ici crée une dynamique tout à fait particulière puisque les habitants des villages situés près de la frontière sont invités à s'écarter de la frontière et à s'installer plus

[36] Cette période est la matrice de la concurrence entre ces deux villes, l'une nigériane, Yola et l'autre, camerounaise, Garoua.
[37] Hertslet, 1909, p913.
[38] Hertslet, 1909, pp930-2 ; Jackson, 1905 ; Ambronn, 1905.
[39] Hertslet, 1909, pp937-9

loin. La frontière structure donc le territoire puisqu'un corridor vide d'hommes se dégage nettement entre Cameroun et Biafra.

On le voit bien ici : le Nord de la frontière orientale du Biafra connaît une telle orientation encore une fois à cause de la rivalité anglo-allemande. Le fait que Yola soit une ville située bien au-delà du territoire biafrais prouve bien que des considérations biafraises ne sauraient être prises en compte pour ce segment de frontière.

Ce segment de frontière peut être considéré comme un vecteur, il s'agit plus d'une direction générale donnée par les empires coloniaux qu'un réel appui sur des réalités locales. En revanche, cela ne veut pas dire que la frontière est destinée à être fixe. L'adaptation est toujours possible selon les nouveaux éléments.

On peut assister à un glissement de la « frontière » de l'Est des Monts Cameroun à l'Est. En effet, les Britanniques voulaient à tout pris s'installer sur le mont Cameroun. Mais les négociations menées en Angleterre par Herbert Bismarck en 1885 ont contrecarré leurs ambitions. Les premiers accords anglo-allemands datent de 1885-1886. Il s'agit de la ligne Rio del Rey-Yola. Une évolution suivant les lignes du relief se fait les années suivantes. Cette évolution se fait surtout au gré des pressions entre Britanniques et Allemands. Cette frontière orientale est donc un « isobare politique ».

Ce travail de délimitation des frontières se termine par des accords définitifs en 1913. A cause de la 1ère Guerre Mondiale, ces accords ne seront effectifs qu'un an.

2.3.Les frontières d'un territoire ?

Figure 18 : Les deux Nigerias

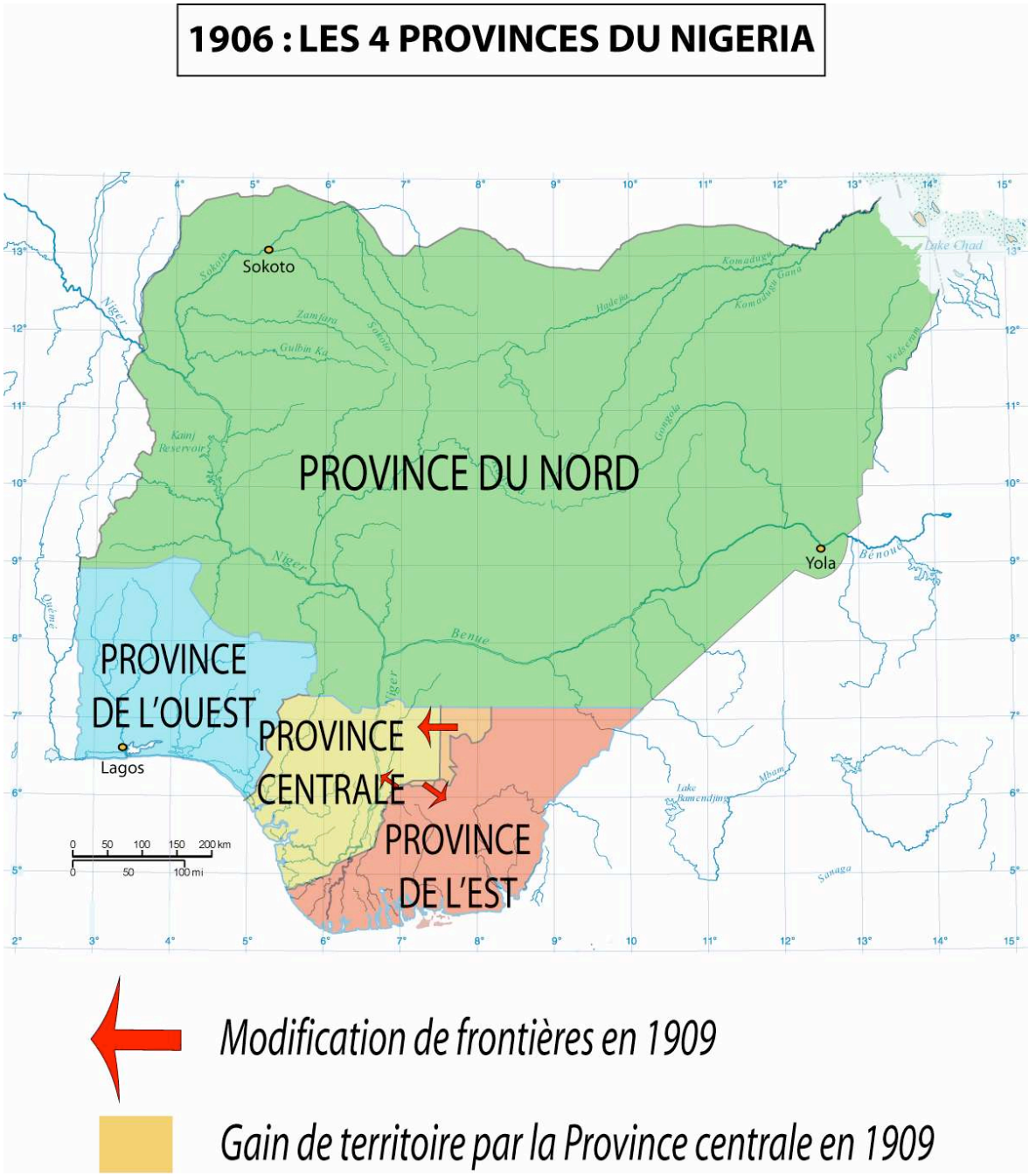


Figure 19 : 1906 : les 4 provinces du Nigeria

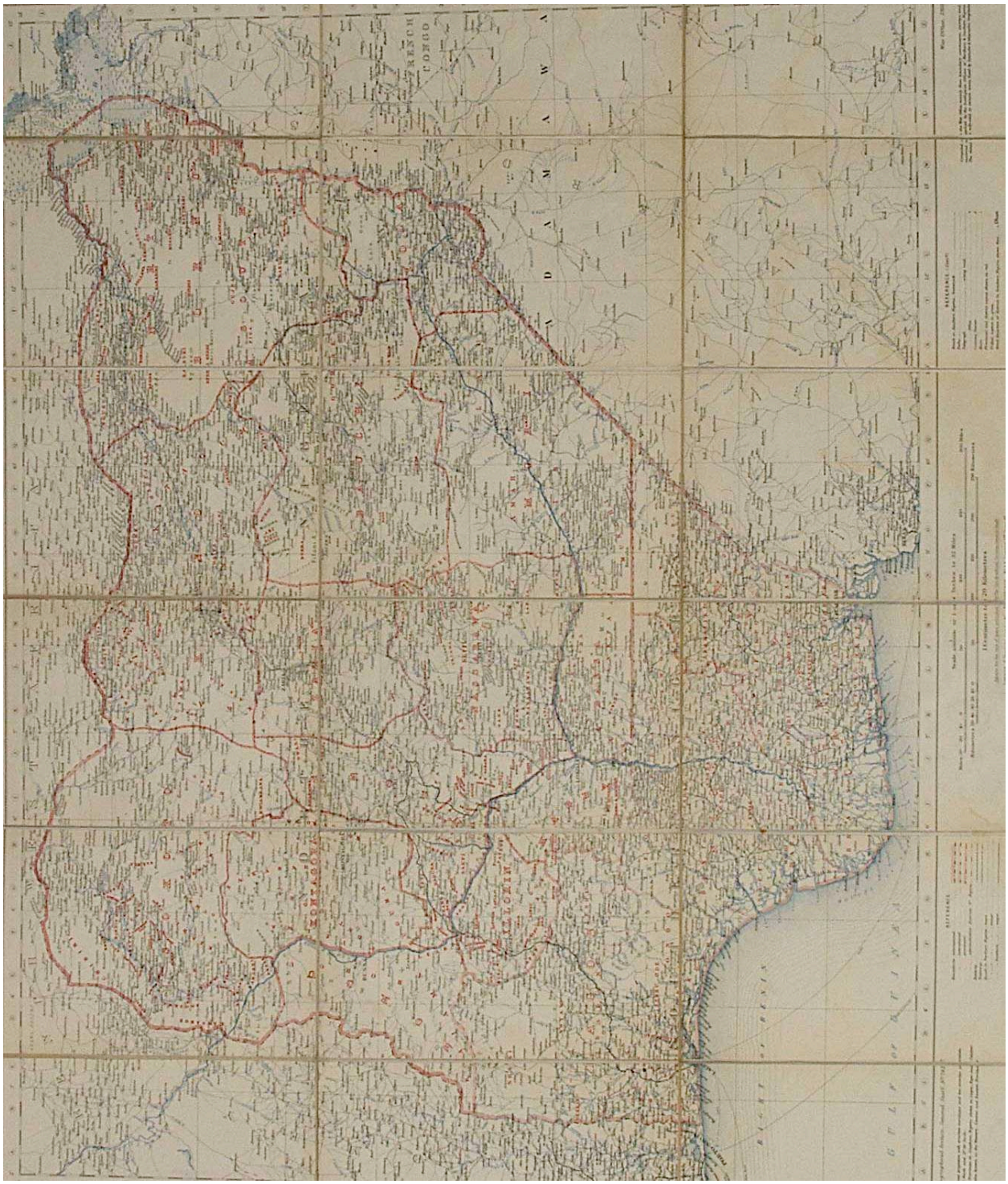


Figure 20 : Nigeria, His Majesty's Stationery Office, London 1910.

Linen backed folding map With 47 pp. index to rivers, mountains, villages, provinces & districts. 22 x 33.5 inches. 32 miles to the inch. VG+. Detailed map showing all villages and districts. Geographical Section, General War Office. Printed for HM Stationery Office by Harrison and Sons.

Figure 21 : Central & Eastern Provinces of Southern Nigeria. Edward Stanford, London 1910.

Compiled by officers of the southern Nigeria regiment and political officers in charge of various districts. Folding linen backed colored map. Original board covers & label. 33.5 x 57.5 inches. 7.89 inches to the mile. Map is fine, cover is vg+ with slight upper hinge wear. Very large scale map, good detail. Administrative districts and native tribal areas clearly shown. Mar 21, 1910. Map sold by Forster Groom & Co.

Comme on peut le constater sur les cartes précédentes, la spécificité du Nigeria du Sud par rapport au Nigeria du Nord est voulue institutionnellement dès 1900, date de la création des deux protectorats du Nigeria du Nord et du Nigeria du Sud[40]. La différence déjà visible entre la Royal Niger Company et le Niger Coast Protectorate se prolonge donc.

En 1906, la refonte de la province Sud en trois autres provinces marque à nouveau la spécificité de la région Est. D'ailleurs, ce n'est pas un hasard si la partie Ouest de la frontière de la région Est, reprend en partie l'ancienne frontière entre la Royal Niger Company et le Niger Protectorate.

On peut simplement s'interroger sur plusieurs choses :

La prééminence igbo dans la région Est reflète-t-elle la volonté de donner à chaque grande « ethnie » un territoire dès 1906 ?

La territorialisation de cette aire géographique en région Est est-elle un simple reflet de l'administration anglaise ?

La territorialisation est-elle un simple reflet de la vision ethnolinguistique du monde ?

Enfin cette territorialisation, est-elle le résultat de l'action des missionnaires chrétiens en territoire igbo. Face à des voisins musulmans ou animistes, les Igbos ont-il pris conscience de leurs différences potentielles ?

Quoiqu'il en soit, un travail de marquage de bornes est effectué. La délimitation de la province orientale est à faire. Province orientale des possessions anglaises. Les géographes et géomètres du roi d'Angleterre interviennent dans la région et établissent des cartes comme celles vues plus haut.

L'enjeu pour cette province britannique est donc de savoir s'il s'agit simplement d'une division administrative ou d'une région considérée dans toute sa spécificité ?

L'exemple des Haoussas est à cet égard révélateur. Ils sont gouvernés indirectement, selon la théorie de l'*indirect rule* chère à F.Lugard. Pratiquement tout le Sud du Nigeria est administré directement par la couronne britannique. Le manque d'interlocuteur direct en pays igbo fait de cette région une région dépendant directement de l'administration du Protectorat du Nigeria du Sud.

[40] Le nom « Nigeria » a été créé en 1897 par la journaliste du *Times*, Flora Shaw, épouse de F.Lugard en 1902. Elle dit à ce sujet : "The name Nigeria applying to no other part of Africa may without offence to any neighbours be accepted as co-extensive with the territories over which the Royal Niger Company has extended British influence , and may serve to differentiate them equally from the colonies of Lagos and the Niger Protectorate on the coast and from the French territories of the Upper Niger. " *The Times*, 8 janvier 1897.

Cette région conserve donc toute sa spécificité par rapport à la région du Nord car elle bénéficie très tôt de l'apport des missionnaires, puis des administrations britanniques, ce qui va renforcer sa différence par rapport au autres et ce, notamment, dans le domaine de l'éducation.

La région Est est donc un territoire à part entière. Sa spécificité tient donc tout à la fois des populations qui s'y trouvent, que du fait colonial. Les Britanniques en maintenant la spécificité Haoussa au Nord ont contribué à accentuer les différences entre le Protectorat du Nord et les provinces du Protectorat du Sud et en particulier, la région Est.

3. FRONTIERES DE TERRITOIRE, FRONTIERES DE NATION (1914-1950)

3.1. Un territoire entièrement entouré de possessions britanniques ?

Dans les années 1914-1916, s'opèrent deux changements majeurs pour cette province orientale des possessions britanniques.

Premièrement en 1914 est promulgué l'amalgame des deux protectorats britanniques. Les différences de richesse, de peuplement des deux entre les deux zones n'ont pas fait reculer Lugard qui a décidé de cet amalgame. Officiellement, les provinces sont toutes divisées en administrations plus petites pour permettre une meilleure administration de la colonie britannique.

Comme on peut le voir sur la carte suivante le nombre de provinces est multiplié et les frontières restent presque toutes dans le cadre des provinces de 1906.

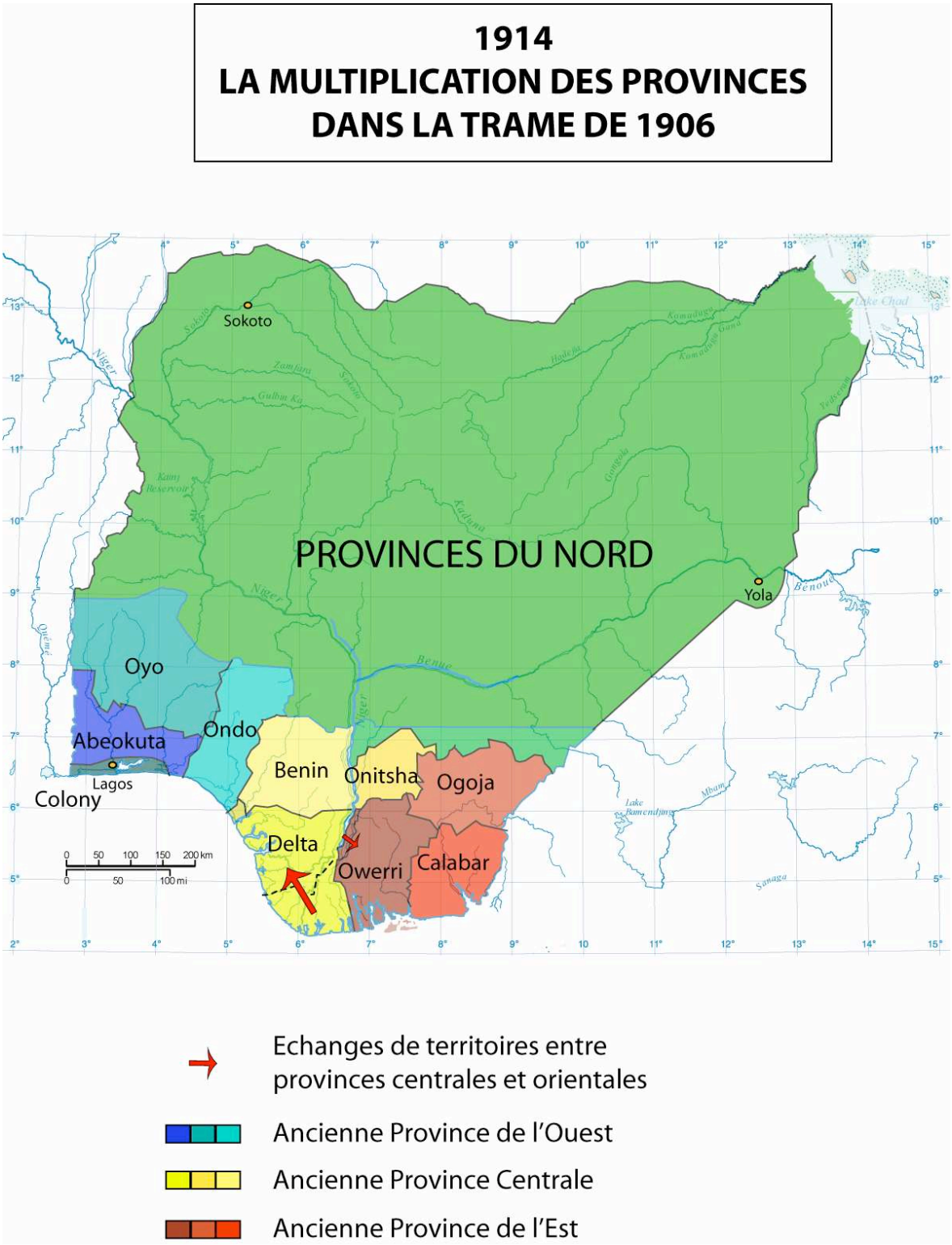


Figure 22 : 1914 : la multiplication des provinces dans la trame de 1906

Le changement de frontière à l'intérieur même de la province Est provient de la spécificité des populations Ijaw du Delta. Qui plus est, on préfère les rattacher à une province centrale pour éviter de donner trop de poids aux provinces orientales. Cependant,

au fil des années, cette position est intenable et on assiste à un renforcement des provinces prévues originellement en 1906.

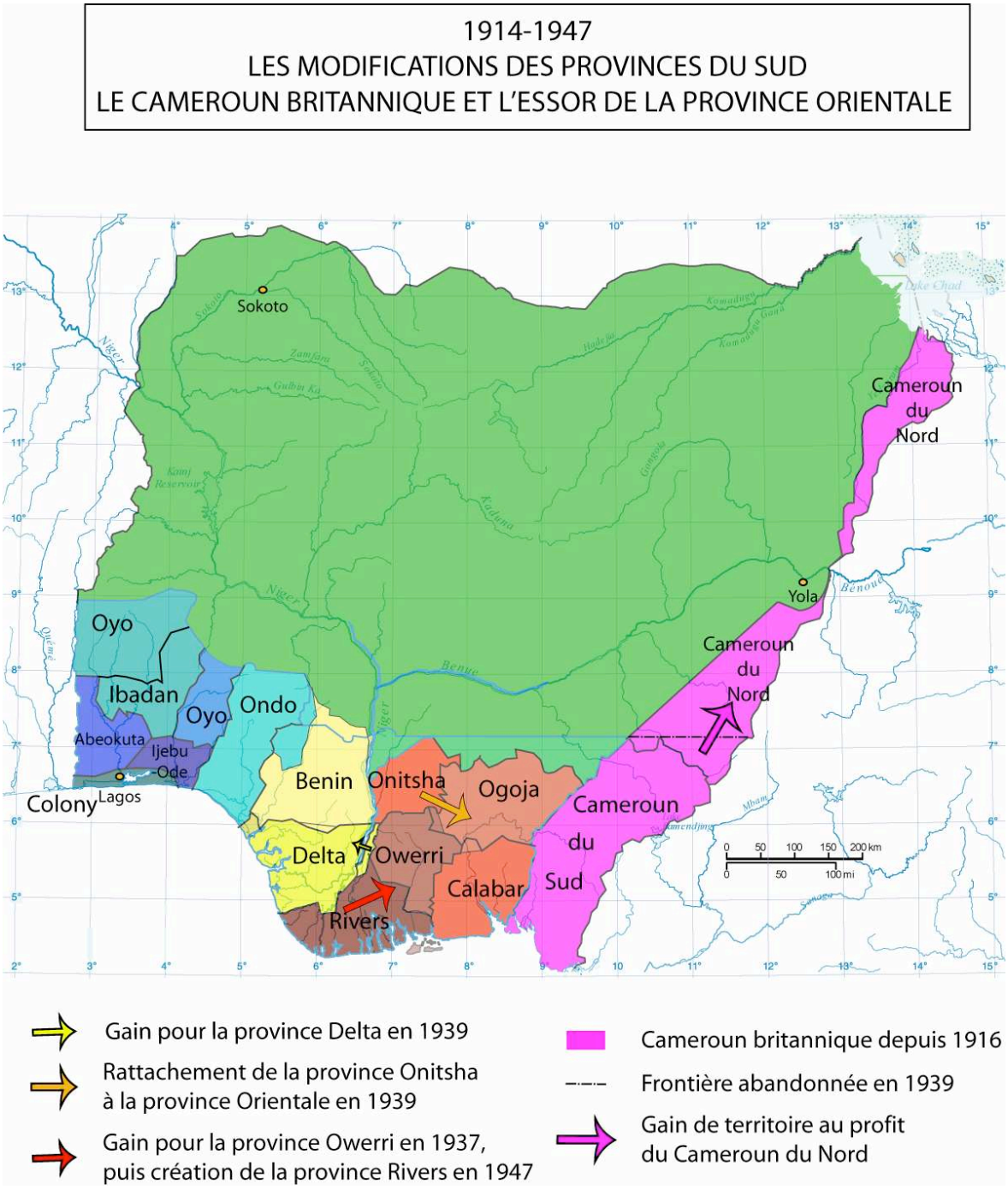


Figure 23 : 1914-1947 : Les modifications des provinces du Sud

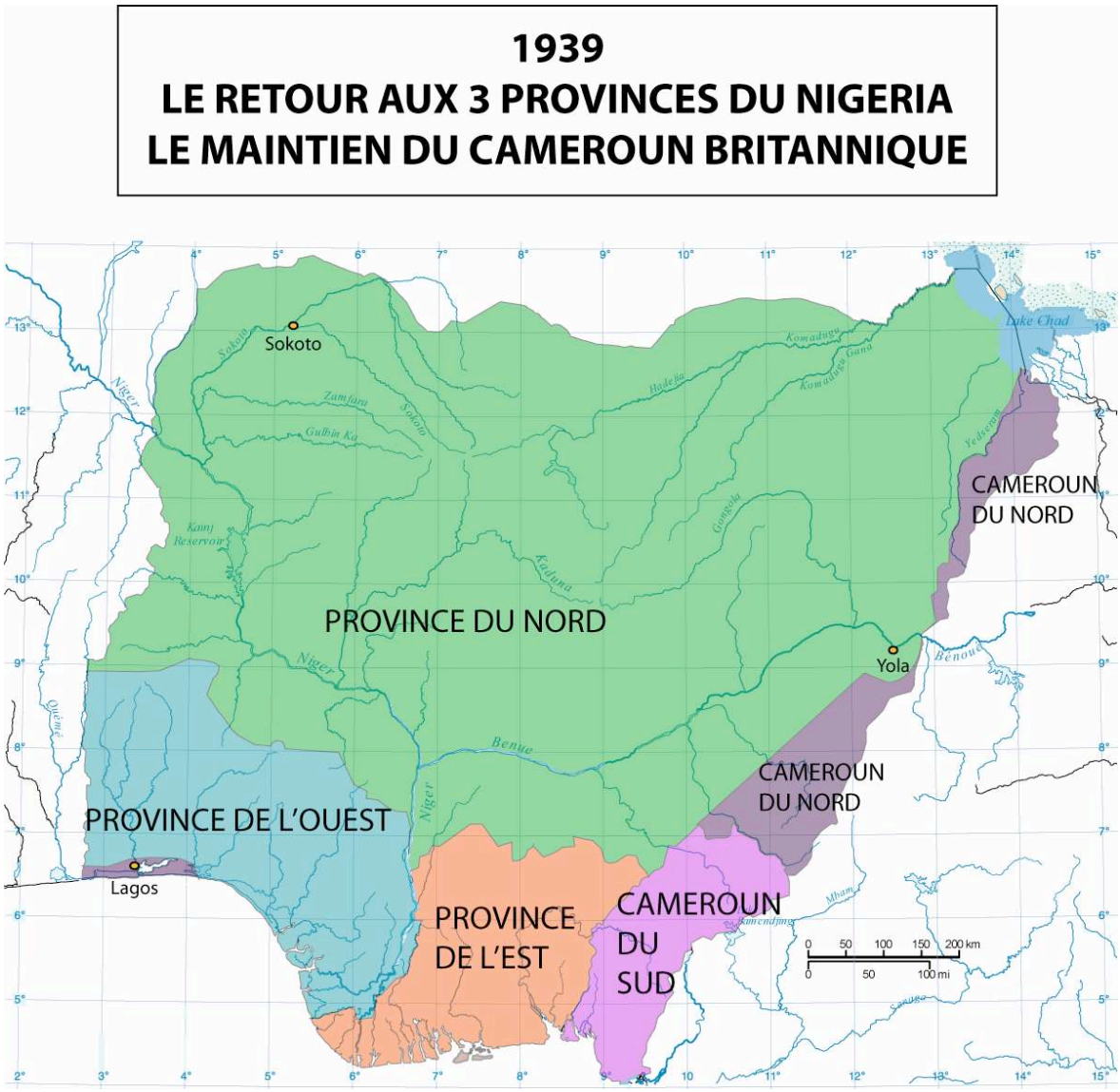


Figure 24 : 1939 : Le retour aux trois provinces du Nigeria

Premièrement, on voit ici en 1939, la reconstitution des trois provinces et le passage de la province Onitsha dans la région Est entraîne un agrandissement de la région orientale. La différence de peuplement entre les deux provinces fait remarquer aux administrateurs la nécessité de rattacher les Igbos d'Onitsha aux autres Igbos de la province de l'Est[41].

Deuxièmement, depuis 1916, les provinces nigérianes de l'Est sont entourées de toute part par des provinces britanniques. En effet, la frontière Est du Nigeria a perdu sa valeur internationale en 1916 quand Britanniques et Français envahissent le Cameroun allemand. Après deux années de combats entre les troupes allemandes et les troupes anglaises à l'Ouest et françaises au Sud, le Cameroun est divisé entre Français et Britanniques.

[41] Annual Report of the Southern Provinces, 1934, Lagos, 1935, p. 12

80% du territoire sont donnés aux Français, les 20% restants reviennent au Royaume-Uni. La différence entre les deux pays est compensée par d'autres partages des possessions allemandes sur le globe.

Toujours est-il que la région Est reconstituée en 1939 est entièrement entourée de possessions britanniques. De la même façon que les Igbos s'installent dans tout le Nigeria, les Igbos s'installe dans le Sud-Cameroun. Une concurrence commerciale est crainte par les habitants.

3.2. Frontières coloniales ou frontières intra-coloniales ?

On constate la pérennité de la région Est à travers les mouvements administratifs. Mais que dire des frontières de la région Est quand on change d'échelle ? Quand on regarde à grande échelle les frontières Nord et Ouest de cette région Est, on constate une évolution considérable.

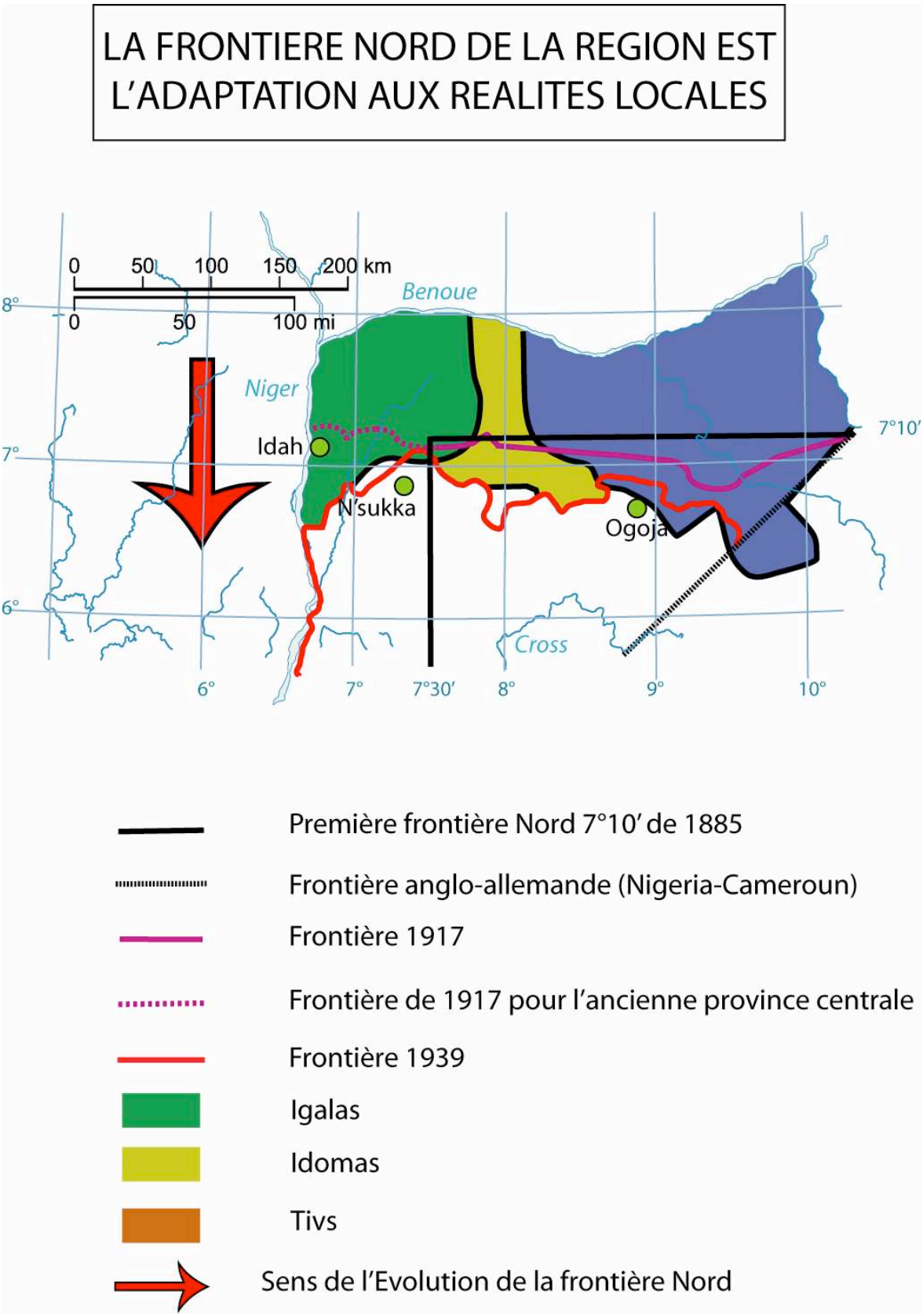


Figure 25 : La frontière Nord de la région Est : l'adaptation aux réalités locales

A regarder cette carte, on constate la pression des provinces du Nord sur la région Est. En effet, les administrateurs ont toujours essayé de donner à la frontière Nord, l'allure la plus homogène quant aux populations locales.

L'adaptation va donc dans le sens des populations présentes dans la Province du Nord. On veut donner aux Igalas, Idomas et Tivs une homogénéité territoriale. Le territoire de la région Est en est d'autant diminué.

Les frontières de cette région au Nord sont donc des frontières par défaut puisqu'elles constituent la limite de peuplement d'autres groupes de populations qui n'appartiennent pas à cette région Est.

Inversement à l'Ouest, la volonté de regrouper les populations des bords du Niger et du Delta du Niger sont fondamentales pour comprendre l'évolution de la province Est.

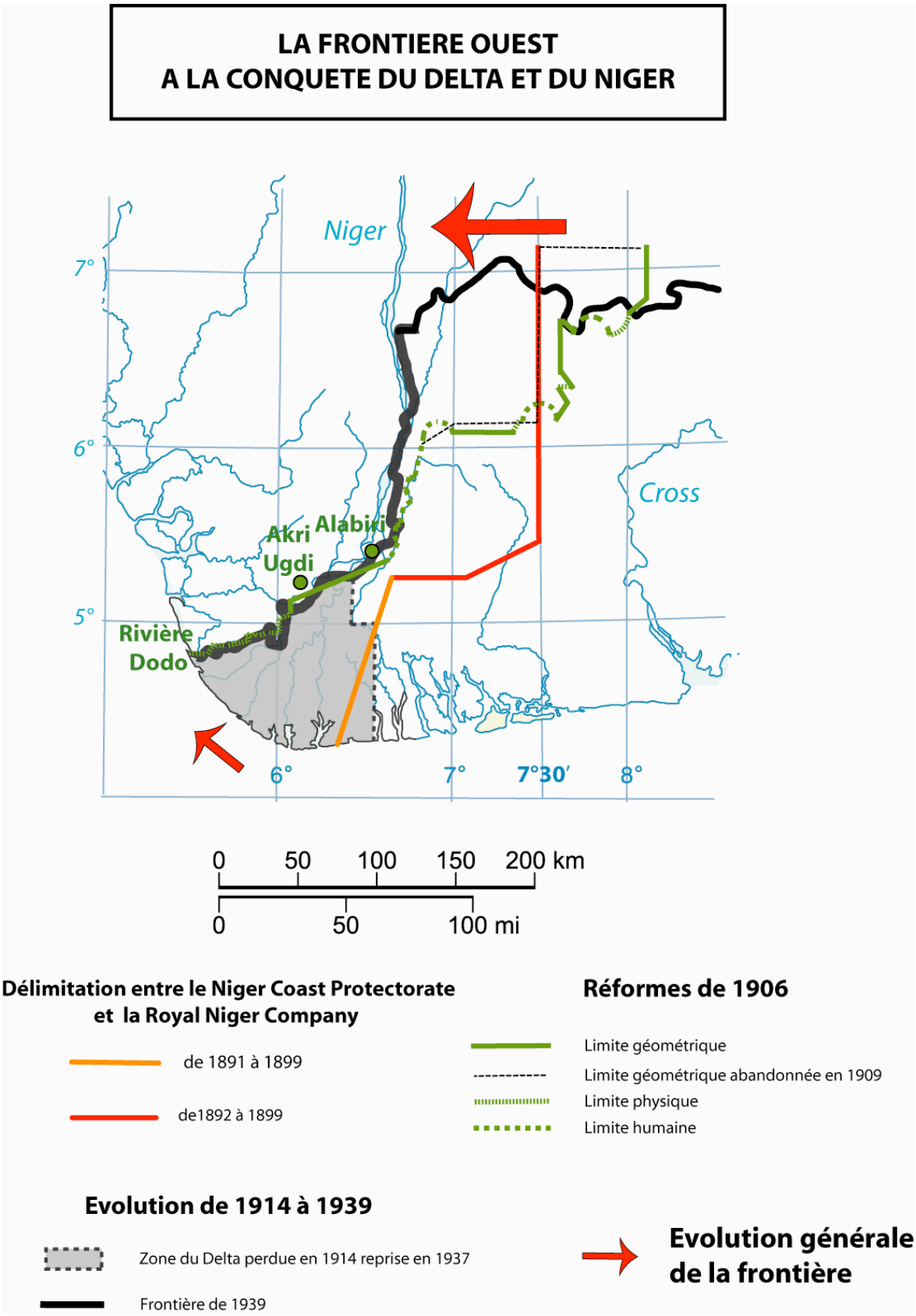


Figure 26 : La frontière Ouest : à la conquête du Delta et du Niger

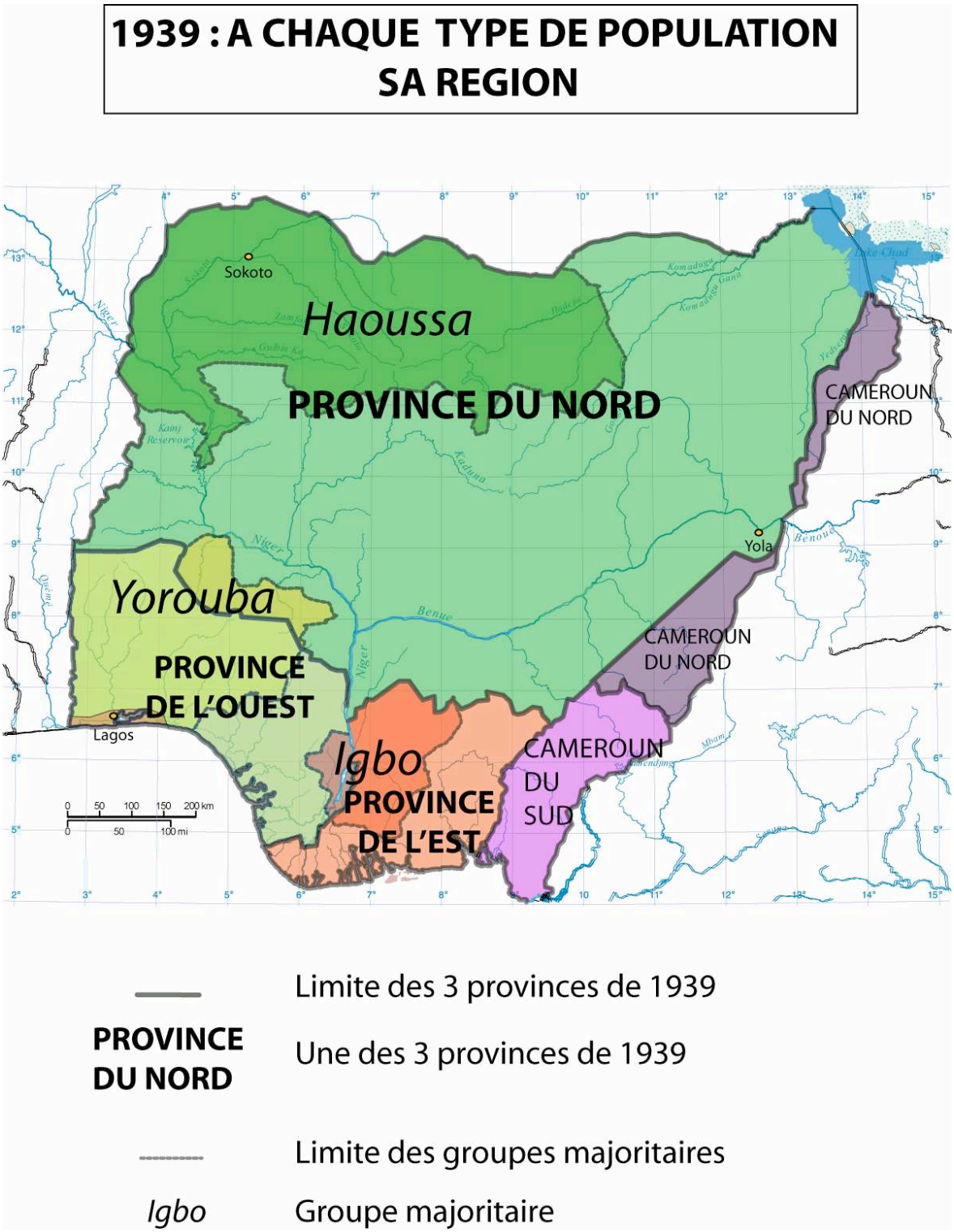


Figure 27 : 1939 : A chaque type de population sa région

On le remarque ici, la frontière Ouest opère un vaste mouvement de conquête de toutes les terres igbos, mais aussi du Delta du Niger. On tente de regrouper toutes les populations n'ayant pas, selon le colonisateur, le même niveau de développement que leurs voisins du Nord et de l'Est.

C'est donc bien par défaut que cette région Est est maintenue et renforcée dans sa spécificité.

3.3. Des frontières par défaut ?

Le rôle de l'administration britannique dans ce domaine est prépondérant. En effet, l'éducation fait des Igbos de la région Est, les premiers cadres de cette colonie. Les Igbos s'intègrent de mieux dans le système britannique et occupent les postes-clefs au sein de l'administration.

On le constate bien, le fait que la région soit créée pour les Igbos les renforce encore plus dans leur croyance en une spécificité de leur région Est. La facilité avec lesquelles les frontières s'intègrent rapidement dans l'inconscient des populations fait de cette région Est, une des régions possédant une personnalité forte. Tout ceci est basé sur le fait qu'au départ, il n'y avait, justement, qu'une très faible conscience politique de l'existence de cette région.

Paradoxalement, on aboutit donc avec tout ce travail sur la frontière, à la création d'un territoire. La frontière même si elle est créée par défaut crée le territoire de la région Est. Dans le cas présent, c'est bien la frontière qui crée le territoire. Peut-elle pour autant créer une nation ?

4. LES FRONTIERES DE LA REGION ORIENTALE DU NIGERIA AUTONOME PUIS INDEPENDANT (1950-1967)

4.1. L'indépendance de la colonie du Nigeria : vers un Biafra indépendant ?

Peut-on parler pour autant d'intégration de toutes les provinces dans la colonie ? La province orientale est-elle une province parmi tant d'autres ? La tendance en tout cas est à la centralisation. En effet en 1954, on transfère la capitale administrative de la province orientale d'Enugu à Lagos. Quand on connaît la difficulté d'intégration de toutes les régions du Nigeria dans le Nigeria, on peut penser que cette mesure a une portée unificatrice. Le Nigeria devenu autonome depuis 1951-1954 est en recherche d'identité. L'Etat colonial est en cours de transmission. Comment l'adapter à un Nigeria indépendant ? De même que de nombreux Etats africains, le Nigeria cherche à renforcer sa légitimité. C'est pourquoi, il proclame à nouveau la validité de ses frontières en 1954 dans la « Definition of boundaries Proclamation ».

Les différends frontaliers entre régions sont symptomatiques de la nouvelle vision des choses. Chaque région opère une politique de consolidation des frontières au cas où la fédération du Nigeria éclaterait. (Bornage, Contestations, Enquêtes…) Ce travail avait pour autant commencé auparavant. Par exemple, un travail de bornage a été effectué de 1937 à 1939 entre la côte et le lac Monogulu. On a installé 85 piliers de ciment pour bien démarquer le territoire nigérian.

Mais le fait est qu'il prend une ampleur méconnue dans les années 1950-1960. La fin de la *Pax Britannica*[42] conduit-elle à la fin des frontières stables ? Même si le concept de *Pax Britannica* est à nuancer, on voit le Nigeria comme nombre de pays en train d'être décolonisés, délimiter ses frontières.

[42] *Pax Britannica* est un concept bâti sur celui de *Pax Romana*. Il est partie intégrante de la géopolitique anglaise et la *sea power*. Jan Morris, *Pax Britannica*, Faber, 2003, 543 p.

4.2. En quête d'un équilibre ?

Dans le cas présent, aucune source ne précise ce qui va être avancé par la suite. Cependant une interrogation légitime peut être faite sur le fait que les régions britanniques du Cameroun aient eu le choix de leur avenir par référendum. En 1960-1961, les régions du Sud ont choisi le Cameroun, les régions du Nord, le Nigeria[43].

La région orientale du Nigeria avait eu en charge, jusqu'en 1954 l'administration de la région Sud du Cameroun. Quand en 1960, le Cameroun du Sud décide de rejoindre le Cameroun francophone indépendant, il réactive l'ancienne frontière internationale, définie en 1913 par les Britanniques et les Allemands. La frontière tracée auparavant garde toute sa valeur. Les dirigeants de la région Est ont-ils pu assimiler cette indépendance comme une sécession du Nigeria ? En d'autres termes, les frontières auparavant régionales, pouvaient-elles justifier cet acte d'autodétermination. Toute province du Nigeria a-t-elle le droit de décider de son destin en s'inscrivant dans ses frontières ?

Encore une fois la frontière justifierait le territoire. Peuvent-elles servir pour les demandes démocratiques d'un peuple ? Ces demandes sont déjà possibles pour les Yoroubas dans les années 1950. Les Haoussas eux-aussi maintiennent une forte pression sur le Nigeria autonome puis indépendant.

Les enjeux de la fédération sont à redéfinir pour les Igbos. Les frontières sont déjà fixées. Le caractère artificiel de l'amalgame du Nigeria du Nord et du Nigeria du Sud de 1914 est toujours dénoncé. Tous les Etats du Nigeria ne vont-ils pas proférer une menace de sécession dans les années 1950 ?

4.3. Des frontières pour chaque groupe de population ?

C'est dans cette atmosphère que vont avoir lieu les coups d'Etat de 1966. En janvier de cette année, le général igbo Ironsi renverse le pouvoir. Il est assassiné quelques mois plus tard et remplacé par un gouvernement, dirigé aussi par une junte militaire. A sa tête, le 1er août 1966, se trouve le lieutenant-colonel Gowon.

Chaque population estime avoir le droit de disposer de ses frontières comme bon lui semble. Un discours existant auparavant certes, se retrouve au centre de l'arène politique

[43] Ceci explique par ailleurs le "décrochage" de la frontière actuelle à l'Est du Nigeria.

au Nigeria. Les frontières justifient le discours du droit des peuples à disposer d'eux-mêmes. Les Igbos sont accusés d'être la cause de nombre de maux de la société nigériane et en particulier des derniers coups d'Etat. Dans certaines villes du Nord du Nigeria, ils sont massacrés pendant l'été 1966.

On incite tous les autres Igbos à rentrer dans leur province d'origine. On utilise donc les frontières pour expulser les Igbos des régions du Nord et de l'Ouest du Nigeria. Les provinces de la région Est sont donc celles des Igbos d'après le discours des années 1960. Que faire des Efiks, Ijaws ou autres Igbibos compris dans cette région Est ?

C'est pour cette raison, que le lieutenant-colonel Gowon prépare une réforme constitutionnelle pour subdiviser la région Est en trois régions. Les Igbos seraient ainsi isolées de la mer et des champs de pétrole. C'est cette subdivision qui est l'élément de la guerre civile du Biafra de 1967 à 1970.

5. LES FRONTIERES D'UNE NATION (1967-1970)

5.1. Les frontières d'un Etat ?

Figure 28 : Le Biafra indépendant

Le 30 mai 1967, l'Etat du Biafra se déclare indépendant. Il s'inscrit exactement dans les frontières de la région Est. Il possède à lui seul 60% des richesses du territoire biafrais grâce au pétrole. La carte du Biafra est-elle en adéquation avec les cartes des champs de pétrole ?

Pas seulement, il existe un véritable élan patriotique parmi une partie de la population. Le lieutenant-colonel Ojukwu devient le chef d'Etat de cette nouvelle nation. Ce dernier était déjà en charge de l'administration de la région Est auparavant. De

nombreux officiers igbos de l'armée nigériane convergent vers l'Etat nouvellement créé. Le mouvement vers les frontières du Biafra se poursuit. Cette région Est est devenu un Etat indépendant.

L'évolution des frontières que ce soit institutionnellement ou bien psychologiquement a fait de cette région, une nation à part entière. La frontière a non seulement un territoire mais aussi une nation. Dans la déclaration d'indépendance, c'est bien le peuple de l'Est qui se révolte. Ojukwu s'adresse à eux ainsi :

"Fellow countrymen and women, you, the people of Eastern Nigeria:"[44]

Cette nation se doit d'avoir tous les symboles de souveraineté des pays indépendants. Ainsi, le Biafra se dote d'un drapeau, d'un hymne, de billets de banque et de timbres à son nom.

Figure 29 : Drapeau du Biafra indépendant

Cependant la référence au Nigeria est toujours présente dans ces attributs étatiques. Ainsi, sur ce drapeau la référence à l'ancien blason de la région Est est évidente. Que ce soit les trois bandes de couleur ou le soleil se levant, les symboles ne sont pas inventés. Ils sont juste remaniés. On retrouve cet aspect des choses dans l'hymne du Biafra indépendant ou dans ses billets de banque.

En effet, le titre même de l'hymne est « Land of the Rising Sun ».

[44] Ojukwu Emeka, *Déclaration d'Indépendance de la République du Biafra*, 30 mai 1967

Figure 30 : Billet de banque de 1£ biafraise, 1967

Le billet lui-même reprend ce soleil levant. On retrouve ici des attributs de souveraineté nationale, certes. Mais tout se passe au Biafra comme s'il était impossible de se décrocher mentalement du Nigeria. Le Biafra est la terre des Nigérians de l'Est. Il est la terre du soleil levant. La référence à ce point cardinal est toujours présente dans l'esprit des Biafrais.

On retrouve ici un avatar de cette manière de penser le Biafra comme un coin de la carte. Le Biafra ne peut être au centre, il est toujours à l'Est. Tant que le Biafra fait référence au Nigeria, les frontières ne peuvent être nationales.

Les premiers timbres reprennent bien cette problématique, puisqu'ils portent la mention « Nigeria » barrée en 1967. L'expression « Republic of Biafra » est simplement surimprimée. C'est l'année suivante en 1968, que les Biafrais ont trouvé le temps d'imprimer des timbres biafrais. Sur l'exemplaire suivant, figurent le drapeau dans les frontières de l'Etat indépendant.

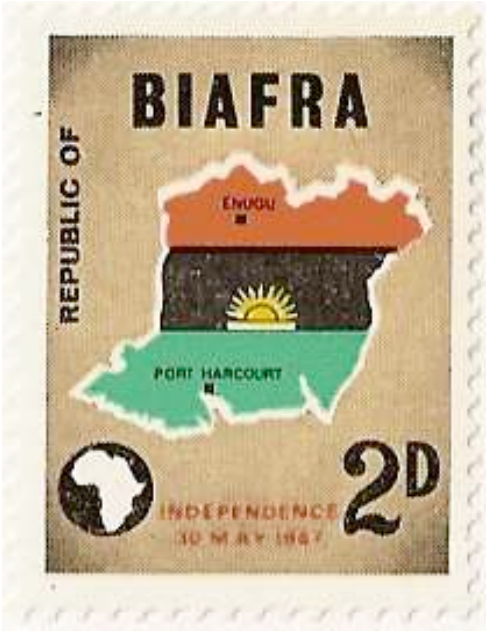


Figure 31 : Timbre du Biafra independent, 1968

Ce timbre montre bien l'évolution de ces frontières, elles ne sont plus celles de la région Est du Nigeria mais bien du Biafra. Le Biafra apparaît sur un fond vierge. Plus de Nigeria, juste l'Afrique en bas à droite. C'est paradoxalement quand cette nouvelle conception des frontières voit le jour, que le territoire du Biafra est envahi.

5.2. Les nouvelles frontières de la guerre

Pendant la période 1967-1970, les frontières du Biafra ne sont pas stables. Le territoire du Biafra est rapidement envahi par les troupes nigérianes. Le mot « frontière » n'a jamais autant mérité son sens étymologique de « front ».

Pour la première fois, les frontières acquièrent une dimension aérienne et maritime.[45] Les archives françaises du Secrétariat Général des Affaires Africaines et Malgaches retracent bien cette évolution. Les cartes retrouvées dans les archives de Foccart[46] témoignent de la progression des fronts. Pour la première fois, les avancées ne se font plus uniquement par la terre, mais aussi par l'air et l'eau. L'aide de la France auprès de la cause biafraise a été officieuse, mais elle a été importante.

[45] Cette guerre est d'ailleurs occultée pour l'opinion internationale par la Guerre des Six Jours du 5 juin au 11 juin 1967.
[46] Ces cartes étaient consultables sur dérogation, il a donc été impossilble de les reproduire. Fonds public Foccart, dossier 346, dossier 347, dossier 348.

Les avions qui doivent atterrir sur des aéroports de fortune créent un véritable espace aérien biafrais. Ainsi au fil des télégrammes français, on retrouve des demandes de livraisons d'armes via la Côte d'Ivoire et le Gabon[47].

Qui plus est, le Secrétariat Général formule des demandes de « certificats d'origine gabonaise » aux autorités gabonaises pour envoyer des armes au Biafra[48].

On peut le constater ici, les frontières terrestres du Biafra sont désormais fermées par le blocus nigérian et tout le travail des agents français consiste à trouver une faille dans ces frontières rapidement verrouillées par les forces nigérianes. Il est intéressant de noter par ailleurs que le Cameroun malgré les infiltrations igbos dans la péninsule de Bakassi, ferme très rapidement ses frontières.

Le travail des aviateurs comme Rolf Steiner ou bien Carl von Rosen, est à cet égard lui aussi remarquable pour trouver une faille dans ces frontières et créer non pas un espace aérien mais plutôt un couloir aérien au dessus du Biafra. Ce couloir aérien est organisé par P.Letteron depuis le Gabon[49]. Il serait intéressant de pouvoir retracer une carte des couloirs aériens pendant la guerre du Biafra.[50]

Par ailleurs, le littoral biafrais est l'objet des mêmes concurrences spatiales entre marine biafraise et cargos déposant des armes. Des couloirs de navigation se forment à travers la mangrove. Dresser une carte du trafic d'armes dans la région serait tout aussi intéressant que celles des couloirs aériens. On s'apercevrait que le Nigeria veut briser l'interface biafraise.

De plus, le Biafra lutte pour sa survie pendant les trois années de la guerre. En effet, en janvier 1970, les troupes du Nigeria mettent fin à l'indépendance du Biafra. Le discours indépendantiste qui mettait en avant les frontières du Biafra, prend brutalement fin. Cependant, le discours biafrais a été tel que les frontières ont dépassé le simple cadre militaire, pour s'inscrire définitivement dans les esprits.

[47] Fonds public Foccart, dossier 346, Télégramme à l'arrivée, 29/07/1968, Lagos. « 84 tonnes métriques d'armes » doivent être livrés d'Abidjan à Libreville.
[48] Fonds public Foccart, dossier 346, Télégramme à l'arrivée, 14/06/1968, Libreville.
[49] P.Letteron est l'un des bras droits de J.Foccart au Secrétariat Général des Affaires Africaines et Malgaches.
[50] L'enjeu de la frontière aérienne prend toute sa dimension avec la guerre froide et le blocus de Berlin de 1948 à 1948.

5.3. Les frontières de la nation biafraise

L'un des aspects les plus marquants pour les contemporains de la guerre du Biafra est la catastrophe humanitaire qu'elle a engendrée. La question de l'aide humanitaire internationale a été fondamentale car la Croix-Rouge est longtemps soupçonnée par les Nigérians d'avoir aidé les Biafrais. Un de leurs avions est d'ailleurs abattu dans la nuit du 5 ou 6 juin 1969.

Qui plus est, le terme « génocide » a été employé pour tenter d'alarmer l'opinion occidentale de ce qui se tramait au Biafra. On le sait aujourd'hui, l'utilisation du mot « génocide » est une invention venant des services secrets français. Cette guerre a engendré une famine qui a fait plus de 2 000 000 de morts. La médiatisation du conflit, la création de Médecins sans Frontières ont fait du Biafra une cause connue internationalement.

Dans les pays occidentaux, le combat pour l'indépendance est représenté comme la lutte de chrétiens contre des musulmans. La valeur religieuse de ce conflit est immense. Le Biafra chrétien dans sa majorité est perçu comme une barrière contre l'Islam. Les frontières du Biafra acquièrent une valeur symbolique internationale. Les frontières du Biafra sont celles de la chrétienté. La tentative de médiation du pape Paul VI est à cet égard significative.

Qui plus est du point de vue juridique, les nouvelles frontières du Biafra posent un problème. En effet, la reconnaissance du Biafra par cinq Etats dont quatre Etats africains, pose un problème à l'O.U.A. et à l'intangibilité des frontières qu'elle prône. En effet, Haïti, la Zambie, la Tanzanie, la Côte d'Ivoire et le Gabon ont reconnu le Biafra. La reconnaissance des frontières du Biafra est donc un événement dans l'histoire encore très récente de la décolonisation.

L'intérêt de reconnaître le Biafra pour la Côte d'Ivoire et le Gabon est de balkaniser ce qui est appelé l'« éléphant nigérian ». La Côte d'Ivoire en particulier tient à tenir sa place dans l'équilibre régional. Le discours adopté sur les frontières s'inscrit en quelque sorte alors dans la conception française de la transmission de l'Etat colonial. L'importation de ce concept était alors étranger à ce pays anciennement dominé par les Britanniques.

Les frontières du Biafra et donc l'existence du territoire du Biafra remettent en cause toute une vision anglaise de la transmission de l'Etat colonial. Les Etats prônant

cette intangibilité des frontières craignent à leur tour des sécessions au sein-même de leur territoire. Le Sénégal, par exemple, craint le même genre de réactions en Casamance.

En septembre 1967, l'O.U.A. condamne la sécession du Biafra au nom de l'*Uti possidetis,* droit promouvant l'intangibilité des frontières coloniales. On le comprend bien ici, l'existence des frontières du Biafra va à l'encontre d'une partie du droit international énoncé depuis la fin de la 2ème guerre mondiale[51]. Cependant, il n'y a pas de hiérarchie dans le droit international. Le droit des peuples à disposer d'eux-mêmes aurait pu primer.

Toutefois, celui qui gagne a raison sur le plan du droit positif. Le Nigeria a gagné. On parle donc de la sécession de la région Est dans ses frontières et non du droit des Biafrais à disposer d'eux-mêmes.

Que ce soit par la religion ou par le droit international, les frontières du Biafra acquièrent une valeur symbolique très forte. Les médias et leur utilisation à outrance des images de la famine biafraise, y contribuent fortement. L'étude des discours des journalistes, des récits de guerre ou bien encore des textes juridiques est donc fondamentale pour déterminer l'importance des frontières du Biafra à la fin des années 1960.

[51] Ce dernier fait explique la bibliographie abondante en droit.

IV. ETAT ET CRITIQUE DES SOURCES

Le corpus de sources s'est volontairement orienté vers des cartes de toutes origines, les textes produits par les explorateurs, missionnaires et administrateurs, des cahiers de spécification, des rapports d'enquête sur les frontières et enfin les sources orales.

A) Les frontières sur les cartes

Premièrement, le travail sur les cartes est le plus important. La frontière étant la limite politique d'un territoire donné, elle est facilement cartographiable. Existe-t-il une cartographie existant avant les Européens. Impossible d'en retrouver une trace. Les explorateurs ou missionnaires européens se font certes indiquer le chemin par les populations locales. Cependant ces indications figurent-elles sur des cartes ? Aucun détail à ce sujet. Pas même de carte à même le sol avec la main. Il est fort probable que certaines indications aient dépassé l'oralité, cependant il ne reste aucune trace de ces indications.

Le cas du Biafra est à cet égard typique des régions inconnues des Européens avant la colonisation. On ne saurait lui donner des limites précises, mais on tente tout de même de le représenter sur les anciennes cartes. Qui plus est, une fois les Britanniques installés dans la région, ces derniers vont produire quantité de cartes pour mieux administrer les territoires conquis.

Un archiviste anglais se charge très tôt de recenser ces différentes cartes. Dans ses ouvrages très volumineux, Sir E.Hertslet fournit des cartes à grande échelle. Elles sont d'ailleurs souvent mises à jour.

Hertslet Edward, *Map of Mais by treaty*, London, H.M.S.O. (Her Majesty's stationery office), 1909, London, 3Vol.

Les cartes britanniques sont produites par des administrations différentes. C'est pourquoi, j'ai consulté aux archives britanniques à Kew Gardens, dans la banlieue de Londres, quantité de cartes produites par ces différentes administrations britanniques. Ces cartes étaient produites par l'Amirauté britannique, par les administrateurs qui voulaient installer le chemin de fer ou bien encore par l'armée qui voulait recruter des hommes. La carte est un bien un « instrument du pouvoir ». Elles ont été classées par les diverses administrations concernées. Par conséquent, l'étude des institutions britanniques et leur évolution en général a une influence sur l'archivistique en général.

Ainsi, le Foreign Office (FO), le Colonial Office (CO) et le Dominions Office (DO) sont les trois principales sources pour toute région du monde comprise dans une dispute frontalière avec le Royaume-Uni. Les archives des ambassades britanniques (classées par le Foreign Office) aussi bien que les archives des British High Commissions (classées par le Dominions Office) sont des sources riches en cartes et notamment dans leur version imprimée.

Même si le travail d'archivage était originellement confié au Foreign Office et au Colonial Office, le Foreign Office seul, a élaboré dès le XIXème siècle un archivage chronologique autonome menant à la création d'un index par pays. En 1906, c'est la fin de l'archivage par pays. Le classement est laissé à chaque section du Foreign Office qui s'occupe d'une région de l'empire britannique. Ainsi, concrètement les cartes concernant le Biafra sont classées non plus forcément dans le dossier « Nigeria » mais dans un dossier plus vaste d'« Afrique de l'Ouest » ou bien de l'« Afrique ». De l'archivistique dépend donc bien la recherche de ces cartes.

Enfin, il est intéressant de chercher du côté du Cabinet Office puisque les grands commis de l'Etat lors de tractations diplomatiques prenaient souvent appui sur des cartes imprimées.

L'histoire de ces archives n'est pas terminée puisque les National Archives ont sorti de leur liasse d'origine les cartes présentées ci-après. Des dossiers pour le « Nigeria », l'« Afrique de l'Ouest », les « baies du Bénin et du Biafra » mais aussi pour les « frontières » ont été constitués. Il a fallu alors connaître la côte d'origine (FO, CO…) des cartes mais aussi leur modalité de classement. Tout ceci explique le travail de recherche au préalable nécessaire parmi ces archives.

Par ailleurs, le catalogue de ces archives est en ligne sur Internet et la plupart des cartes sont numérisables contre compensation financière, par le personnel des National Archives. L'outil informatique vient donc aider amplement la recherche puis la consultation de ces cartes[52].

Voici les côtes principales utilisées dans cette étude : FO 925, CO MPGG 1, CO 583 et CO 700.

FO 925 correspond aux cartes du Foreign Office établies de 1700 à 1940. A chaque démarcation de frontière britannique, sa carte. Le Biafra y est donc représenté.

[52] http://www.a2a.org.uk/

CO MPGG 1 correspond aux très grandes cartes classées par le Public Record Office et consultables aux National Archives. Les discussions anglo-allemandes pour la frontière Nigeria-Cameroun y figurent donc

CO 583 traite des dossiers du Colonial Office sur le Nigeria. Une partie des cartes administratives du Nigeria s'y trouve.

CO 700 enfin contient la Série I des plans et cartes du Trade Board et du Colonial Office.

National Archives
Kew Gardens
Kew (Surrey)
TW9 4DU

- Cartes du Nigeria

Public Record Office: Maps and plans extracted to flat storage from various series of records held at the Public Record Office, Kew, from 1977 MFQ 1/13

Office, December 1903. (4) IDWO 1818: Map of the Nigeria-Cameroon border area in the neighbourhood of Yola. Zincographed. Scale: 1:250000. Notes on fords and heights. Drawn by G F A W [George F A Whitlock], Captain Royal Engineers, 7 August 1903. Countersigned

Date: 1904.

Public Record Office: Maps and plans extracted to extra large flat storage from various series of records of the Colonial Office MPGG 1/82/2-3

2 similar maps: (2) 'Outline map of Nigeria 1914'; printed. (3) 'Outline map of Nigeria 1913': dyeline print. both showing existing and proposed railways, telegraph lines, towns, rivers etc. Reference table to both items. Scale: (2) 1 inch to 75 miles;

Date range: 1914 - 1915.

Public Record Office: Maps and plans extracted to extra large flat storage from various series of records of the Colonial Office MPGG 1/93/4

coloured, amending the title to: 'Recruiting Map of Nigeria'; overprinting showing the distribution of native peoples and 'promising' areas for military recruitment purposes; overprinted by the War Office, April 1924. . 1 item extracted from CO 879/121/

Date range: 1910 - 1924.

Public Record Office: Maps and plans extracted to flat storage from various series of records of the Colonial Office MPG 1/1020/11

Outline map of Nigeria'. Map showing existing and proposed areas of triangulation, provinces, administrative areas, main towns and lines of communication. Reference table. The coloured MS additions show the existing and proposed triangulation areas. The

Date: 1923.

Colonial Office and predecessors: Maps and Plans: Series I CO 700/NIGERIA13

Map of Nigeria. Compiled in the Intelligence Division, War Office, from boundary surveys and from sketches, route surveys, &c., executed at various times by Officers of the Royal Niger Company and others. January 1901. 30 miles to 1 inch. Author, Publisher,

Date: 1901.

Colonial Office: Nigeria Original Correspondence CO 583/200/4

Aircraft Operating Company of Africa: application for exclusive prospecting licence With map . Aircraft Operating Company of Africa: application for exclusive prospecting licence With map Nigeria: original correspondence The National Archives, Kew

Date range: 1934 - 1935.

Colonial Office: Nigeria Original Correspondence CO 583/203/4

Amendments to Nigerian constitutional instruments and change of official titles With map . Amendments to Nigerian constitutional instruments and change of official titles With map Nigeria: original correspondence The National Archives, Kew

Date range: 1935 - 1936.

Public Record Office: Maps and plans extracted to flat storage from various series of records of the Colonial Office MPG 1/985/1-3

Nigeria-Kamerun Boundary Commission Survey'. Three maps of the Nigeria - Cameroon boundary covering the area from Lake Chad south to the Alautika Mountains, showing relief, rivers, types of vegetation, towns and villages, and the proposed boundaries, with

Date: 1904.

Information relating to document ref. no. DC/MR/A/3

Map of Nigeria

Date: 1949.

Colonial Office: Nigeria Original Correspondence CO 583/200/9

Boundary between Northern and Southern Provinces With maps. Boundary between Northern and Southern Provinces With maps Nigeria: original correspondence The National Archives, Kew

Date: 1934.

Public Record Office: Maps and plans extracted to flat storage from various series of records of the Colonial Office MPG 1/1061

3 items extracted from CO 520/62 . (1) 'Outline Map of Northern and Southern Nigeria', with reference table, January 1907. MS additions, [1908], show areas in the Eastern Province of Southern Nigeria occupied 1907-08 and to be occupied in the next year

Date range: 1907 - 1908.

Public Record Office: Maps and plans extracted to extra large flat storage from various series of records of the Colonial Office MPGG 1/41/5-8

Old Calabar Railway Survey ...'. 4 sheets of maps and plans. (5) Map of Southern Nigeria, and parts of Lagos Colony, Northern Nigeria, Cameroon and Dahomey (now Benin), showing rivers, major towns, the Lagos railway, and a proposed new railway line from

Date: 1904.

Public Record Office: Maps and plans extracted to flat storage from various series of records of the Colonial Office MPG 1/1103/3

Northern and Southern Nigeria' (now Nigeria). Map showing administrative boundaries, communications, tribal names. Signed by Charles Alfred Vaux, consultant engineer to the South Nigeria Exploration Syndicate. Compiled in the War Office. . 'Northern and

Date: 1910.

Public Record Office: Maps and plans extracted to extra large flat storage from various series of records of the Colonial Office MPGG 1/41/4

Southern Nigeria. Map of the area between the Niger and Cross Rivers, showing other rivers, roads and towns. [By] the Intelligence Department SNR [Southern Nigeria Railway]. MS additions, coloured, showing native peoples in the area; MS reference table

Date: 1905.

- Cartes de la baie du Biafra

Colonial Office and predecessors: Maps and Plans: Series I CO 700/WEST AFRICA9

Map of the Bights of Benin and Biafra, including the Island of Fernando Po: also the Track of Major Claperton from Badagry to Katunga in 1825-26. 9 miles to 1 inch. Author, Publisher, &c.: Hebert, L., London . Map of the Bights of Benin and Biafra, including

Date: 1829.

Colonial Office and predecessors: Maps and Plans: Series I CO 700/WEST AFRICA31

ORDER THIS DOCUMENT AS CO 700/WEST AFRICA24 Karte des Westafrikanischen Küstengebietes zwischen dem Alt Calabar, Fluss und Corisco Bai (Kamerun, Biafra, Batanga, &c.) zur Veranschaulichung der unter Deutsche Schutzherrschaft gestellten Länderstrecken.

Date: 1885.

Foreign Office: Library: Maps and Plans FO 925/839

Admiralty Chart Plans in the Bight of Biafra. Admiralty. Including: Opobo River, surveyed by Lieut A. Mostyn Field, RN, & others, 1881. 2 inches to 1 sea mile. Quaebo River, sketched & sounded by R.C. Doroner, 1872. Admiralty Chart 628. 0.875 inches to

Date: 1882.

B) Les sources imprimées

Les sources suivantes peuvent bien entendu comporter des cartes, mais elles traitent en grande partie des frontières par le texte.

Les sources imprimées évoquant les frontières se divisent en deux parties : premièrement, les sources imprimées par les explorateurs et missionnaires. Deuxièmement, ce sont les sources qui tiennent un discours sur la frontière une fois qu'elle est établie. Ces sources officielles sont les plus fréquentes et constituent avec les cartes, une très grande partie des sources de cette étude.

1) Les rapports d'explorateurs et missionnaires

Ces mémoires d'explorateurs, évoquent tous de manière concrète ces frontières pour la simple et bonne raison que les Européens cherchaient ces frontières. Que ce soit pour leur pays ou pour simplement dresser ces cartes, les explorateurs ont parlé de ces frontières. Parfois grossières, parfois très précises, ces descriptions ont ceci de commun que souvent tracer une carte est difficile, que ce soit pour des raisons matérielles ou simplement par incapacité technique.

Ainsi un missionnaire écossais, Hugh Goldie visite la ville de Calabar, y installe une mission et fournit un rapport d'exploration des plus intéressants quant à la région.

Goldie Hugh, *Notes on a voyage up the Cross River in November, 1884*

Goldie Hugh, *Memoir of King Eyo VII of Old Calabar*, 1894

Goldie Hugh, *Calabar and its mission*, London, 1901, p

De même Henry Johnston l'un des acteurs du "Scramble for Africa" a exploré cette région et fourni quantité de renseignements sur les populations locales. Ce dernier a profité de son poste de vice-consul du Niger Coast Protectorate pour explorer les régions alentours. Ce personnage si important pour l'empire britannique s'est intéressé à tout ce qui l'entourait, c'est pour cela qu'il a fait des enquêtes dans la région du Biafra. Hutchinson et Talbot, plutôt ethnologues firent de même.

Johnston Henry, *A journey up the Cross River*, 1888

Johnston Henry, *A comparative study of the Bantu and Semi-Bantu languages*, Oxford, the Clarendon press, 1919-1922, 2 vol. in-4°

Hutchinson Thomas, *Impressions of West Africa,* London, 1858

Talbot P.A., *The peoples of Southern Nigeria*, Oxford, 1926, 2 Vol.

Dès 1825, Hugh Clapperton lui aussi explorateur de l'Afrique de l'Ouest s'est le premier intéressé aux Haoussa et au sultanat de Sokoto. Il nous a livré un récit de ses expéditions dans

Clapperton Hugh, *Into The Interior Of Africa: Records Of The Second Expedition 1825-1827*, Bruce Lockhart (Sous la direction de), Paul E. Lovejoy (Sous la direction de), Brill Academic Publishers, 2005, 546p.

Le second de Clapperton, Richard Lander a aussi livré un récit de ces explorations :

Lander Richard, *Journal of an Expedition to Explore the Course and Termination of the Niger; With a Narrative of a Voyage Down That River to Its Termination*, University of Michigan Library, 2006, 388 p.

Un autre écossais livre des détails sur son exploration du Niger et du Bénoué dans les années 1840. Il s'agit de William Baikie

Baikie William, *Narrative of an Exploring Voyage Up to the Rivers Kuora & Binue Commonly Known As the Niger & Tsadda in 1854*, Frank Cass Publishers, 1966, 456 p.

Au même titre que d'autres explorateurs, les géographes britanniques se sont eux aussi intéressés aux frontières africaines. C'est pourquoi des sociétés de géographie ont étudié les différentes frontières du Nigeria et de la région du Biafra.

The Royal Geographic Society (Journal and Proceedings)

Comber, Vol. I "Explorations Inland from Mount Camerouns", 1879
Ravenstein, Vol. III., "The Benue and the Anglo-German Treaty of 1893", 1894
Jackson, Vol. XXVI "The Anglo-German boundary expedition in Nigeria", 1905
Nugent, Vol. XLIII "The Geographical Results of the Nigerians-Cameroons Boundary Demarcation Commission" 1914
Holdich, Vol. XLVII 'Geographical Problems in boundary making" 1916

2) *Les textes officiels et les frontières*

a) Les gazettes

Que ce soit en prenant appui sur les frontières préeuropéennes ou les frontières britanniques, le pouvoir colonial a cherché rapidement à mettre en place ces frontières. En effet, les frontières interétatiques et les frontières régionales ont fait l'objet d'un intense travail de repérage et de démarcation.

Les sources des différents protectorats puis du Nigeria colonial et indépendant sont donc à ce sujet excessivement loquaces.

Premièrement arrivent dans ce domaine les communications des différents gouvernements quant au démarquage de ces frontières. La « Nigeria Gazette » est la voix officielle du gouvernement colonial nigérian. Pour le Biafra, il est nécessaire de se concentrer sur l'ancêtre de cette gazette : la Southern Province Gazette ou bien encore la Eastern Region Gazette.

Voici dans l'ordre chronologique les Gazettes

Government Gazette, Lagos, 1887-avril 1906
Government Gazette, Protectorate of Southern Nigeria, Old Calabar, 1900-1906
Southern Nigeria Government Gazette, Lagos, 1907-1913
The Nigeria Gazette, Lagos, 1914-septembre 1954
Federation of Nigeria official Gazette, octobre 1954-septembre 1963
Eastern Region of Nigeria Gazette (1960-1967)
Federal Republic of Nigeria official Gazette, septembre 1963- …

Ces documents consultables à Kew Gardens révèlent très précisément des descriptions de frontières. Ainsi la « Definition of Boundaries Proclamation » de 1954 est parue dans son intégralité dans la Nigeria Gazette.

b) L'Etat biafrais

De plus, une fois le Biafra devenu indépendant, les déclarations des dirigeants et du Ministère de l'Information Biafrais ont fourni eux aussi des justifications de ces frontières.

Ministère de l'information du Biafra, *Le conflit Nigeria-Biafra*. Documents produits par le Biafra à la réunion du Comité Consultatif de l'O.U.A. à Addis Abeba, août 1968, Addis Abeba, Ministère de l'information du Biafra, 1968, 247 p.

Ministry of Information, Biafra, *Biafra deserves world support*, Enugu, Governement Printer, 1968.

Ministère de l'information, Biafra, (Porlock, Sowet, Lytton), *Le génocide démembre les nations : qui sème le génocide récolte la désintégration : le génocide a fragmenté le Nigeria*, suivi de *Le Biafra et les Droits de l'Homme : l'autodétermination*, Enugu, Governement Printer, 1968, 8 p.

Ministry of information, *The case for Biafra: (first independence anniversary edition)* at eastern Nigeria, Enugu, Governement Printer, 1968, 39 p.

c) Le fond Foccart

Enfin, il a été nécessaire de se concentrer sur la vision de ces frontières par les belligérants de la guerre du Biafra de 1967 à 1970. Or, l'étude du conflit a déjà été amplement réalisée. Le travail sur les archives d'acteurs de l'ombre dans cette guerre a donc été l'axe privilégié dans cette étude. Les fonds Foccart et le fonds Letteron sont disponibles aux Archives de France. Avec l'aide de Pascal Geneste, conservateur aux Archives de France et grâce à une dérogation pour les archives de l'Elysée, la consultation de ces archives a été rendue possible.

Jacques Foccart était le Secrétaire Général de l'Elysée aux Affaires Africaines et Malgaches de 1960 à 1974. Philippe Letteron était l'un de ses plus proches collaborateurs en particulier, en ce qui concerne le Biafra. Le témoignage de ces deux personnages est donc fondamental si l'on veut comprendre la prise en compte de la réalité de ces frontières au moment de la guerre du Biafra.

En effet, le rôle de la France dans la guerre du Biafra n'a pas été négligeable. Même si officiellement Charles de Gaulle n'a jamais reconnu officiellement le Biafra indépendant, les services secrets français, par mercenaires interposés ont soutenu la cause d'Ojukwu.

Qui plus est, nombre de cartes, notes sur les frontières aériennes et maritimes du Biafra viennent rajouter à ce sujet sur les frontières, une nouvelle dimension.

Centre historique des Archives nationales

Centre d'Accueil et de Recherche des Archives Nationales (C.A.R.A.N.)

60, RUE DES FRANCS-BOURGEOIS

75141 PARIS CEDEX 03

FONDS DU SECRETARIAT GENERAL POUR LES AFFAIRES AFRICAINES ET MALGACHES

Dossier 258.	Nigéria. Coup d'État. 1966.
Dossier 259.	Nigéria, dossier de G. Barrère. – Affaires politiques, relations avec la France, conférence constitutionnelle, relations étrangères, réunion des gouverneurs militaires de Lagos : notes du SDECE, notes de G. Barrère à J. Foccart, notes du ministère des Affaires étrangères, télégrammes diplomatiques, dépêches de l'AFP, coupures de presse. 1966.
Dossier 345.	Nigéria. 1967.
Dossier 346.	Nigéria. 1968.
Dossier 347.	Nigeria - Biafra, dossier de V. Balési. – Situation : correspondance, notes du SDECE, télégrammes diplomatiques. 1967-1968.
Dossier 348.	*Idem*. – Situation militaire : notes du SDECE, messages « secret défense », télégrammes diplomatiques, dépêches de l'AFP, cartes (dossier Balesi et Le Bellec). 1968.
Dossier 574.	Gabon. 1965-1969.
Dossier 685.	OCAM, dossier de M. Kirsch. – Conférence de Niamey : notes de M .Kirsch au Président de la République, annotées par R. Journiac, notes du SDECE, correspondance de l'ambassadeur de France au Nigéria, notes du ministère des Affaires étrangères, télégrammes diplomatiques, dépêches de l'AFP, coupures de presse. Décembre 1967-janvier 1968.
Dossier 686.	Nigéria-Biafra, dossier de V. Balési. – Politique intérieure : notes de V. Balési à J. Foccart et R. Journiac, notes du SDECE, corrrespondance de l'ambassade de France au Nigéria et au Dahomey, télégrammes diplomatiques, cartes, dépêches de l'AFP, coupures de presse. Décembre 1968-janvier 1970.
Dossier 687.	Nigéria-Biafra, dossier de V. Balési. – Aide : *idem*. Décembre 1968-janvier 1970.
Dossier 688.	Nigéria-Biafra, dossier de V. Balési. – Situation militaire: *idem*, notes "confidentiel défense" du SGDN, télégrammes diplomatiques "très secret". Décembre 1968-janvier 1970.
Dossier 689.	Nigéria-Biafra, dossier de V. Balési. – Aide française et gabonaise : notes de V. Balési à J. Foccart et R. Journiac, notes du SDECE, corrrespondance de l'ambassade de France au Nigéria et au

Dahomey, télégrammes diplomatiques, cartes, dépêches de l'AFP, coupures de presse. Décembre 1968-janvier 1970.

Dossier 695. Négociation Nigéria-Biafra.

Dossier 697. Biafra, dossiers de V. Balési et de M. Perrier. – Divers : ouvrage de M. Asuoha intitulé *Pour le Biafra ?* (79 p. dact.), correspondance du général Ojukwu au Président de la République (1968), notes de V. Balési à J. Foccart, notes du SDECE, notes des RG sur la Compagnie Air Fret (mentions nominatives), notes du ministère des Affaires étrangères, réactions de parlementaires en faveur de l'aide aux Biafrais, télégrammes diplomatiques, dépêches de l'AFP, coupures de presse. 1961-1970.

Dossier 698. Biafra, dossiers de V. Balési et de M. Perrier. – Situation extérieure et intérieure : correspondance des ambassades de France au Nigéria, au Dahomey et aux États-Unis, notes de V. Balési à J. Foccart, notes du SDECE, notes du ministère des Affaires étrangères, télégrammes diplomatiques, dépêches de l'AFP, coupures de presse. 1961-1970.

Dossier 699. Biafra, dossiers de V. Balési et de M. Perrier. – Relations avec la France : notes de V. Balési à J. Foccart, notes du SDECE, notes du ministère des Affaires étrangères, réactions de parlementaires en faveur de l'aide aux Biafrais, télégrammes diplomatiques, dépêches de l'AFP, coupures de presse. 1961-1970.

Dossier 804. Cartes.

Dossier 910. Nigéria, dossier de R. Mazeyrac. – Situation économique du pays : notes de l'ambassade de France au Nigéria, télégrammes diplomatiques. 1974.

Dossier 1374 (extrait). Pays anglophones de l'Afrique occidentale, orientale, centrale et australe, dossier de V. Balési. - Situation générale, politique et économique : note. 10 juin 1968.

Dossier 2156. Nigéria, dossier de J. Ribo. – Situation du pays : notes du SDECE, corrrespondance de l'ambassade de France au Nigéria sur un accord commercial entre le Nigéria et le Dahomey, note du service de coopération technique internationale de police sur l'activité du général Ojukwu (novembre), rapport de mission "confidentiel défense" du colonel de La Comble, directeur adjoint de la division renseignement du SGDN (janvier), télégrammes diplomatiques, dépêches de l'AFP, coupures de presse. 1971.

Dossier 2181. Nigéria, dossier de V. Balési et J. Ribo. – Aide humanitaire française, rapatriement d'enfants biafrais : notes de V. Balési à J. Foccart, télégrammes diplomatiques, dépêches de l'AFP, coupures de presse. 1969-1970.

Dossier 2496. Affaires militaires. – Renseignement, documentation : liste des attachés militaires produite par l'EMA, bulletins d'écoutes confidentielles "diffusion restreinte". 1973.

Dossier 2577. Nigéria, dossier de G. Devernois. – Relations avec la France: notes de G. Devernois et de M. Rostain à J. Foccart, correspondance de

l'ambassadeur de France au Nigéria, télégrammes diplomatiques. 1960-1963.

Dossiers 2680-2691 Affaires militaires africaines. – Renseignement, documentation : bulletins mensuels de renseignement du SGDN, rapports mensuels de renseignement des ambassades de France dans les pays africains "confidentiel défense". 1970.

Fonds privé Foccart

Dossier 182. Côte d'Ivoire. - Affaires politiques : notes sur le cabinet Beyrard (1964-1968), compte rendu de l'entretien entre F. Houphouët-Boigny, Okpara, Okoro, Dike et Mojekwu à Paris (mai 1968), note « secret défense » de l'État-major des Armées sur les livraisons « particulières » faites au Gabon et à la Côte d'Ivoire. Audiences et lettres du général de Gaulle (1968-1969), affaire du Biafra : correspondance du général de Gaulle et de F. Houphouët-Boigny, correspondance sur les ventes d'armes (février 1969). 1964-1972.

Dossier 193. Gabon. – Affaires politiques : dossier de J. Foccart, correspondance, déclaration d'indépendance du Gabon (juillet 1960), notes de renseignements sur l'affaire S. Edan, ex-consul général du Gabon en France, ex-ambassadeur en Côte d'Ivoire, correspondance de M^{me} Gorue, familière du président Mba. Décembre 1959-février 1969.

Dossier 194. Gabon. – Affaires politiques : tracts, notes sur l'état de santé du président Mba (septembre-décembre 1966), sur la nouvelle constitution (1967), sur l'invitation du Québec à la conférence de Libreville (décembre 1967), lettre de R. Brouillet sur les relations entre le Gabon et l'épiscopat local (avril 1968), lettres d'O. Bongo à J. Foccart et au général de Gaulle (1967-1968), échange de vœux, correspondance au sujet du Biafra (mars 1969), lettre d'O. Bongo à G. Pompidou (1970), note « secret » du SDECE sur les activités chinoises au Gabon (1971), notes de renseignements sur le docteur Passani, dossier sur P. Debizet et P. Lettéron. Audiences et lettres du Président (1966-1969) . 1966-1971.

Dossiers 406-408. Chargés de mission du Secrétariat général aux affaires africaines et malgaches. – Notes à l'attention de J. Foccart.

404 3 janvier-25 septembre 1967.
405 26 septembre-31 décembre 1967.
406 1er janvier-9 décembre 1968.

Dossiers 409-411. *Idem.*

407 11 décembre 1968-31 décembre 1969.
408 1er janvier-4 août 1970.
409 6 août 1970-31 mars 1971.

Dossiers 667-669 Jacques Foccart. – Correspondance au départ relative à des interventions : peluriers bleus [mentions nominatives].

667 1967.

668 1968-1969.

669 1970.

Fonds Lettéron

90 AJ 27 Nigéria, Biafra – 1 Notes manuscrites et dactylographiées de P. Lettéron, documentation (notamment proclamation de la République du Biafra), coupures de presse de journaux français et anglais (*Guardian*, *Times* et *Daily Telegraph*) (1967-1968).

90 AJ 28 Nigéria, Biafra – 2 : correspondance du général Ojukwu (notamment projet de lettre à J. Foccart du 2 juillet 1969 et correspondance au général de Gaulle de 1967 à 1968), messages radio décodés (1969), dossiers Rancoules et Laureys, système de codes, dossiers sur les comptes financiers, liste des militaires sur la base de Libreville (1967-1969).

90 AJ 29 Nigéria, Biafra – 3, colonel Petit : comptes rendus du SDECE sur ses entretiens politiques avec le général Ojukwu, notes sur les conseils diplomatiques de F. Houphouet-Boigny au général Ojukwu, notes sur la situation au Biafra, notes de renseignements, note sur les relations franco-biafraises (1er décembre 1969) (1968-1969).

90 AJ 30 Nigéria, Biafra – 4 : notes sur la situation du Biafra, rapports des sud-Africains (1967-1970).

90 AJ 31 Nigéria, Biafra – 5, colonel Petit : comptes rendus du SDECE sur ses entretiens politiques avec le général Ojukwu, note d'une réunion au ministère des Armées (en présence de Debré), dossier sur l'aide humanitaire, compte rendu des entretiens politiques (1967-1970).

90 AJ 32 Nigéria, Biafra – 6, livraison de matériels et d'armements : relevés, listes ; dossier sur le pétrole (1968-1969).

90 AJ 33 Nigéria, Biafra – 7, finances. – Sogexi (société générale d'exportation et d'importation), activités ; affaire Malloch (1968-1970).

90 AJ 34-35 Nigéria, Biafra – 8 et 9 : coupures de presse (1968-1969).

90 AJ 36 Nigéria, Biafra – 10, colonel Petit : notes sur ses entretiens politiques, interceptions sur les activités de Ojukwu (notamment correspondance d'Américains) ; pétrole, relations d'Elf avec le Nigéria (1970).

90 AJ 37 Nigéria, Biafra – 11 : coupures de presse (1970-1972).

C) Les sources orales :

Comment évoquer les frontières sans tenir compte de la vision de ces frontières par les Biafrais eux-mêmes ? Cependant, comment trouver 40 ans après les faits leur témoignage ? Les ouvrages de référence à ce sujet sont

Mauny Raymond, *Tableau géographique de l'Ouest africain au Moyen Age d'après les sources écrites, la tradition et l'archéologie*, Dakar, 1961, 587 p.
Vansina Jan, *la Tradition orale. Essai de méthode historique*, Tervuren, 1961, 226 p.

Le projet initial de cette étude était de faire une enquête sur le terrain au Nigeria pour se rendre compte des réalités locales. Un centre de recherche français s'est installé à Ibadan dans le Sud-Ouest du pays en 1993. En effet, l'IFRA à Ibadan est une antenne de l'IFRA à Nairobi. Il a pour mission de couvrir l'aire géographique de l'Afrique de l'Ouest. Cependant, je n'ai pu me rendre au Nigeria à cause de l'instabilité politique régnant dans le pays depuis 2006. Qui plus est, la région du Sud-Est, anciennement le Biafra, est sujette à de très fréquents troubles. Entre prises d'otage et attentats à la bombe, la situation ne permet de se rendre dans le pays pour étudier les frontières, sereinement[53].

Quelles sources orales reste-t-il ? Des entretiens filmés pendant la guerre du Biafra ont fourni quelques renseignements sur les frontières du Biafra. En effet, les militaires interrogés évoquent souvent les fronts militaires. Ces vidéos sont accessibles pour certaines d'entre elles sur le site Internet de l'INA.

POINT CONTRE POINT
ORTF - 31/10/1968 - 00h18m12s
http://www.ina.fr/archivespourtous/index.php?vue=notice&id_notice=CAF91002243

Calmettes Joël**,** *Histoires secrètes du Biafra. Foccart s'en va-t-en guerre*, France 3. 2001. 54 MIN 19 SEC VIDÉO, COULEUR, V.O.F.

Calmettes Joël, *Conversations à propos de la guerre du Biafra,* Diffusé sur la chaîne Histoire en 2004.

[53] Au moment où j'écris, un attentat contre un pipeline de Shell, l'entreprise pétrolière, a fait huit morts, dans le détroit Opobo à 50 km de Port-Harcourt (mardi 8 mai 2007).

3) *Les sources en ligne*

a) La Cour Internationale de Justice de La Haye

Qui plus est la dispute entre Nigeria et Cameroun au sujet de la péninsule de Bakassi, riche en pétrole a soulevé nombre d'arbitrages de la Cour Internationale de Justice de la Haye. Les recherches effectuées pour déterminer l'appartenance historique de cette terre ont mené à une publication en ligne des résultats de cette enquête.

http://www.icj-cij.org/docket/index.php?p1=3&p2=1&search=%22bakassi=&case=94&code=cn&p3=0

b) L'International Board Study du Département d'Etat Américain

Le Département d'Etat américain s'est lui aussi intéressé aux conflits frontaliers dans le monde. Des géographes se sont livrés à des études très précises de chaque conflit. Ils utilisent, dans le cas de l'Afrique, de nombreux traités datant de l'époque coloniale. Ils ont aussi publié en ligne leurs études.

http://www.law.fsu.edu/library/collection/LimitsinSeas/IBS002.pdf

V. BIBLIOGRAPHIE ET CRITIQUE

LES FRONTIERES

Approche historique et analyse critique des frontières africaines

Afrique et ensembles régionaux

Ajala Adkunle, « The nature of African boundaries », in *Afrika spectrum*, vol. 18, n°2, Hambourg, 1983, pp 177-189.

Aquarone Marie-Christine, *Les frontières du refus : six séparatismes africains*, CNRS, Paris, 1947, 142 p.

Arabaret-Schulz Christiane, «Histoires de frontières et de villes frontières», *Revue Mosella*, t. 24, n°1/2, 1999, Actes du Colloque International L'Europe rhénane et l'Europe centrale-Dynamique et mutations, Hommage au Professeur François Reitel, Université de Metz, 11-13 mars 1998, p. 125-132.

B. G., « Les frontières africaines : rien de plus artificiel », *Flash Antilles et Afrique*, n°30, 1981, pp 29-30.

Bach Daniel, « L'Afrique, son intégration, ses frontières », *Marchés tropicaux*, n°3000, Paris, 9 mai 2003, pp 952-954.

Badie Bertrand, *La fin des territoires, essai sur le désordre international et sur l'utilité sociale du respect*, Fayard, Paris, 1995, 276 p.

Baduel Pierre Robert, *Le monde musulman à l'épreuve de la frontière*, Revue du monde musulman et de la méditerranée, Edisud, Aix en Provence, 318 p.

Benmessaoud Tredano, A., I*ntangibilité des frontières et espace étatique en Afrique*, Bibliothèque Africaine et Malgache, n°47, Paris, 1989, 255 p.

Biarnes Pierre (dir.), « Frontières africaines », *Revue française d'étude politiques africaines; Le mois en Afrique*, n°121, Paris, 1976, pp 21-57.

Bouquet Christian (dir), *Frontières du sud*, Cahiers d'outre-mer, Revue de géographie de Bordeaux, n°222, 56ième année, avril juin 2003, 256 p.

Bouquet Christian (dir.), *Tropisme des frontières*, Tome 1, l'Harmattan, Paris, 2006, 290 p.

Bourjol Flechier D., « Heurts et malheurs de l'Uti possidetis », *Revue juridique et politique, indépendance et coopération*, n°3, Ediena, Paris, juillet septembre 1981, pp 811-835.

Boutros-Ghali Boutros, *Les conflits de frontières en Afrique*, Editions techniques et économiques, Paris, 1973, 158 p.

Bouvier Pierre, « Un problème de sociologie politique. Les frontières africaines », *Revue de sociologie politique*, n°4, Paris, 1972, pp 285-720.

Bruneau M. (dir.), *Géographie des colonisations 15e-20e siècles*¸ L'Harmattan, Paris, 1994, 420 p.

Brunschwig H., *Le partage de l'Afrique noire*, Flammarion, Paris, 1971, 186 p.

Cabot J., « L'Afrique explosive fille du désordre européen», *Hérodote*, n°41, Paris, 2e trimestre 1986, pp 39-45.

Cabot, J., « Les frontières coloniales de l'Afrique », *Hérodote*, n°11, Paris, juillet-septembre 1978, pp 114-131.

Carrington C. E., « Frontiers in Africa », *International Affairs*, vol 36, n°4, London, oct. 1960, pp 424-439.

Constantin F., « Frontières douteuses et leaders incertains dans l'Afrique noire de 1974 », *Année Africaine*, A. Pedone, 1974, pp 183-205.

Cornevin R., « Ethnies, frontières et stabilités en Afrique », *Marchés tropicaux et méditerranéens du monde*, n°1071, 21 mai 1966, Paris, pp 1465-1467.

Cornevin R., « Les questions nationales en Afrique et les frontières coloniales », *Revue française d'histoire d'Outre-mer*, Société française d'histoire d'Outre-mer, t. LXVIII, n°250-251-252-253, 1981, pp 251-262.

Decreane P., « Au-delà du différend frontalier entre maliens et voltaïques », *Revue française d'études politiques africaines. Le mois en Afrique*, n°109, Paris, janvier 1975, pp 6-7.

Decreane, P., « Les problèmes de frontières. En Afrique les leaders entendent assumer l'héritage des frontières coloniales », *Europe-France- Outre-Mer,* n°396, Paris, janvier 1963, pp 23-28.

Deschamps H., « Peuples et frontières », *Le mois en Afrique*, n°154, Paris, 1978, pp 25-42

Dresch J., « Les frontières du Sahara », in Coquery Vidrovitch, *Frontières : Problème de frontière dans le tiers-monde*, Pluriel Débat, L'Harmattan, 1982, Paris, pp 58-69.

Dubois Colette, Michel Marc, Soumille Pierre, *Frontières plurielles, frontières conflictuelles en Afrique subsaharienne*, Paris, L'Harmattan, IHCC, 2000, Actes du colloque «Etats et frontières en Afrique subsaharienne», Aix-en-Provence, 1999

Ebenezer M. J., « Frontières d'hier, d'aujourd'hui et de demain : un problème lourd de conséquences pour la réalisation de l'unité africaine », *Afrique et histoire*, n°1, Dakar, janvier-mars 1981, pp 23-26.

El Ouali A., « L'Uti possidetis ou le non sens du principe de base de l'OUA pour le règlement des différends territoriaux », *Le mois en Afrique*, n°227-228, décembre 1985, pp 3-29.

Fanso V. G., « Traditional and colonial african boundaries : concept and functions in inter-group relations », *Présence Africaine*, série n°137-138, Paris, 1987, pp 58-75

Froelich J. C., « Afrique d'hier et d'aujourd'hui : frontières et tribus », *Marchés tropicaux*, n°1173, Paris, 1968, pp 1203-1206.

Gast M., « Un espace sans frontières : le Sahara », *R.M.M.M.*, n°48-49, Paris, 1989, pp 164-172.

Gaulme F., « Tribus, ethnies, frontières », *Afrique contemporaine*, n° spécial 164, octobre-décembre 1992, pp. 43-49.

Gherari H., « Les frontières maritimes des Etats africains », *Revue française d'études politiques africaines. Le mois en Afrique*, n°229-230, Paris, février-mars 1985, pp 23-36.

Griffiths I., « The scramble for Africa: Inherited political boundaries », *The Geographical Journal*, vol. 152, n°2, London, juillet 1986, pp 204-216.

Gueye L., « La problématique des frontières en Afrique », *L'Ouest africain*, Paris, décembre-janvier 1977-78, pp 21-26.

Guichonet P., Raffestin C., *Géographie des frontières*, PUF, coll. SUP, Le géographe, Paris, 1974, 223 p.

Hérodote, « Le jeu des frontières », *Hérodote*, n° 41, Paris, 2e trimestre 1986, 571 p.

Hildebert I., *Géographie de la décolonisation*, Le géographe, PUF, Paris, 1971, 224 p.

Igue J. O., *Le territoire et l'Etat en Afrique. Les dimensions spatiales du développement*, Karthala, 1995, 277 p.

Joos L., « Des frontières trop souvent établies au gré des colonisateurs », *Le Monde diplomatique*, février 1965

Jouve E., « L'Afrique à l'épreuve de ses frontières », *La méthodologie de l'histoire de l'Afrique contemporaine*, PUF, Paris, 1984, pp 145-167.

Jouve E., « L'Afrique malade de ses frontières », *Afrique. Mensuel international d'information politique et économique*, n°14, août 1978

Lacoste Yves, « Du jeu des frontières à l'apartheid », *Hérodote*, n° 41, Paris, 2e trimestre 1986, pp 3-11.

Lacouture J., « Le problème des frontières. Entre Etats du Maghreb », *France-Europe-Outremer*, n°396, Paris, 1963, pp 23-25.

Lafourcade Maïté, *La Frontière des origines à nos jours*, Bordeaux, Presses Universitaires de Bordeaux, 1998.

Messah A. M., *Frontières contre les peuples en Afrique noire : le cas éwé*, thèse de doctorat d'histoire de 3ième cycle, Université de Paris 1 Panthéon Sorbonne, Paris, 1975, 388 p.

Monbeig P.,*Les phénomènes de frontières dans les pays tropicaux*, Institut des Hautes études de l'Amérique Latine, Paris, 1979, 456 p.

Neuberger B., « Natural and artificial borders: The African view », *International problems*, n°16-17, 1977-78.

Nicolas G., « Modèle fédéral et réalité nationale africaine », *Revue française d'études politiques africaines. Le mois en Afrique*, n°233-234, Paris, juin-juillet 1985, pp 26-41.

Nouzille Jean, « Évolution du concept de frontière », in *Histoire de frontières : l'Autriche et l'Empire Ottoman*. Paris, Berg international, 1991, p. 15-56.

Oddoux J., *Frontières et ethnies en Afrique de l'ouest : l'exemple du Sénégal*, Thèse de doctorat de 3ième cycle, sous la direction de M. Merle, Université de Paris 1 Panthéon Sorbonne, département de sciences politique, 1984.

Person Yves, « A quoi servent les frontières ? », *Jeune Afrique*, Débat, n°919-920, Paris, 16-23 août 1978, pp 79-84.

Person Yves, « L'Etat-nation et l'Afrique », *Revue française d'études politiques africaines. Le mois en Afrique*, n°190-191, Paris, août 1972, pp 27-35.

Person Yves, « L'Etat-nation et l'Afrique », *Revue française d'histoire d'Outre-mer*, Société française d'histoire d'Outre-mer, t.LXVIII, n°250-251-252-253, 1981, pp 274-282.

Person, Yves, « L'Afrique Noire et ses frontières », *Revue française d'études politiques africaines. Le mois en Afrique*, n°80, Paris, août 1972, pp 18-43.

Rawdrejsa P., « Ces frontières en question », *Actuel développement*, n°63, novembre-décembre 1984, pp 43-44.

Rösler M., *Frontiers and borderlands: anthropological perspectives*, P. Lang, Frankfurt am Main, 1999, 239 p.

Sautter Gilles, « Quelques réflexions sur les frontières africaines », *Pluriel débats*, n°4 octobre 1982, Paris, pp 41-50.

Widstrand, C. G., *African boundaries problems,* The Scandinavian Institute of African Studies, Uppsala, 1969, 202 p.

Woronoff J., « Différends frontaliers en Afrique », *Le mois en Afrique*, n°80, Paris, 1972, pp 58-78.

Yakemtchouk, R., « Les frontières africaines », *RGDIP*, n°1 janvier-mars, Paris, 1970, pp27-68

Zartman I. W., « The politics of boundaries in North and West Africa », *The Journal of Modern African Studies*, vol. 3, n°2, Cambridge University Press, Cambridge, août 1965, pp 155-173.

Zidouemba H. D., « Le péril des frontières », *Sud magazine*, n°2, 1986, pp 14-15.

Etudes de cas (segments ou territoires)

Akamba R., *Les frontières internationales du Cameroun de 1885 à nos jours*, 3 tomes, Yaoundé, 1991 (3e édition), 1116 p.

Akapo A., *La problématique des frontières togolaises*, Thèse de doctorat sous la direction J. L. Miège, Aix Marseille, 1987, 227 p.

Antil A., « Découpage colonial et création de frontières: le cas des frontières sahariennes et maliennes de la Mauritanie », in Zekeria Ould Ahmed Salem, *Les trajectoires d'un Etat frontière: espace, évolution politique et transformations sociales en Mauritanie*, Codesria, Dakar, 2004, pp 46-65.

Austin D., « The uncertain frontier: Ghana-Togo », *The journal of modern African studies*, vol. 1, n°2, London, 1963, pp 139-145.

Devisse J., Ba A., « Fleuve Sénégal : la question frontalière », *Afrique contemporaine*, La documentation française, n°154, 1990, pp 65-69.

Dufour, J.L., *Les confins du territoire militaire du Niger pendant la grande guerre, Aïr, Tibesti, Kaouar*, Mémoire de maîtrise de Paris I, 1973-74.

Deschamps H., « Les frontières de la Sénégambie », *Revue française d'études politiques africaines. Le mois en Afrique*, n°80, Paris, août 1972, pp 25-31.

Fourage, G., *La frontière méridionale du Niger, de la ligne Say-Barroua à la frontière actuelle*, Thèse de doctorat, Toulouse le Mirail, 1974, 650 p.

Gherari H., « Démarcation et bornage des frontières algériennes », *Revue française d'études politiques africaines. Le mois en Afrique*, n°225-226, Paris, octobre-novembre 1984, pp 15-30.

Gherari H., « Un problème d'actualité: la délimitation du plateau continental tunisien », *Revue française d'études politiques africaines. Le mois en Afrique*, n°215-216, Paris, décembre 1883-janvier 1984, pp 39-58.

Lannes B., *Tchad-Lybie la querelle des frontières*, Karthala, Paris, 1982, 251 p.

Moustapha K., « La délimitation des frontières entre le Sénégal et la Gambie: Un obstacle à l'expansion française (1895-1920) », Becker C., Mbaye S. et Thioub I., *AOF: réalités et héritages*, Dakar, 1997, Tome 1, pp 115-124.

NLMWT, « Livre blanc sur la réunification du Togo », *Revue française d'études politiques africaines. Le mois en Afrique*, n°121, Paris, janvier 1976, pp 21-57.

Prunier G., « Vers une remise en cause des frontières africaines ? Atouts et failles de l'Erythrée indépendante », *Le monde diplomatique,* avril 1993, p 20.

Some G., « Un exemple de conflit frontalier : le différend entre la Haute Volta et le Mali », *Année africaine*, A. Pedone, 1978, pp 339-370.

Zidouemba H. D., *La Haute Volta de 1919 à 1947 : problèmes frontaliers et organisation territoriale*, mémoire de Maîtrise, Dakar, FLSH, 1971, 423 p.

Nouvelles approches

Bennafla K., « Les frontières africaines: nouvelles significations nouveaux enjeux », *Bulletin de l'association des géographes français,* n°2, Paris, 2002, pp 134-146.

Brownlie I., *African boundaries. A legal and diplomatic encyclopaedia*, Huts and co, University of California press, Berkeley and Los Angeles, 1979, 1355 p.

Coquery-Vidrovitch Catherine, *Frontières : Problème de frontière dans le tiers-monde*, Pluriel Débat, L'Harmattan, 1982, Paris, 203 p.

Hargreaves J. D., « Towards a history of the partition of Africa », *Journal of African history*, vol I, n°1, 1960, pp 97-109.

Herbst J., « The creation and maintenance of national boundaries in Africa », *International organisation*, vol. 43, n°4, Cambridge University Press, Cambridge, automne 1989, pp 97-109.

Kopytoff I. (dir.), *The African frontier. The Reproduction of Traditional African Society*, Indiana University Press, Bloomington, 1987, 288 p.

Surun Isabelle, « La conférence de Berlin et le partage de l'Afrique », « Figures d'explorateurs : Brazza et Stanley », *in* Anne Volvey (dir.), Yveline Dévérin, Myriam Houssay-Holzscuch, Estienne Rodary, Isabelle Surun et Karine Bennafla, *L'Afrique,* Paris, Atlande, Clefs concours, coll. Géographie des territoires, 2005

Touval S., « Treaties, borders, and the partition of Africa », *Journal of African history*, vol VII, n°2, 1966, pp 279-292.

Touval S., « Les querelles de frontières : un alibi ou une cause justifiée », *Articles et documents*, n°1829, Paris, décembre 1966, pp 8-14.

Touval S., *The boundary politics of independent Africa*, Cambridge Harvard University Press, Cambridge, 1972, 336 p.

Touval S., « Africa's frontiers. Reactions to a colonial legacy », *International affairs*, n°4, octobre 1986, pp 641-651.

Etudes de cas (segments ou territoires)

Bennafla Karine, « La fin des territoires nationaux? Etat et commerce frontalier en Afrique centrale », *Politique Africaine,* n°73, Paris, mars 1999, pp 24-49.

Bennafla Karine,« Les frontières africaines sont pénalisantes », « Le Sahara est une barrière », *in* Georges COURADE (dir.) *Dictionnaire des idées reçues sur l'Afrique*, Paris, éd. Karthala, 2006, pp. 173-179 et 179-185

Bennafla Karine, « Les frontières africaines: nouvelles significations nouveaux enjeux », *Bulletin de l'association des géographes français*, n°2, Paris, 2002, pp 134-146

Boilley Pierre, « Aux origines de la question touarègue au Mali. Une exception coloniale : l'occupation pacifique de l'Adrar des Ifoghas », *Islam et société au sud du Sahara, Revue de la Maison des sciences de l'homme*, n°7, novembre 1993, pp 143-183.

Boilley Pierre, « Du royaume au territoire, des terroirs à la patrie ou la lente construction formelle et mentale de l'espace malien », *Frontières plurielles, frontières conflictuelles*¸ l'Harmattan, Paris, 2000.

Boilley Pierre, « La question des frontières africaines… », *in* C. Chanson-Jabeur & O. Goerg (eds), *« Mama Africa ». Hommage à Catherine Coquery-Vidrovitch*, Paris, L'Harmattan, 2005, pp. 409-418

Boilley Pierre, 2003, « Frontières, ethnies ? Les explications faciles des conflits en frique », *Après-demain*, 452-453, 2003, mars-avril, pp. 11-12

Brot M., « Les confins frontaliers guinéo-sierra léonais à l'ère coloniale 1895-1958 : jalons pour une recherche », *Ultra Marines*, n°5, juin 1992, pp 3-9.

Brot M., « La problématique des frontières franco-britanniques d'Afrique occidentale », *Matériaux pour l'histoire de notre temps*, Edition de la BDIC, Paris, 1993, pp 23-26.

Brot M., « Aux confins de l'AOF et d'une colonie étrangère le cas de la Guinée et de la Sierra Leone, 1895-1958 », Becker C., Mbaye S. et Thioub I., *AOF: réalités et héritages*, Dakar, 1997, pp 125-128.

Derrick J. T., *The Niger - Nigeria borderlands. A political geographical analysis of boundary influence upon Hausa*, Michigan State University, Michigan, 1970, 322 p.

Gary-Tounkara Daouda, « Circulation migratoire et abolition des frontières. Quand le Mali (ex-Soudan) regarde vers la mer, les migrants conquièrent l'"outre-mer" (1933-1974) », *in* Éric Guerassimoff (dir.), *Migrations internationales, mobilités et développement*, Paris, L'Harmattan, 2005, pp. 67-97.

Hien Pierre-Claver, *Le jeu des frontières en AOF, 100 ans de situations conflictuelles au Burkina Faso actuel*, Thèse de doctorat sous la direction de Jean Pierre Chrétien, Paris I, 1996.

Hien Pierre-Claver, « La dimension historique des conflits de frontière entre le Burkina Faso et ses voisins aux XIX^{e} et Xx^{e} siècles », *in* « Des frontières en Afrique du XII^{e} au XX^{e} siècle », UNESCO, 2005, Paris, pp. 279-292.

Jus C., *La rectification de la frontière soudano-mauritanienne 5 juillet 1944*, Mémoire de maîtrise sous la direction de P. Boilley, Paris VII, 1999.

Jus C., *Soudan français, Mauritanie, une géopolitique coloniale 1880-1963. Tracer une ligne dans le désert*¸ L'Harmattan, collecction Ouest Saharien, Paris, 2002, 262 p.

Lefebvre Camille, «°Histoire des frontières du Niger: De la nécessité d'une relecture critique d'un tabou historiographique°», Varia, *Matériaux pour l'Histoire de notre temps*, BDIC, janvier-mars 2004, Paris, pp 18-24.

Lefebvre Camille, «°S'approprier le territoire national: devenir nigérien°», *Hypothèse*, Publications de la Sorbonne, 2005, Paris, pp25-35.

Médard Claire, « Les 'Ndorobo' du Mont Elgon (Kenya/Ouganda) : apparition d'une revendication autochtone dans un contexte de crise foncière et de forte ingérence territoriale de l'Etat. » *In* Actes du Colloque international, *Les frontières de la question foncière. Enchâssement social des droits et politiques publiques*. IRD, IAMM/CIHEAM, ENSAM, INRA, CNEARC, CIRAD, GRET, etc Montpellier 17, 18, 19 mai 2006, sur CD ROM

Nordman D., « De quelques catégories de la science géographique. Frontière, région et hinterland en Afrique du Nord 19e 20e siècle », *Les Annales*, n°5, 1997, pp 969-986.

Nordman D., *Frontières de France : de l'espace au territoire, 16^{e}-19e siècles*, Gallimard, Paris, 1998, 644 p.

Nordman D., « Des frontières au miroir de la France », *Les Annales HSS*, n°5, septembre-octobre 2003, pp 1049-1053.

Rétaillé D., « Le contrôle de l'espace entre territorialité et géographicité. Les problèmes d'intégration des Etats sahélo-saharien », Ch8, in Durand M.F., Levy J, Rétaillé D, *Le monde espaces et systèmes*, presse de la fondation nationale des sciences politiques et Dalloz, Paris, 1992, 565 p.

Schmitz Jean, « Le rôle des zones transnationales. Migration et négoce aux frontières de la Mauritanie, du Sénégal et du Mali », numéro spécial « Vues d'Afrique », *Esprit*, Août-septembre 2005 : 177-187.

Zerbo Y., « Le conflit entre le Mali et le Burkina Faso : causes et arguments », *Guerres mondiales et conflits contemporains*, dossier guerres et conflits en Afrique noire, PUF, n°181, Paris, 1996, pp 89-110.

Approche géographique et analyse critique des frontières dans leur ensemble

Adesina Jimi, *Nigerian Social Science Resource Database*, IFRA, 2001, 227 p.

Anderson, M., *Les frontières, un débat contemporain*, 1999Coquery-Vidrovitch Catherine *et al*., (éds), *Problèmes de frontières dans le Tiers-Monde*, L'Harmattan, 1981.

Bromberger Christian, Morel Alain (dir.), *Limites floues, frontières vives*, Paris, éditions de la Maison des Sciences de l'Homme, 2000.

Brunet Roger, *Les Phénomènes de discontinuités en géographie*, Université de Toulouse / Paris, Cnrs coll. « Mémoires et Documents », 1967.

Carroue Laurent , Claval Paul, Di Meo Guy, Miossec Alain, Renard Jean-Pierre, Simon Laurent, Veyret Yvette, Vigneau J.-P., 2002, *Limites et discontinuités en géographie*. Paris, Sedes, 159p.

Foucher Michel, *Fronts et frontières. Un tour du monde géopolitique*. Edition revue et augmentée, Paris, Fayard, 1991, 690p.

Foucher Michel, *La République européenne*, Paris, Belin, 2000.

Fourny-Kober Marie-Christine (dir.), *Le Rapport à la frontière et la construction d'espaces transfrontaliers, Rapport d'étude pour la Datar*, Grenoble, 6 volumes, 2003.

Gay Jean-Christophe, *Les Discontinuités spatiales*, Paris, Economica « Géo poche », 1995.

Gottmann Jean, *La Politique des États et leur géographie*, Paris, A. Colin, 1952.

Grasland Claude, «L'analyse des discontinuités territoriales : l'exemple de la structure par âge des régions européennes vers 1980», in *L'Espace géographique*, n°4, 1997, p. 309-326.

Guichonnet Paul, Raffestin Claude, *Géographie des frontières*, Paris, PUF, 1974.

Kotek Joël (dir.), *L'Europe et ses villes-frontières*, Bruxelles, éd. Complexe, 1996.

Mbembé, A., in *Le Monde diplomatique*, novembre 1999.

Moulin Brigitte (dir.), *La Ville et ses frontières. De la ségrégation sociale à l'ethnicisation des rapports sociaux*, Parois, Karthala, 2001.

Pollmann Christopher, «La Frontière : horizon indépassable de l'humanité ou pouvoir objectivé ?», in *Revue de droit public*, 2, 1999, p. 481-499.

Pradeau Christian, *Jeux et enjeux des frontières*, Presses Universitaires de Bordeaux, 1993.

Ratzel, F., *Géographie politique*, trad., Economia, 1988.

Reitel Bernard, Zander Patricia, Piermay Jean-Luc, Renard Jean-Pierre (dir.), *Villes et frontières,* Paris, Economica-Anthropos, « villes », 2002, 275p.

Renard Jean-Pierre (dir.), *Le Géographe et les frontières*, Paris, L'Harmattan, 1997.

Renard Jean-Pierre, Picouët Patrick, "Frontières et territoires", *Documentation photographique*, La Documentation française n°7013, 1993.

Saez Guy, Leresche Jean-Philippe, Bassand Michel, *Gouvernance métropolitaine et transfrontalière. Actions publiques territoriales*, Paris, L'Harmattan « Logiques politiques », 1997.

Zidouemba, D., « Sources de l'histoire des frontières de l'Ouest africain », *Bull. de l'IFAN*, série B, 1977, pp. 695-835.

LE NIGERIA

Approche historique et critique

Basden George Thomas, *Among the Ibos of Nigeria: an account of the curious & interesting habits, customs & beliefs of a little-known African people by one who has for many years lived amongst them on close & intimate terms*, Stroud, Nonsuch, 2006, 249 p.

Carland John M., "Public Expenditure and Development in a Crown Colony: The Colonial Office, Sir Walter Egerton, and Southern Nigeria, 1900-1912." Albion 1980 (12) 368-386.

Carland John M., The Colonial Office and Nigeria, 1898-1914, London: Macmillan, 1985, 285 p.

Damachi Ukand i Godwin, *Nigerian Modernization: The Colonial Legacy*, New York: Third P/Joseph Okpaku Pub, 1972, 145 p.

Forde Daryll (ed.), *Ethnographic Surveys, The Ibo and Ibibio speaking Peoples of Southern Nigeria*, London, 1950.

Hien Pierre Claver, *Le jeu des frontières en Afrique occidentale*, (Burkina), thèse Paris I, 1996

Ikime Obaro, *The Fall of Nigeria: The British Conquest,* London, Heinemann/New York: Africana/Holmes & Meier, 282 p.

Isicheri Elizabeth, *A History of Nigeria,* London: Longman, 1983.

Jones Gwilym Iwam, *Report of the Position, Status, and Influence of Chiefs and Natural Rulers in the Eastern Region of Nigeria*, 1956, 71 p.

Mahaman Alio, *The place of Islam in shaping French and British colonial frontier policy in Hausaland: 1890-1960*, Novembre 1997

Mahood M.M., *Joyce Cary's Africa*, London, Methuen, 1964, 206 p.

Niven Cecil Rex, A short history of Nigeria, Ibadan, Longmans of Nigeria, 1967, 294 p.

Njoku Raphael Chijioke, *African Cultural Values: Igbo Political Leadership in Colonial Nigeria, 1900-1966,* New York; London, Routledge, 2006, 256 p.

Olaniyan Richard, *Nigerian History and Culture*, London, Longman Group, 1984, 360 p.

Ranger Terence, "The Invention of Tradition in Colonial Africa". *The Invention on Tradition,* ed. Eric Hobsbawm & Terence Ranger, Cambridge: Cambridge University Press, 1983, 211-62.

Shaw Thurstan, *Nigeria: Its Archaeology and early history*, London, Thames and Hudson, 1978, 216 p.

Udo Reuben Kenrick, *Geographical Regions of Nigeria*, London, Heinemann Educational, 1970, 212 p.

Les frontières régionales et internationales du Nigeria : approche territoriale et culturelle

Abdulahi Labo, Afolayan A.A., *The Motivation & Integration of Immigrations in the Nigeria-Niger Border Area/Transborder Movement and Trading : a Case Study of a Borderland in Southwestern Nigeria*, 2000, IFRA, III + 91 p

Adagbonyin Asomwan, *Frontiers: Nigerian short stories*, Ibadan, Kraft, 1992, 155 p.

Amuwo K., Agbaje R., Suberu R., Hérault G., *Federalism and Political Restructuring in Nigeria*, Ibadan : Spectrum Books Ltd & IFRA, 1998.

Anene JC, *The international boundaries of Nigeria 1885-1960: the framework of an emergent Nation*, Ibadan History Series, New-York Humanities Press, 1970, 331 p.

Anene Joseph Christophe Okwudi, *The boundary arrangements for Nigeria, 1884-1906: an objective study in colonial boundary making,* London University, 1960,

Asiwaju A.I., *Transfrontier Regionalism: Perspectives on the European Union and Post-Colonial Africa with Special Reference to Borgu*, 1999 suivi de Bach Daniel C., *The Revival of Regional Integration in Africa*, Ibadan, IFRA, 1999, VII + 77 p.

Ayoade John A. A, "Secession Threat as a Redressive Mechanism in Nigerian Federalism", in *Publius*, Vol. 3, No. 1. (Spring, 1973), pp. 57-74.

Bach Daniel C., Lebeau Y., Amuwo Kunle, *Nigeria during Abacha Years (1993-1998), The domestic and international politics of democratisation*, (ed.) 2001, IFRA, 395 p

Bekker Pieter H. F., Land and Maritime Boundary between Cameroon and Nigeria, Commission of 1912-13: Discussion » in *The Geographical Journal*, Vol. 43, No. 6. (Jun., 1914), pp. 648-651.

Cookery S. J. S., "Colonialism and the Process of Underdevelopment in Nigeria" In *Journal of Asian and African Studies*, 1978 (13), pp. 19-31.

Crowder Michael, "Lugard and Colonial Nigeria: Towards an Identity?" in *History Today*, 1986 (36/Feb), pp 23-29.

Cukwurah Anthony Oye, The management of inter-state boundaries and borderlands in Nigeria, Uyo, Akwa Ibom State: University of Cross River State, 1991, 138 p.

Darwin Leonard; Macdonald Claude; Major Whitlock; Captain Ruxton; F. Hives; Colonel Close, "The Geographical Results of the Nigeria-Kamerun Boundary Demarcation

Dikshit Ramesh D., "Geography and Federalism", in *Annals of the Association of American Geographers*, Vol. 61, No. 1. (Mar., 1971), pp. 97-115.

Gailey Harry A., *The Road to Aba: A Study of British Administrative Policy in Eastern Nigeria*, Ibadan History Series, New-York Humanities Press, 1970, 184 p.

Grossman David, "The Process of Frontier Settlement: The Case of Nikeland (Nigeria)", in *Geografiska Annaler. Series B, Human Geography*, Vol. 53, No. 2. (1971), pp. 107-128.

Holdich T.H., *Political frontiers and boundary making*, London, 1916, 307 p.

Ikime Obaro, *Niger Delta Rivalry: Itsekiri-Urhobo Relations and the European Presence 1884-1936,* Ibadan History Series, New-York Humanities Press, 1969, 301p.

Jones Stephen Barr, *Boundary Making*, Washington, 1945.

Lefebvre Camille, *Les frontières du Niger,* DEA sous la direction de Pierre Boilley, Paris I, 2003

Lovejoy Paul; Richardson David, « Trust, Pawnship, and Atlantic History: The Institutional Foundations of the Old Calabar Slave Trade », in *The American Historical Review*, Vol. 104, No. 2. (Apr., 1999), pp. 333-355.

Nigeria. National Surveys, *Maps of the provinces of Nigeria and their district boundaries*, scale 1:1 000 000, 1965

Nigeria; Equatorial Guinea Intervening) », in *The American Journal of International Law*, Vol. 97, No. 2. (Apr., 2003), pp. 387-398.

Prescott J.R.V., « Nigeria's Regional Boundary Problems », in *Geographical Review*, Vol. 49, No. 4. (Oct., 1959), pp. 485-505.

Prescott J.R.V., *Boundaries and Frontiers,* Totowa, New Jersey, Rowman and Littlefield, 1978, p. 210

Prescott J.R.V., *The evolution of Nigeria's international and regional boundaries: 1861-1971*, Vancouver, Tantalus Research Limited, 1966, 170 p.

Prescott J.R.V., *The Geography of Frontiers and Boundaries*, London, Hutchinson University Library, 1965, 190 p.

Prothero R. Mansell, "African Ethnographic Maps, with a New Example from Northern Nigeria", in *Africa: Journal of the International African Institute*, Vol. 32, No. 1. (Jan., 1962), pp. 61-64.

Young Crawford, *The politics of cultural pluralism*, Madison, University of Wisconsin Press, 1976, 560 p.

La guerre du Biafra (1967-1970)

Afrikara 2006 : *1967-1970 : Comment la Francafrique fabriqua plus d'un million de morts au Biafra*
http://www.afrikara.com/index.php?page=contenu&art=1135

Akuneme Charles Ndubueze, *I saw Biafra*, Lagos, The Book Company Limited, 2004, 110 p.

Amadi Elechi, *Sunset in Biafra*: a civil war diary, London, Heinemann, 1979, 184 p.

Anagbogu Ifeanyi, *The fall of Biafra*, Awka, Nigeria, Sellyoak International Co., 2002, 16 p.

Armand Captain, *Biafra vaincra*, Paris, France-Empire, 1969, 260 p.

Atchebro Dogbo Daniel, *La Côte d'Ivoire, la Tanzanie, le Gabon et le problème du Biafra, 1967-1970*, mémoire DES Histoire dir. par Duroselle Jean-Baptiste, Paris 1, 1983

Bergès Yves-Guy, *Carré Rouge : du Biafra au Soudan, le dernier condottiere Rolf Steiner*, Paris, Laffont, 1976, 449 p.

Boutet Rémy, *L'effroyable guerre du Biafra*, Paris, Africa Editions, Afrique contemporaine, 1992, 191 p.

Buhler Jean, *Tuez les tous ! : Guerre de sécession au Biafra*, Paris, Flammarion, 1968, 237 p.

Caron Gilles, *La mort du Biafra*, Paris, Solar, 1968, 143 p.

Chevanne Pierre, *La guerre du Biafra (1967-1970), la construction d'une cause politique,* mémoire de sciences politiques dir. par Dereymez Jean-William, IEP de Grenoble, 1997, 2 vol. 141 p., 62 p.

Clergerie Jean-Louis, *La Crise du Biafra*, thèse de doctorat d'état de droit public, dir. par Chérigny Bernard, Limoges, Publications de la faculté de droit et de sciences économiques de l'Université de Limoges, Paris, PUF, 1994 (thèse soutenue à Poitiers en 1984), 385 p.

Dabo Usman, *Le « Biafra » dans la fédération du Nigeria de 1960 à 1970*, mémoire ES : UER 07 (option droit), Paris 1, 1975

De St. Jorre John, *The brother's war: Biafra and Nigeria*, Boston, Houghton Mifflin, 1972, 437 p.

Debré François, *Biafra an II*, Paris, R.Julliard, 1968, 223 p.

Draper Michael, *Shadows: Airlift and Airwar in Biafra and Nigeria 1967-1970*, London, Howell Press Inc., 2000, 272 p.

Ekwe-Ekwe Herbert, *The Biafra war: Nigeria and the aftermath,* New York, Edwin Mellen Press, 1990, 148 p.

Emecheta Buchi, *Destination Biafra,* Oxford, Allison & Busby, 1982, 246 p.

Eze Onyeabo, *Nigeria-Biafra conflict social and economic social background*, mémoire de sciences économiques, Bâle, 1971, 127p.

Forsyth Frederich, *The making of an African legend : the Biafra story*, Harmondsxorth, Penguin Books, 1977, 285 p. paru précedemment en 1969 sous le titre *The Biafra story*, Harmondsxorth, Penguin Books, 1969, 237 p.

Hanbury Harold Greville, *Biafra. A challenge to the conscience of Britain*, London, Britain-Biafra Association, 1968, p. 19

Harrison Paul, Palmer Robin, *News out of Africa: Biafra to Band Aid*, London, Hilary Shipman, 1986, 147 p.

Ijalaye David A., “Was "Biafra" at Any Time a State in International Law?”, in *The American Journal of International Law*, Vol. 65, No. 3. (Jul., 1971), pp. 551-559.

Ike Vincent Chukwuemeka, *Sunset at dawn: a novel about Biafra,* London, Collins and Harvill press, 1976, 255 p.

James E.S.., *Minorities in Biafra*, Stockton, Shifnal: P. L. Wood, 1969, p. 13

Nixon Charles R., “Self-Determination: The Nigeria/Biafra Case”, in *World Politics*, Vol. 24, No. 4. (Jul., 1972), pp. 473-497.

Nwachuku Levi Akaluzu, *US/Nigeria, an analysis of U.S. involvement in the Nigeria/Biafra war, 1967-1970*, Ph.D.Michigan State University, 1973, 258 p.

Nwankwo Arthur Agwuncha, Ifejika Samuel Udochukwu, *The making of a nation: Biafra*, London, C.Hurst, 1969, 361 p.

Nwankwo Arthur Agwuncha, *Nigeria: the challenge of Biafra*, London, Rex Collings, 1972, 117 p.

Nyerere, J.K., *The Nigeria-Biafra Crisis*, Dar es Salaam, 1969.

Ojukwu Chukwuemeka Odumegwu, *Biafra, Random Thoughts*, Vol. 2, 226 p.

Ojukwu Chukwuemeka Odumegwu, *Biafra, Selected Speeches*, Vol. 1, London, Harper and Row, 1969, 387 p.

Okombi Donatien, *L’organisation de l’unité africaine et les conflits armés internes aux états, cas du Biafra, du Burundi, du Tchad et de l’Angola*, thèse de 3ème cycle de droit public, dir. par Bettati Mario, Paris 11, 1985

Okpi Kalu, *Biafra testament,* London, Macmillan, cop., 1982, 220 p.

Oyewoso Siyan, *Perspectives on the Nigerian Civil War*, Lagos, OAP Publications, 1992, 358 p.

Péan Pierre, *Affaires africaines*, Paris, Fayard, 1983, 340 p.

Prestedge Dudley, *Biafra: the stamps, history & postal history of the rebel state during the Nigerian civil war*, Dronfield, West Africa Study Circle, 2000, 114 p.

Renard Alain, *Biafra : naissance d'une nation ?*, Paris, Aubier-Montaigne, 1969, 256 p.

Réseau Voltaire 1997, *Quand la Françafrique foccartienne intervenait au Biafra (1967-70)...*
http://www.pressafrique.com/m233.html#ventes%20d

Robert Maurice, *Ministre de l'Afrique: Entretiens avec André Renault*, Paris, Seuil, 2004, 180 p.

Salmon Jean, *La reconnaissance d'état : quatre cas, Mandchoukouo, Katanga, Biafra, Rhodésie du Sud*, Paris, Colin, Collection U, 1972, 287 p.

Schabowska Henryka, Himmelstrand Ulf, *Africa Reports on the Nigerian crisis: news, attitudes and backgrounf information:a study of press performance, government attitude to Biafra and ethno-political integration*, Uppsala, Scandinavian institute of African studies, 1978, 161 p.

Schwab Peter, *Biafra*, New York, Facts on File, 1971, 142 p.
Steiner, Rolf. Carré rouge, *Du Biafra au Soudan, le dernier condottiere*, Paris, P., Laffont, 1976, 460 p.

Tamuno Tekena N., « Separatist Agitations in Nigeria since 1914 », in *The Journal of Modern African Studies*, Vol. 8, No. 4. (Dec., 1970), pp. 563-584.

Thomson Joseph E, *American policy and african famine: the Nigeria-Biafra War, 1966-1970,* New York, Greenwood, 1990, 184 p.

Uwuchue Raph, *L'avenir du Biafra : une solution nigériane, Paris,* Jeune Afrique, 1969, 164 p.

Von Rosen Carl Gustav, *Le ghetto biafrais tel que je l'ai vu*, Paris, Arthaud, 1969, 201 p. (texte intégral de la déclaration d'Ahiara d'Ojukwu en annexe)

Waugh Auberon, *Biafra: Britain's shame*, London, M.Joseph, 1969, 118 p.

Weinstock Nathan, *Biafra, bilan d'une sécession*, Lausanne, Ligue marxiste révolutionnaire, 1970

Wolf Jean, Brovelli Claude, *La guerre des rapaces : la vérité sur la guerre du Biafra*, Paris, Albin Michel, 1969, 289 p.

CRITIQUE DE LA BIBLIOGRAPHIE

Cette bibliographie présente tout d'abord la problématique de la frontière. La frontière est un objet souvent critiqué et pourtant elle a rarement été étudiée de près. La frontière africaine parce qu'elle est d'origine européenne d'après ses détracteurs, ne mériterait pas plus qu'une simple critique. La frontière africaine va de pair avec le colonialisme. Il faut donc la rejeter.

Critiquer la colonisation dans son ensemble est une tradition historiographique depuis la fin de la colonisation. La frontière faisait partie du lot. Pourtant cette frontière, si peu étudiée, mérite-t-elle ce jugement ? L'intérêt n'est pas de montrer le rôle positif de la frontière européenne en Afrique. Cependant, il est nécessaire de saisir les enjeux et ce, à plusieurs niveaux.

Premièrement, la frontière n'est pas arrivée dans les bateaux des Européens. Elle existait dans certaines parties de l'Afrique. Le Biafra n'est pas une exception. Cette étude le démontre.

Deuxièmement, il faut replacer la frontière dans le long temps de l'Histoire. La frontière africaine s'est modifiée dans sa conception de la colonisation à nos jours. Le Biafra encore une fois n'est pas de reste. Le conflit du Biafra a mis en avant un problème de frontières. Cependant, l'Etat sécessionniste ne s'est pas réfugié dans des frontières farfelues sorties de l'imagination d'Ojukwu. Les frontières du Biafra sont des frontières qui tirent leurs origines dans les rapports entre Africains entre eux, entre Africains et Européens mais aussi entre Européens entre eux.

Enfin, il est nécessaire de ne pas oublier que la frontière est une question éminemment géographique. Maîtriser la bibliographie de géographie est à cet égard indispensable. Pourquoi avoir tracé une frontière à tel endroit et pas à un autre ? La géographie est fondamentale pour qui veut comprendre les espaces délimités par ces frontières. Le renouveau pour la géographie des frontières remonte aux années 1980 et ce, en particulier avec l'ouvrage de Michel Foucher, Foucher Michel, *Fronts et frontières. Un tour du monde géopolitique*. Edition revue et augmentée, Paris, Fayard, 1991, 690p. Le renouveau de la géopolitique chère à Yves Lacoste conduit à un questionnement quant à la validité de ces frontières d'un point de vue international.

Le regard croisé sur la géographie, le droit et l'histoire conduit à cette géographie historique et à cette géopolitique. Tout l'enjeu de cette bibliographie est donc de cerner à la

fois ces différentes données mais aussi les différentes façons dont chaque discipline entrevoit la question des frontières.

Dernier point et non des moindres, la bibliographie sur le Biafra est en grande majorité de langue anglaise. Simple différence de langue ? Pas seulement, l'Afrique y est abordée sous un angle quelque peu différent. Catherine Coquery-Vidrovitch souligne cette différence dans Coquery-Vidrovitch Catherine, « Réflexions comparées sur l'historiographie africaniste de langue française et anglaise », Politique africaine, n°66, juin 1997.

Ainsi, pour aborder les frontières du Biafra, il faut tenir compte de l'historicité des frontières, qu'elles soient africaines ou européennes. La bibliographie doit donc comprendre cet aspect historique. Elle doit aussi contenir des références géographiques pour analyser correctement l'espace biafrais et ses limites. Enfin, une partie consacrée au Nigeria et au Biafra en langue anglaise est nécessaire pour cerner correctement les enjeux du sujet présent.

VI. CONCLUSION

Les frontières du Biafra de la colonisation à 1970 sont le prisme de l'histoire pré-européenne et coloniale de la région.

Elles existaient avant la colonisation pour les segments Ouest et Nord de cette région. La frontière Est, elle, est le fruit d'une recherche intense des limites dans la région, par les Britanniques et les Allemands. On le voit bien, le Biafra, est l'exemple même de la région créée par défaut sur les cartes puis par les administrations.

Sans sous-estimer l'existence de limites précoloniales, la région Est, puis le Biafra indépendant sont le résultat de la politique britannique. Selon eux, la région orientale est une région donnée par défaut aux Igbos. Cette politique qui crée un territoire *a contrario* n'est pas unique dans le cas de la colonisation. Le Niger, lui aussi, est un territoire en quelque sorte créé par défaut.

Le Biafra, comme il était dans le coin de la carte de l'Afrique pour les Européens, se retrouve dans le coin de la carte du Nigeria. Il n'est qu'une région par défaut et il est traité comme tel. De même qu'il était une interface entre une Afrique connue et une Afrique inconnue, le Biafra est une interface entre les différentes possessions britanniques.

C'est ce traitement en particulier qui va renforcer la spécificité de la région Est. Les frontières ne sont pas au départ celles de la région Est, mais celles des autres régions. La région Est doit se contenter du reste du territoire.

Ce sont le poids démographique igbo et la présence de pétrole dans le Delta du Niger qui vont accentuer cette spécificité. La région Est passe à la fin des années 1930 de statut de région par défaut à celui de région des Igbos et de région riche. Ce sont ces deux éléments qui actionnent le mécanisme de la sécession du Biafra.

Les frontières du Biafra témoignent donc du passage d'une absence d'intérêt pour une région à un intérêt majeur dû au poids démographique et au pétrole d'une région. Les frontières sont les premiers outils de l'administrateur colonial pour affirmer son autorité sur un territoire donné. Elles sont le reflet des concurrences spatiales à un moment donné.

L'étude multiscalaire de ces frontières conduit à s'interroger sur nombre de questions qu'a connu l'historiographie de l'histoire de l'Afrique. L'existence de limites préeuropéennes, la délimitation ethnolinguistique des régions, ou bien encore la transmission de l'Etat colonial sont au centre du questionnement des frontières du Biafra.

Tout le discours d'assimilation des frontières a réussi à forger une identité nationale dans le Biafra de 1967-1970. On ne peut donc taxer les populations du Biafra de passivité, puisqu'elles ont assimilé un certain discours sur les frontières et l'ont porté aux nues en créant l'Etat du Biafra.

Dans le cas du Biafra, les frontières ont d'abord crée un territoire-même s'il est par défaut - une nation et un Etat. Loin d'être absurdes, artificielles ou coercitives, les frontières ont donc été créatrices d'un territoire, d'une identité et même d'une nation.

VII. ANNEXES

EXTRAIT DU JUGEMENT RENDU PAR

LA COUR INTERNATIONALE DE JUSTICE

http://www.icj-cij.org/docket/index.php?sum=495&code=cn&p1=3&p2=1&case=94&k=74&p3=5

Summary of the Judgment of 10 October 2002

Case concerning the Land and Maritime Boundary between Cameroon and Nigeria (Cameroon v. Nigeria: Equatorial Guinea intervening)

Summary of the Judgment of 10 October 2002

History of the proceedings and submissions of the Parties (paras. 1-29)

The Court begins by reciting the history of the proceedings and the submissions of the Parties:

On 29 March 1994 Cameroon filed an Application instituting proceedings against Nigeria concerning a dispute described as "relat[ing] essentially to the question of sovereignty over the Bakassi Peninsula". Cameroon further stated in its Application that the "delimitation [of the maritime boundary between the two States] has remained a partial one and [that], despite many attempts to complete it, the two parties have been unable to do so". Consequently, it requested the Court, "[i]n order to avoid further incidents between the two countries, . . . to determine the course of the maritime boundary between the two States beyond the line fixed in 1975".

In order to found the jurisdiction of the Court, the Application relied on the declarations made by the two Parties accepting the jurisdiction of the Court under Article 36, paragraph 2, of the Statute of the Court.

On 6 June 1994 Cameroon filed an Additional Application "for the purpose of extending the subject of the dispute" to a further dispute described as "relat[ing] essentially to the question of sovereignty over a part of the territory of Cameroon in the area of Lake Chad". Cameroon also requested the Court, "to specify definitively" the frontier between the two States from Lake Chad to the sea, and asked it to join the two Applications and "to examine the whole in a single case".

After at a meeting held by the President of the Court with the representatives of the Parties, the Agent of Nigeria had declared that his Government did not object to the Additional Application being treated as an amendment to the initial Application so that the

Court might examine the whole in a single case, the Court, by an Order of 16 June 1994, indicated that it had no objection to such a procedure and fixed the time-limits for the filing of written proceedings.

Within the time-limit fixed for the filing of its Counter-Memorial, Nigeria filed preliminary objections to the jurisdiction of the Court and the admissibility of the Application.

In its Judgment of 11 June 1998 on the preliminary objections raised by Nigeria the Court found that it had jurisdiction to adjudicate upon the merits of the dispute and that Cameroon's requests were admissible. The Court rejected seven of the preliminary objections raised by Nigeria and declared that the eighth did not have an exclusively preliminary character, and that it would rule on it in the Judgment to be rendered on the merits.

On 28 October 1998 Nigeria submitted a request for interpretation of the Judgment delivered by the Court on 11 June 1998 on the preliminary objections; that request became a new case, separate from the present proceedings. By Judgment dated 25 March 1999 the Court decided that Nigeria's request for interpretation was inadmissible.

Nigeria's Counter-Memorial, filed within the extended time-limit of 31 May 1999, included counter-claims.

By an Order of 30 June 1999 the Court declared Nigeria's counter-claims admissible, and fixed time-limits for the subsequent procedure.

On 30 June 1999 the Republic of Equatorial Guinea filed in the Registry an Application for permission to intervene in the case pursuant to Article 62 of the Statute. According to that Application, the object of the intervention sought was to "protect the legal rights of the Republic of Equatorial Guinea in the Gulf of Guinea by all legal means available" and to "inform the Court of the nature of the legal rights and interests of Equatorial Guinea that could be affected by the Court's decision in the light of the maritime boundary claims advanced by the parties to the case before the Court". Equatorial Guinea further indicated that it "d[id] <u>not</u> seek to become a party to the case".

By an Order of 21 October 1999 the Court, considering that Equatorial Guinea had sufficiently established that it had an interest of a legal nature which could be affected by any judgment which the Court might hand down for the purpose of determining the maritime boundary between Cameroon and Nigeria, authorized it to intervene in the case to the extent, in the manner and for the purposes set out in its Application and fixed time-limits for the subsequent intervention proceedings (Art. 85, para. 1, of the Rules of Court).

Public hearings were held from 18 February to 21 March 2002.

At the oral proceedings, the following submissions were presented by the Parties:

<u>On behalf of the Government of Cameroon,</u>

"Pursuant to the provisions of Article 60, paragraph 2, of the Rules of Court the Republic of Cameroon has the honour to request that the International Court of Justice be pleased to adjudge and declare:

(a) That the land boundary between Cameroon and Nigeria takes the following course:

- from the point designated by the co-ordinates 13° 05' north and 14° 05' east, the boundary follows a straight line as far as the mouth of the Ebeji, situated at the point located at the co-ordinates 12° 32' 17" north and 14° 12' 12" east, as defined within the framework of the LCBC and constituting an authoritative interpretation of the Milner-Simon Declaration of 10 July 1919 and the Thomson-Marchand Declarations of 29 December 1929 and 31 January 1930, as confirmed by the Exchange of Letters of 9 January 1931; in the alternative, the mouth of the Ebeji is situated at the point located at the co-ordinates 12° 31' 12" north and 14° 11' 48" east;

- from that point it follows the course fixed by those instruments as far as the 'very prominent peak' described in paragraph 60 of the Thomson-Marchand Declaration and called by the usual name of 'Mount Kombon';

- from 'Mount Kombon' the boundary then runs to 'Pillar 64' mentioned in paragraph 12 of the Anglo-German Agreement of Obokum of 12 April 1913 and follows, in that sector, the course described in Section 6 (1) of the British Nigeria (Protectorate and Cameroons) Order in Council of 2 August 1946;

- from Pillar 64 it follows the course described in paragraphs 13 to 21 of the Obokum Agreement of 12 April 1913 as far as Pillar 114 on the Cross River;

- thence, as far as the intersection of the straight line from Bakassi Point to King Point with the centre of the navigable channel of the Akwayafe, the boundary is determined by paragraphs XVI to XXI of the Anglo-German Agreement of 11 March 1913.

(b) That in consequence, inter alia, sovereignty over the peninsula of Bakassi and over the disputed parcel occupied by Nigeria in the area of Lake Chad, in particular over Darak and its region, is Cameroonian.

(c) That the boundary of the maritime areas appertaining respectively to the Republic of Cameroon and to the Federal Republic of Nigeria takes the following course:

- from the intersection of the straight line from Bakassi Point to King Point with the centre of the navigable channel of the Akwayafe to point '12', that boundary is confirmed by the 'compromise line' entered on British Admiralty Chart No. 3433 by the Heads of State of the two countries on 4 April 1971 (Yaoundé II Declaration) and, from that point 12 to point 'G', by the Declaration signed at Maroua on 1 June 1975;

- from point G the equitable line follows the direction indicated by points G, H (co-ordinates 8° 21' 16" east and 4° 17' north), I (7° 55' 40" east and 3° 46' north), J (7° 12' 08" east and 3° 12' 35" north), K (6° 45' 22" east and 3° 01' 05" north), and continues from K up to the outer limit of the maritime zones which international law places under the respective jurisdiction of the two Parties.

(d) That in attempting to modify unilaterally and by force the courses of the boundary defined above under (a) and (c), the Federal Republic of Nigeria has violated and is violating the fundamental principle of respect for frontiers inherited from colonization (uti possidetis juris), as well as its legal obligations concerning the land and maritime delimitation.

(e) That by using force against the Republic of Cameroon and, in particular, by militarily occupying parcels of Cameroonian territory in the area of Lake Chad and the Cameroonian peninsula of Bakassi, and by making repeated incursions throughout the length of the boundary between the two countries, the Federal Republic of Nigeria has violated and is violating its obligations under international treaty law and customary law.

(f) That the Federal Republic of Nigeria has the express duty of putting an end to its administrative and military presence in Cameroonian territory and, in particular, of effecting an immediate and unconditional evacuation of its troops from the occupied area of Lake Chad and from the Cameroonian peninsula of Bakassi and of refraining from such acts in the future.

(g) That in failing to comply with the Order for the indication of provisional measures rendered by the Court on 15 March 1996 the Federal Republic of Nigeria has been in breach of its international obligations.

(h) That the internationally wrongful acts referred to above and described in detail in the written pleadings and oral argument of the Republic of Cameroon engage the responsibility of the Federal Republic of Nigeria.

(i) That, consequently, on account of the material and moral injury suffered by the Republic of Cameroon reparation in a form to be determined by the Court is due from the Federal Republic of Nigeria to the Republic of Cameroon.

The Republic of Cameroon further has the honour to request the Court to permit it, at a subsequent stage of the proceedings, to present an assessment of the amount of compensation due to it as reparation for the injury suffered by it as a result of the internationally wrongful acts attributable to the Federal Republic of Nigeria.

The Republic of Cameroon also asks the Court to declare that the counter-claims of the Federal Republic of Nigeria are unfounded both in fact and in law, and to reject them."

On behalf of the Government of Nigeria,

"The Federal Republic of Nigeria respectfully requests that the Court should

1. as to the Bakassi Peninsula, adjudge and declare:

(a) that sovereignty over the Peninsula is vested in the Federal Republic of Nigeria;

(b) that Nigeria's sovereignty over Bakassi extends up to the boundary with Cameroon described in Chapter 11 of Nigeria's Counter-Memorial;

2. as to Lake Chad, adjudge and declare:

(a) that the proposed delimitation and demarcation under the auspices of the Lake Chad Basin Commission, not having been accepted by Nigeria, is not binding upon it;

(b) that sovereignty over the areas in Lake Chad defined in paragraph 5.9 of Nigeria's Rejoinder and depicted in Figs. 5.2 and 5.3 facing page 242 (and including the Nigerian settlements identified in paragraph 4.1 of Nigeria's Rejoinder) is vested in the Federal Republic of Nigeria;

(c) that in any event the process which has taken place within the framework of the Lake Chad Basin Commission, and which was intended to lead to an overall delimitation and demarcation of boundaries on Lake Chad, is legally without prejudice to the title to particular areas of the Lake Chad region inhering in Nigeria as a consequence of the historical consolidation of title and the acquiescence of Cameroon;

3. as to the central sectors of the land boundary, adjudge and declare:

(a) that the Court's jurisdiction extends to the definitive specification of the land boundary between Lake Chad and the sea;

(b) that the mouth of the Ebeji, marking the beginning of the land boundary, is located at the point where the north-east channel of the Ebeji flows into the feature marked 'Pond' on the map shown as Fig. 7.1 of Nigeria's Rejoinder, which location is at latitude 12º 31' 45" N, longitude 14º 13' 00" E (Adindan Datum);

(c) that subject to the interpretations proposed in Chapter 7 of Nigeria's Rejoinder, the land boundary between the mouth of the Ebeji and the point on the thalweg of the Akpa Yafe which is opposite the midpoint of the mouth of Archibong Creek is delimited by the terms of the relevant boundary instruments, namely:

(i) paragraphs 2-61 of the Thomson-Marchand Declaration, confirmed by the Exchange of Letters of 9 January 1931;

(ii) the Nigeria (Protectorate and Cameroons) Order in Council of 2 August 1946, (Section 6 (1) and the Second Schedule thereto);

(iii) paragraphs 13-21 of the Anglo-German Demarcation Agreement of 12 April 1913; and

(iv) Articles XV to XVII of the Anglo-German Treaty of 11 March 1913; and

(d) that the interpretations proposed in Chapter 7 of Nigeria's Rejoinder, and the associated action there identified in respect of each of the locations where the delimitation in the relevant boundary instruments is defective or uncertain, are confirmed;

4. as to the maritime boundary, adjudge and declare:

(a) that the Court lacks jurisdiction over Cameroon's maritime claim from the point at which its claim line enters waters claimed against Cameroon by Equatorial Guinea, or alternatively that Cameroon's claim is inadmissible to that extent;

(b) that Cameroon's claim to a maritime boundary based on the global division of maritime zones in the Gulf of Guinea is inadmissible, and that the parties are under an obligation, pursuant to Articles 74 and 83 of the United Nations Law of the Sea Convention, to negotiate in good faith with a view to agreeing on an equitable delimitation of their respective maritime zones, such delimitation to take into account, in particular, the need to respect existing rights to explore and exploit the mineral resources of the continental shelf, granted by either party prior to 29 March 1994 without written protest from the other, and the need to respect the reasonable maritime claims of third States;

(c) in the alternative, that Cameroon's claim to a maritime boundary based on the global division of maritime zones in the Gulf of Guinea is unfounded in law and is rejected;

(d) that, to the extent that Cameroon's claim to a maritime boundary may be held admissible in the present proceedings, Cameroon's claim to a maritime boundary to the west and south of the area of overlapping licenses, as shown in Fig. 10.2 of Nigeria's Rejoinder, is rejected;

(e) that the respective territorial waters of the two States are divided by a median line boundary within the Rio del Rey;

(f) that, beyond the Rio del Rey, the respective maritime zones of the parties are to be delimited by a line drawn in accordance with the principle of equidistance, until the approximate point where that line meets the median line boundary with Equatorial Guinea, i.e. at approximately 4º 6' N, 8º 30' E;

5. as to Cameroon's claims of State responsibility, adjudge and declare:

that, to the extent to which any such claims are still maintained by Cameroon, and are admissible, those claims are unfounded in fact and law; and,

6. as to Nigeria's counter-claims as specified in Part VI of Nigeria's Counter-Memorial and in Chapter 18 of Nigeria's Rejoinder, adjudge and declare:

that Cameroon bears responsibility to Nigeria in respect of each of those claims, the amount of reparation due therefor, if not agreed between the parties within six months of the date of judgment, to be determined by the Court in a further judgment."

At the end of the oral observations submitted by it with respect to the subject-matter of the intervention in accordance with Article 85, paragraph 3, of the Rules of Court, Equatorial Guinea stated inter alia:

"[W]e ask the Court not to delimit a maritime boundary between Cameroon and Nigeria in areas lying closer to Equatorial Guinea than to the coasts of the two Parties or to express any opinion which could prejudice our interests in the context of our maritime boundary negotiations with our neighbours . . . Safeguarding the interests of the third State in these proceedings means that the delimitation between Nigeria and Cameroon decided by the Court must necessarily remain to the north of the median line between Equatorial Guinea's Bioko Island and the mainland."

Geographical context (para. 30)

The Court subsequently describes the geographical context of the dispute as follows:

Cameroon and Nigeria are States situated on the west coast of Africa. Their land boundary extends from Lake Chad in the north to the Bakassi Peninsula in the south. Their coastlines are adjacent and are washed by the waters of the Gulf of Guinea.

Four States border Lake Chad: Cameroon, Chad, Niger and Nigeria. The waters of the lake have varied greatly over time.

In its northern part, the land boundary between Cameroon and Nigeria passes through hot dry plains around Lake Chad, at an altitude of about 300 m. It then passes through mountains, cultivated high ground or pastures, watered by various rivers and streams. It then descends in stages to areas of savannah and forest until it reaches the sea.

The coastal region where the southern part of the land boundary ends is the area of the Bakassi Peninsula. This peninsula, situated in the hollow of the Gulf of Guinea, is bounded by the River Akwayafe to the west and by the Rio del Rey to the east. It is an amphibious environment, characterized by an abundance of water, fish stocks and mangrove vegetation. The Gulf of Guinea, which is concave in character at the level of the Cameroonian and Nigerian coastlines, is bounded by other States, in particular by Equatorial Guinea, whose Bioko Island lies opposite the Parties' coastlines.

Historical background (paras. 31-38)

The Court then observes that the dispute between the Parties as regards their land boundary falls within an historical framework marked initially, in the nineteenth and early twentieth centuries, by the actions of the European Powers with a view to the partitioning of Africa, followed by changes in the status of the relevant territories under the League of Nations mandate system, then the United Nations trusteeships, and finally by the territories' accession to independence. This history is reflected in a number of conventions and treaties, diplomatic exchanges, certain administrative acts, maps of the period and various documents, which have been supplied to the Court by the Parties.

The delimitation of the Parties' maritime boundary is an issue of more recent origin, the history of which likewise involves various international instruments.

The Court then gives some particulars of the principal instruments which are relevant for purposes of determining the course of the land and maritime boundary between the Parties.

*

Having described the geographical and historical background to the dispute, the Court addresses the delimitation of the different sectors of the boundary between Cameroon and Nigeria. It begins by defining the boundary line in the Lake Chad area. It then determines the line from Lake Chad to the Bakassi Peninsula, before examining the question of the boundary in Bakassi and of sovereignty over the peninsula. It then addresses the question of the delimitation between the two States' respective maritime areas. The last part of the Judgment is devoted to the issues of State responsibility raised by the Parties.

Delimitation of the boundary line in the Lake Chad area (paras. 40-70)

Since Cameroon and Nigeria disagree on the existence of a definitive delimitation in the Lake Chad area, the Court first examines whether the 1919 Milner-Simon Declaration and the subsequent instruments which bear on delimitation in this area have established a frontier that is binding on the Parties. The Court subsequently addresses the argument of Nigeria based on the historical consolidation of its claimed title.

- Whether a frontier binding on the Parties has been established (paras. 41-55)

The Court recalls that Cameroon contends that the boundary in the Lake Chad area runs from the point designated by the co-ordinates 13° 05' N and 14° 05' E in a straight line to the mouth of the Ebeji. Cameroon regards the governing instruments as the Milner-Simon Declaration of 1919, and the Thomson-Marchand Declaration of 1929-1930, as incorporated in the 1931 Henderson-Fleuriau Exchange of Notes. Nigeria, on the other hand, argues that there is not a fully delimited boundary in the Lake Chad area and that, through historical consolidation of title and the acquiescence of Cameroon, Nigeria has title over the areas, including 33 named settlements, depicted in its Rejoinder.

The Court recalls that in the late nineteenth and early twentieth centuries the colonial boundaries in the Lake Chad area had been the subject of a series of bilateral agreements entered into between Germany, France and Great Britain. After the First World War a strip of territory to the east of the western frontier of the former German Cameroon became the British Mandate over the Cameroons. It was thus necessary to re-establish a boundary, commencing in the lake itself, between the newly created British and French mandates. This was achieved through the Milner-Simon Declaration of 1919, which has the status of an international agreement. By this Declaration, France and Great Britain agreed:

"to determine the frontier, separating the territories of the Cameroons placed respectively under the authority of their Governments, as it is traced on the map Moisel 1:300,000, annexed to the present declaration and defined in the description in three articles also annexed hereto".

No definite tripoint in Lake Chad could be determined from previous instruments, on the basis of which it might be located either at 13° 00' or at 13° 05' north, whilst the meridian of longitude was described simply as situated "35' east of the centre of Kukawa". These aspects were clarified and rendered more precise by the Milner-Simon Declaration, which provided:

"The frontier will start from the meeting-point of the three old British, French and German frontiers situated in Lake Chad in latitude 13° 05' N and in approximately longitude 14° 05' E of Greenwich.

Thence the frontier would be determined as follows:

1. A straight line to the mouth of the Ebeji; . . ."

The Moisel 1:300,000 map was stated to be the map "to which reference is made in the description of the frontier" and was annexed to the Declaration; a further map of the

Cameroons, scale 1:2,000,000, was attached "to illustrate the description of the . . . frontier".

The Court observes that Article 1 of the Mandate conferred on Great Britain by the League of Nations confirmed the line specified in the Milner-Simon Declaration; the entitlement provided for in the mandate, to make by mutual agreement, modest alterations to the line, either by reason of any shown inaccuracies of the Moisel map or of the interests of the inhabitants, was already provided for in the Milner-Simon Declaration. This, together with the line itself, was approved by the Council of the League of Nations. In the Court's view, these provisions in no way suggest a frontier line that is not fully delimited. The Court further considers that "delimitation on the spot of this line . . . in accordance with the provisions of the said Declaration" is a clear reference to demarcation notwithstanding the terminology chosen. Also carried forward from the Milner-Simon Declaration was the idea of a boundary commission. The anticipated detailed demarcation by this Commission equally presupposes a frontier already regarded as essentially delimited.

Although the two Mandatory Powers did not in fact "delimit on the spot" in Lake Chad or the vicinity, they did continue in various sectors of the frontier to make the agreement as detailed as possible. Thus the Thomson-Marchand Declaration of 1929-1930, later approved and incorporated in the Henderson-Fleuriau Exchange of Notes of 1931, described the frontier separating the two mandated territories in considerably more detail than hitherto. The Court considers that the fact that this Declaration and Exchange of Notes were preliminary to the future task of demarcation by a boundary commission does not mean, as Nigeria claims, that the 1931 Agreement was merely "programmatic" in nature. The Court further points out that the Thomson-Marchand Declaration, as approved and incorporated in the Henderson-Fleuriau Exchange of Notes, has the status of an international agreement. It acknowledges that the Declaration does have some technical imperfections and that certain details remained to be specified. However, it finds that the Declaration provided for a delimitation that was sufficient in general for demarcation.

Despite the uncertainties in regard to the longitudinal reading of the tripoint in Lake Chad and the location of the mouth of the Ebeji, and while no demarcation had taken place in Lake Chad before the independence of Nigeria and of Cameroon, the Court is of the view that the governing instruments show that, certainly by 1931, the frontier in the Lake Chad area was indeed delimited and agreed by Great Britain and France. It, moreover, cannot fail to observe that Nigeria was consulted during the negotiations for its independence, and again during the plebiscites that were to determine the future of the populations of the Northern and Southern Cameroons. At no time did Nigeria suggest, either so far as the Lake Chad area was concerned, or elsewhere, that the frontiers there remained to be delimited.

The Court is further of the view that the work of the Lake Chad Basin Commission (LCBC), from 1983 to 1991, affirms such an interpretation. It is unable to accept Nigeria's contention that the LCBC was from 1983 to 1991 engaged in both delimitation and demarcation. The records show that, although the term "delimitation" was used from time to time, in introducing clauses or in agenda headings, it was the term "demarcation" that was most frequently used. Moreover, the nature of the work was that of demarcation. The Court observes in this respect that the LCBC had engaged for seven years in a technical exercise of demarcation, on the basis of instruments that were agreed to

be the instruments delimiting the frontier in Lake Chad. The issues of the location of the mouth of the Ebeji, and the designation of the tripoint longitude in terms other than "approximate", were assigned to the LCBC. There is no indication that Nigeria regarded these issues as so grave that the frontier was to be viewed as "not delimited" by the designated instruments. The Court notes that as regards the land boundary southwards from the mouth of the Ebeji, Nigeria accepts that the designated instruments defined the boundary, but that certain uncertainties and defects should be confirmed and cured. In the view of the Court Nigeria followed this same approach in participating in the demarcation work of the LCBC from 1984 to 1990.

The Court agrees with the Parties that Nigeria is not bound by the Marking Out Report. Nonetheless, this finding of law implies neither that the governing legal instruments on delimitation were put in question, nor that Nigeria did not continue to be bound by them. In sum, the Court finds that the Milner-Simon Declaration of 1919, as well as the 1929-1930 Thomson-Marchand Declaration as incorporated in the Henderson-Fleuriau Exchange of Notes of 1931, delimit the boundary between Cameroon and Nigeria in the Lake Chad area. The map attached by the parties to the Exchange of Notes is to be regarded as an agreed clarification of the Moisel map. The Lake Chad border area is thus delimited, notwithstanding that there are two questions that remain to be examined by the Court, namely the precise location of the longitudinal co-ordinate of the Cameroon-Nigeria-Chad tripoint in Lake Chad and the question of the mouth of the Ebeji.

- Co-ordinates of Cameroon-Nigeria-Chad tripoint and Ebeji mouth (paras. 56-61)

Cameroon, while accepting that the Report of the Marking Out of the International Boundaries in the Lake Chad is not binding on Nigeria, nonetheless asks the Court to find that the proposals of the LCBC as regards the tripoint and the mouth of the Ebeji "constitut[e] an authoritative interpretation of the Milner-Simon Declaration and the Thomson-Marchand Declaration, as confirmed by the Exchange of Letters of 9 January 1931".

The Court finds that it cannot accept this request. At no time was the LCBC asked to act by the successors to those instruments as their agent in reaching an authoritative interpretation of them. Moreover, the very fact that the outcome of the technical demarcation work was agreed in March 1994 to require adoption under national laws indicates that it was in no position to engage in "authoritative interpretation" sua sponte.

However, having examined the Moisel map annexed to the Milner-Simon Declaration of 1919 and the map attached to the Henderson-Fleuriau Exchange of Notes of 1931, the Court reaches the same conclusions as the LCBC and considers that the longitudinal co-ordinate of the tripoint is situated at 14° 04' 59"9999 longitude east, rather than at "approximately" 14° 05'. In the Court's view, the minimal difference between these two specifications confirms, moreover, that this never presented an issue so significant as to leave the frontier in this area undetermined.

The Court then takes note of the fact that the text of the Thomson-Marchand Declaration of 1929-1930, incorporated in 1931 in the Henderson-Fleuriau Exchange of Notes, refers to "the mouth of the Ebeji". The Court considers that the text of the above instruments as well as the Moisel map annexed to the Milner-Simon Declaration and the map attached to the Henderson-Fleuriau Exchange of Notes show that the parties only

envisaged one mouth. The Court further notes that the co-ordinates for the mouth of the Ebeji in the area just north of the site indicated as that of Wulgo, as calculated on the two maps, are strikingly similar. Moreover these co-ordinates are identical with those used by the LCBC when, in reliance on those same maps, it sought to locate the mouth of the Ebeji as it was understood by the parties in 1931. The point there identified is north both of the "mouth" suggested by Cameroon for the western channel in its alternative argument and of the "mouth" proposed by Nigeria for the eastern channel. On the basis of the above factors, the Court concludes that the mouth of the Ebeji, as referred to in the instruments confirmed in the Henderson-Fleuriau Exchange of Notes of 1931, lies at 14° 12' 12" longitude east and 12° 32' 17" latitude north. From this point the frontier must run in a straight line to the point where the River Ebeji bifurcates into two branches, the Parties being in agreement that that point lies on the boundary. The geographical co-ordinates of that point are 14° 12' 03" longitude east and 12° 30' 14" latitude north.

- Historical consolidation of title claimed by Nigeria (paras. 62-70)

The Court then turns to Nigeria's claim based on its presence in certain areas of Lake Chad. It recalls that Nigeria claims sovereignty over areas in Lake Chad which include certain named villages. Nigeria explains that these villages have been established either on what is now the dried up lake bed, or on islands which are surrounded by water perennially or on locations which are islands in the wet season only. Nigeria contends that its claim rests on three bases, which each apply both individually and jointly and one of which would be sufficient on its own:

"(1) long occupation by Nigeria and by Nigerian nationals constituting an historical consolidation of title;

(2) effective administration by Nigeria, acting as sovereign and an absence of protest; and

(3) manifestations of sovereignty by Nigeria together with the acquiescence by Cameroon in Nigerian sovereignty over Darak and the associated Lake Chad villages".

For its part, Cameroon contends that, as the holder of a conventional territorial title to the disputed areas, it does not have to demonstrate the effective exercise of its sovereignty over those areas, since a valid conventional title prevails over any effectivités to the contrary.

The Court first observes that the work of the LCBC was intended to lead to an overall demarcation of a frontier already delimited. Although the result of the demarcation process is not binding on Nigeria, that fact has no legal implication for the pre-existing frontier delimitation. It necessarily follows that Nigeria's claim based on the theory of historical consolidation of title and on the acquiescence of Cameroon must be assessed by reference to this initial determination of the Court. During the oral pleadings Cameroon's assertion that Nigerian effectivités were contra legem was dismissed by Nigeria as "completely question-begging and circular". The Court notes, however, that now that it has made its findings that the frontier in Lake Chad was delimited long before the work of the LCBC began, it necessarily follows that any Nigerian effectivités are indeed to be evaluated for their legal consequences as acts contra legem.

The Court then points out that the theory of historical consolidation is highly controversial and cannot replace the established modes of acquisition of title under international law, which take into account many other important variables of fact and law. Moreover, the facts and circumstances put forward by Nigeria concern a period of some 20 years, which is in any event far too short, even according to the theory relied on by it. The Court concludes that Nigeria's arguments on this point cannot therefore be upheld.

The Court observes that some of Nigeria's activities - the organization of public health and education facilities, policing, the administration of justice - could, as argued by it, normally be considered to be acts à titre de souverain. The Court notes, however, that, as there was a pre-existing title held by Cameroon in this area of the lake, the pertinent legal test is whether there was thus evidenced acquiescence by Cameroon in the passing of title from itself to Nigeria.

The Court observes that it has already ruled on a number of occasions on the legal relationship between "effectivités" and titles. In the Frontier Dispute (Burkina Faso/Republic of Mali), it pointed out that in this regard "a distinction must be drawn among several eventualities", stating inter alia that:

"Where the act does not correspond to the law, where the territory which is the subject of the dispute is effectively administered by a State other than the one possessing the legal title, preference should be given to the holder of the title. In the event that the effectivité does not co-exist with any legal title, it must invariably be taken into consideration." (I.C.J. Reports 1986, p. 587, para. 63.) (See also Territorial Dispute (Libyan Arab Jamahiriya/Chad), I.C.J. Reports 1994, pp. 75-76, para. 38.)

The Court points out that it is this first eventuality here envisaged, and not the second, which corresponds to the situation obtaining in the present case. Thus Cameroon held the legal title to territory lying to the east of the boundary as fixed by the applicable instruments. Hence the conduct of Cameroon in that territory has pertinence only for the question of whether it acquiesced in the establishment of a change in treaty title, which cannot be wholly precluded as a possibility in law.

The Court further finds that the evidence presented to it as reflected in the case file, shows that there was no acquiescence by Cameroon in the abandonment of its title in the area in favour of Nigeria. It therefore concludes that the situation was essentially one where the effectivités adduced by Nigeria did not correspond to the law, and that accordingly "preference should be given to the holder of the title".

Accordingly, the Court concludes that, as regards the settlements situated to the east of the frontier confirmed in the Henderson-Fleuriau Exchange of Notes of 1931, sovereignty has continued to lie with Cameroon.

The course of the land boundary from Lake Chad to the Bakassi Peninsula (paras. 71-192)

Having examined the question of the delimitation in the area of Lake Chad, the Court then considers the course of the land boundary from Lake Chad to the Bakassi Peninsula.

- Relevant instruments and task of the Court (paras. 72-86)

After summarizing the arguments of the Parties, the Court notes that Cameroon and Nigeria agree that the land boundary between their respective territories from Lake Chad onwards has already been delimited, partly by the Thomson-Marchand Declaration incorporated in the Henderson-Fleuriau Exchange of Notes of 1931, partly by the British Order in Council of 2 August 1946 and partly by the Anglo-German Agreements of 11 March and 12 April 1913. The Court likewise notes that, with the exception of the provisions concerning Bakassi contained in Articles XVIII et seq. of the Anglo-German Agreement of 11 March 1913, Cameroon and Nigeria both accept the validity of the four above-mentioned legal instruments which effected this delimitation. The Court finds that it will therefore not be required to address these issues further in relation to the sector of the boundary from Lake Chad to the point defined in fine in Article XVII of the Anglo-German Agreement of March 1913. It will, however, have to return to them in regard to the sector of the land boundary situated beyond that point, in the part of its Judgment dealing with the Bakassi Peninsula.

The Court points out that independently of the issues which have just been mentioned, a problem has continued to divide the Parties in regard to the land boundary. It concerns the nature and extent of the role which the Court is called upon to play in relation to the sectors of the land boundary in respect of which there has been disagreement between the Parties at various stages of the proceedings, either on the ground that the relevant instruments of delimitation were claimed to be defective or because the interpretation of those instruments was disputed. The Court notes that, while the positions of the Parties on this issue have undergone a significant change and have clearly become closer in the course of the proceedings, they still appear unable to agree on what the Court's precise task should be in this regard.

The Parties have devoted lengthy arguments to the difference between delimitation and demarcation and to the Court's power to carry out one or other of these operations. The Court observes that, as noted by it in the case concerning the Territorial Dispute (Libyan Arab Jamahiriya/Chad) (I.C.J. Reports 1994, p. 28, para. 56), the delimitation of a boundary consists in its "definition", whereas the demarcation of a boundary, which presupposes its prior delimitation, consists of operations marking it out on the ground. In the present case, the Parties have acknowledged the existence and validity of the instruments whose purpose was to effect the delimitation between their respective territories; moreover, both Parties have insisted time and again that they are not asking the Court to carry out demarcation operations, for which they themselves will be responsible at a later stage. The Court's task is thus neither to effect a delimitation de novo of the boundary nor to demarcate it.

The task which Cameroon referred to the Court in its Application is "to specify definitively" (emphasis added by the Court) the course of the land boundary as fixed by the relevant instruments of delimitation. In the Court's views' since the land boundary has already been delimited by various legal instruments, it is indeed necessary, in order to specify its course definitively, to confirm that those instruments are binding on the Parties and are applicable. However, contrary to what Cameroon appeared to be arguing at certain stages in the proceedings, the Court cannot fulfil the task entrusted to it in this case by limiting itself to such confirmation. Thus, when the actual content of these instruments is the subject of dispute between the Parties, the Court, in order to specify the course of the boundary in question definitively, is bound to examine them more closely. The dispute between Cameroon and Nigeria over certain points on the land boundary between Lake

Chad and Bakassi is in reality simply a dispute over the interpretation or application of particular provisions of the instruments delimiting that boundary. It is this dispute which the Court will undertake to settle. In order to do so, the Court addresses in succession each of the points in dispute.

- Limani (paras. 87-91)

The Court notes that in the Limani area the interpretation of the Thomson-Marchand Declaration raises difficulties in that it simply refers to "a river" in this area, whereas there are in fact several river channels between the Agzabame marsh and the "confluence at about 2 kilometres to the north-west [of the village of Limanti (Limani)]" (para. 14 of the Declaration).

A careful study of the wording of the Thomson-Marchand Declaration and of the map and other evidence provided by the Parties leads the Court to the following conclusions. In the first place, the Court observes that the second channel from the north, proposed by Cameroon as the course of the boundary, is unacceptable. The southern channel proposed by Nigeria poses other problems. The Court cannot therefore accept this channel either. The Court notes, however, that the river has another channel, called Nargo on DOS sheet "Ybiri N.W.", reproduced at page 23 of the atlas annexed to Nigeria's Rejoinder, which meets the conditions specified in the Thomson-Marchand Declaration. Accordingly, the Court concludes that the "river" mentioned in paragraph 14 of the Thomson-Marchand Declaration is the channel running between Narki and Tarmoa, and that from the Agzabame marsh the boundary must follow that channel to its confluence with the Ngassaoua River.

- The Keraua (Kirewa or Kirawa) River (paras. 92-96)

The Court notes that, in the area of the Keraua (Kirewa or Kirawa) River, the interpretation of paragraph 18 of the Thomson-Marchand Declaration raises difficulties, since the wording of this provision merely makes the boundary follow "the Keraua", whereas at this point that river splits into two channels: a western channel and an eastern channel. The Court finds that its task is thus to identify the channel which the boundary is to follow pursuant to the Thomson-Marchand Declaration.

After rejecting some of each of the Parties' contentions, the Court notes that according to the Moisel map the boundary runs, as Nigeria maintains, just to the east of two villages called Schriwe and Ndeba, which are on the site now occupied by the villages of Chérivé and Ndabakora, and which the map places on Nigerian territory. Only the eastern channel meets this condition. The Court accordingly concludes that paragraph 18 of the Thomson-Marchand Declaration must be interpreted as providing for the boundary to follow the eastern channel of the Keraua River.

- The Kohom River (paras. 97-102)

The Court notes that the initial problem posed by paragraph 19 of the Thomson-Marchand Declaration consists in the identification of the course of the River Kohom, along which the boundary is to pass. After a detailed study of the map evidence available to it, the Court reaches the conclusion that, as Nigeria contends, it is indeed the River Bogaza which has its source in Mount Ngosi, and not the River Kohom. The Court's task

is accordingly to determine where the drafters of the Thomson-Marchand Declaration intended the boundary to run in this area when they described it as following the course of a river called "Kohom".

In order to locate the course of the Kohom, the Court first examines the text of the Thomson-Marchand Declaration, finding that it does not provide a decisive answer. The Court points out that it therefore had to have recourse to other means of interpretation. Thus it has carefully examined the sketch-map prepared in March 1926 by the French and British officials which served as the basis for the drafting of paragraphs 18 and 19 of the Thomson-Marchand Declaration. The Court finds that it is able to determine, on the basis of a comparison of the indications provided by the sketch-map with the maps provided by the Parties, that the Kohom whose course the Thomson-Marchand Declaration provides for the boundary to follow is that indicated by Cameroon. It notes, however, that the boundary line claimed by Cameroon in this area runs on past the source of the river which the Court has identified as the Kohom. Nor does the Court consider that it can disregard the fact that the Thomson-Marchand Declaration expressly provides that the boundary must follow a river which has its source in Mount Ngosi. In order to comply with the Thomson-Marchand Declaration, it is therefore necessary to join the source of the River Kohom, as identified by the Court, to the River Bogaza, which rises on Mount Ngosi. The Court accordingly concludes that paragraph 19 of the Thomson-Marchand Declaration should be interpreted as providing for the boundary to follow the course of the River Kohom, as identified by the Court, as far as its source at 13° 44' 24" longitude east and 10° 59' 09" latitude north, and then to follow a straight line in a southerly direction until it reaches the peak shown as having an elevation of 861 m on the 1:50,000 map in Figure 7.8 at page 334 of Nigeria's Rejoinder and located at 13° 45' 45" longitude east and 10° 59' 45" latitude north, before following the River Bogaza in a south-westerly direction as far as the summit of Mount Ngosi.

- The watershed from Ngosi to Humsiki (Roumsiki)/Kamale/Turu (the Mandara Mountains) (paras. 103-114)

The Court notes that the problem in the area between Ngosi and Humsiki derives from the fact that Cameroon and Nigeria apply the provisions of paragraphs 20 to 24 of the Thomson-Marchand Declaration in different ways. In this sector of the boundary the Court's task is thus to determine the course of the boundary by reference to the terms of the Thomson-Marchand Declaration, that is to say by reference essentially to the crest line, to the line of the watershed and to the villages which are to lie to either side of the boundary. The Court addresses this question section by section, and concludes that in the area between Ngosi and Humsiki the boundary follows the course described by paragraphs 20 to 24 of the Thomson-Marchand Declaration as clarified by the Court.

- From Mount Kuli to Bourha/Maduguva (incorrect watershed line on Moisel's map) (paras. 115-119)

The Court notes that the text of paragraph 25 of the Thomson-Marchand Declaration, on the application of which the two Parties disagree, provides quite expressly that the boundary is to follow "the incorrect line of the watershed shown by Moisel on his map". Since the authors of the Declaration prescribed a clear course for the boundary, the Court cannot deviate from that course.

From careful study of the Moisel map the Court concludes that paragraph 25 of the Thomson-Marchand Declaration should be interpreted as providing for the boundary to run from Mount Kuli to the point marking the beginning of the "incorrect line of the watershed", located at 13° 31' 47" longitude east and 10° 27' 48" latitude north, having reached that point by following the correct line of the watershed. Then, from that point, the boundary follows the "incorrect line of the watershed" to the point marking the end of that line, located at 13° 30' 55" longitude east and 10° 15' 46" latitude north. Between these two points the boundary follows the course indicated on the map annexed to this Judgment, which was prepared by the Court by transposing the "incorrect line of the watershed" from the Moisel map to the first edition of sheet "Uba N.E." of the DOS 1:50,000 map of Nigeria. From this latter point, the boundary will again follow the correct line of the watershed in a southerly direction.

- Kotcha (Koja) (paras. 120-124)

The Court finds that, in the Kotcha area, the difficulty derives solely from the fact, as Nigeria recognizes, that the Nigerian village of Kotcha has spread over onto the Cameroonian side of the boundary. As the Court has already had occasion to point out in regard to the village of Turu, it has no power to modify a delimited boundary line, even in a case where a village previously situated on one side of the boundary has spread beyond it. It is instead up to the Parties to find a solution to any resultant problems, with a view to respecting the rights and interests of the local population.

The Court accordingly concludes that the boundary in the Kotcha area, as described in paragraphs 26 and 27 of the Thomson-Marchand Declaration, follows the line of the watershed, including where it passes close to the village of Kotcha, the cultivated land lying on the Cameroonian side of the watershed remaining on Cameroonian territory.

- Source of the Tsikakiri River (paras. 125-129)

The Court notes that the interpretation of paragraph 27 of the Thomson-Marchand Declaration poses problems because the Tsikakiri River has more than one source, whereas the Declaration simply states that the boundary passes through "the source" of the Tsikakiri without providing any indication as to which source is to be chosen.

The Court observes that it may reasonably be assumed that the drafters of the Declaration, in referring to the source of the Tsikakiri, intended to designate a point which could be readily identified, both on maps and on the ground and notes that one of the sources of the Tsikakiri, namely the one having the highest elevation, stands out from the others. It accordingly concludes that, in the area referred to in paragraph 27 of the Thomson-Marchand Declaration, the boundary starts from a point having co-ordinates 13° 17' 50" longitude east and 10° 03' 32" latitude north, which is located in the vicinity of Dumo. From there, the boundary runs in a straight line to the point which the Court has identified as the "source of the Tsikakiri" as referred to in the Declaration, and then follows that river.

- From Beacon 6 to Wamni Budungo (paras. 130-134)

The Court notes that the interpretation of paragraphs 33 and 34 of the Thomson-Marchand Declaration raises a problem in that those provisions describe the line of the boundary as passing through three beacons of which at least two have now disappeared.

After careful study of the text of the Anglo-German Agreement of 1906 and the cartographic material provided by the Parties in order to discover the location of these three beacons, the Court concludes that paragraphs 33 and 34 of the Thomson-Marchand Declaration must be interpreted as providing for the boundary to pass through the points having the following co-ordinates: 12° 53' 15" longitude east and 9° 04' 19" latitude north; 12° 51' 55" longitude east and 9° 01' 03" latitude north; and 12° 49' 22" longitude east and 8° 58' 18" latitude north.

- Maio Senche (paras. 135-139)

The Court notes that, in the Maio Senche area, covered by paragraph 35 of the Thomson-Marchand Declaration, the difficulty lies in identifying the line of the watershed, of which the two Parties have proposed differing cartographic representations.

After studying the cartographic material provided to it by the Parties, the Court observes that the watershed line passes, as Nigeria contends, between the basin of the Maio Senche and that of the two rivers to the south.

- Jimbare and Sapeo (paras. 140-146)

The Court notes that the interpretation of paragraphs 35 to 38 of the Thomson-Marchand Declaration poses problems, since the description of the boundary therein appears both to contain a series of material errors and, in certain places, to contradict the representation of that boundary on the 1931 map appended to the Declaration. The Court notes, however, that, as regards the area to the north of Nananoua as referred to in paragraph 36 of the Thomson-Marchand Declaration, the Parties agree that the rivers whose courses form the boundary are the Leinde and the Sassiri. Similarly, the cartographic representations of this section of the boundary proposed by the Parties correspond in every respect. To the south of Nananoua, on the other hand, there is no agreement between Cameroon and Nigeria.

The Court concludes, first, that paragraphs 35 and 36 of the Thomson-Marchand Declaration must be interpreted as providing for the boundary to pass over Hosere Bila, which it has identified as the "south peak of the Alantika Mountains" referred to in paragraph 35, and then from that point along the River Leinde and the River Sassiri "as far as the confluence with the first stream coming from the Balakossa Range". It further concludes that paragraphs 37 and 38 of the Thomson-Marchand Declaration must be interpreted as providing for the boundary to follow the course described in paragraph 1 of the Logan-Le Brun procès-verbal, as shown by Nigeria in Figures 7.15 and 7.16 at pages 346 and 350 of its Rejoinder.

- Noumberou-Banglang (paras. 147-152)

The Court notes that the final part of paragraph 38 of the Thomson-Marchand Declaration poses problems of interpretation in that it contains fundamental errors of a material nature; it further notes that it is, however, only the part of the boundary situated to

the south of the source of the Noumberou which poses any problem. To the north of that point, Cameroon and Nigeria agree that the boundary should follow the course of the Noumberou. The course of the boundary shown on the Cameroonian and Nigerian maps confirm that agreement.

The Court considers that, to the south of the source, it is the boundary line proposed by Nigeria which is to be preferred. That line is moreover more favourable to Cameroon than the line shown on its own maps, and Cameroon has not opposed it. The Court accordingly concludes that the final part of paragraph 38 of the Thomson-Marchand Declaration must be interpreted as providing for the boundary to follow the course of the River Noumberou as far as its source, and then from that point to run in a straight line as far as Hosere Tapere as identified by the Court.

- Tipsan (paras. 153-155)

The Court observes that at the hearings the Parties agreed that the boundary must follow a line running parallel to the Fort Lamy-Baré road some 2 km to the west thereof, as paragraph 41 of the Thomson-Marchand Declaration provides. The Court takes note of that agreement. However, the Court considers that, in order to remove any doubt, it should identify the terminal point of this section of the boundary - namely the point situated on the Mayo Tipsal "2 kilometres to the south-west of the point at which the road crosses said Mayo Tipsal" - as corresponding to the co-ordinates 12° 12' 45" longitude east and 7° 58' 49" latitude north.

- Crossing the Maio Yin (paras. 156-160)

The Court confirms that the boundary in the area where it crosses the Maio Yin follows the course described in paragraphs 48 and 49 of the Thomson-Marchand Declaration.

- The Hambere Range area (paras. 161-168)

The Court notes that paragraphs 60 and 61 of the Thomson-Marchand Declaration raise problems of interpretation, since they provide for the boundary to pass over "a fairly prominent peak" without any further clarification and the Parties have differing views as to the location of that peak.

The Court observes that paragraphs 60 and 61 contain a number of indications which are helpful in locating the "fairly prominent, pointed peak" referred to therein. Having studied with the greatest care the maps provided by the Parties, the Court concludes that paragraph 60 of the Thomson-Marchand Declaration must be interpreted as providing for the boundary to follow the line of the watershed through the Hosere Hambere or Gesumi, as shown on sheet NB-32-XVIII-3a-3b of the 1955 IGN 1:50,000 map of Cameroon, produced in the proceedings by Nigeria, as far as the foot of Tamnyar Peak, which the Court has identified as the "fairly prominent, pointed peak" referred to in the Declaration.

- From the Hambere Range to the Mburi River (Lip and Yang) (paras. 169-179)

The Court notes that the interpretation of the Order in Council of 1946 raises two fundamental difficulties in the area between the "fairly prominent pointed peak" referred to

in the Thomson-Marchand Declaration and the River Mburi. The first lies in joining up the lines prescribed by the two texts and, in particular, in identifying the peak described in the Order in Council as "prominent", without further clarification. The second consists in determining the course of the boundary beyond that point.

The Court observes that, while unable to designate a specific peak, it has nonetheless been able to identify the crest line of which that peak must form part. This crest begins at the point where the watershed through the Hosere Hambere turns suddenly to the south at the locality named Galadima Wanderi on Figure 7.37 in Nigeria's Rejoinder, then runs due south until it approaches the point named Tonn Hill on that same Figure. The intention of the drafters of the Order in Council was to have the boundary follow this crest line. As a result, what the Court finds it has to do is to trace a line joining the peak referred to in paragraph 60 of the Thomson-Marchand Declaration, namely Tamnyar Peak, to that crest line. The Court points out that the watershed through the Hosere Hambere, on which Tamnyar Peak lies, extends naturally as far as the crest line marking the former Franco-British frontier, starting point of the sector of the boundary delimited by the 1946 Order in Council. It is thus possible to link the boundary sectors delimited by the two texts by following, from Tamnyar Peak, that watershed as represented on sheet NB-32-XVIII-3a-3b of the 1955 IGN 1:50,000 map of Cameroon, produced in the proceedings by Nigeria.

The Court then addresses the question of the course of the boundary from that crest line. It observes that the 1946 Order in Council contains a great deal of information on the course of the boundary in this area. After carefully study of the maps provided to it by the Parties, the Court concludes that, from east to west, the boundary first follows the watershed line through the Hosere Hambere from Tamnyar Peak to the point where that line reaches the crest line marking the former Franco-British frontier. In accordance with the 1946 Order in Council, the boundary then follows this crest line southward, then west-south-west to the source of the River Namkwer and then follows the course of that river to its confluence with the River Mburi, 1 mile north of Nyan. From that point, the boundary follows the course of the River Mburi. It first runs northwards for a distance of approximately 2 km, and then takes a south-westerly course for some 3 km and then west-north-west along a stretch where the river is also called the Maven or the Ntem. Then, some 2 km further on, it turns to run due north where the River Mburi is also called the Manton or Ntem.

- Bissaula-Tosso (paras. 180-184)

The Court notes that the problem in the Bissaula-Tosso area consists in determining which tributary of the River Akbang crosses the Kentu-Bamenda road and is thus the tributary which the Order in Council provides for the boundary to follow.

The Court concludes that the 1946 Order in Council should be interpreted as providing for the boundary to run through the point where the southern tributary of the River Akbang, as identified by the Court, crosses the Kentu-Bamenda road, and then from that point along the southern tributary until its junction with the River Akbang.

- The Sama River (paras. 185-189)

The Court notes that the interpretation of the Order in Council poses problems in regard to the River Sama, since the river has two tributaries, and hence two places where it

"divides into two" as the Order in Council prescribes, but the Order does not specify which of those two places is to be used in order to determine the course of the boundary.

The Court finds that a reading of the text of the Order in Council of 1946 permits it to conclude that this Order must be interpreted as providing for the boundary to run up the River Sama to the confluence of its first tributary, that being the point, with co-ordinates 10° 10' 23" longitude east and 6° 56' 29" latitude north, which the Court has identified as the one specified in the Order in Council where the River Sama "divides into two"; and then, from that point, along a straight line to the highest point of Mount Tosso.

Boundary in Bakassi and question of sovereignty over the Peninsula (paras. 193-225)

Having recalled each of the Parties' final submissions, the Court notes that according to Cameroon the Anglo-German Agreement of 11 March 1913 fixed the course of the boundary between the Parties in the area of the Bakassi Peninsula, placing the latter on the German side of the boundary. Cameroon relies for this purpose on Articles XVIII to XXI of the said Agreement, and adds that hence, when Cameroon and Nigeria acceded to independence, this boundary became that between the two countries, successor States to the colonial powers and bound by the principle of uti possidetis. The Court further notes that Nigeria, for its part, does not contest that the meaning of these provisions was to allocate the Bakassi Peninsula to Germany. It does, however, insist that the said terms were never put into effect, and indeed were invalid on various grounds, though the other Articles of the Agreement of 11 March 1913 remained valid. Nigeria contends rather, that the title to sovereignty over Bakassi on which it relies was originally vested in the Kings and Chiefs of Old Calabar. It considers that, the Treaty of Protection signed on 10 September 1884 between Great Britain and the Kings and Chiefs of Old Calabar only conferred certain limited rights on Great Britain; in no way did it transfer sovereignty to Britain over the territories of the Kings and Chiefs of Old Calabar. Nigeria argues that, since Great Britain did not have sovereignty over those territories in 1913, it could not cede them to a third party. The Court notes in this connection that, in Cameroon's view, the treaty signed on 10 September 1884 between Great Britain and the Kings and Chiefs of Old Calabar established a "colonial protectorate" and, "in the practice of the period, there was little fundamental difference at international level, in terms of territorial acquisition, between colonies and colonial protectorates". According to Cameroon substantive differences between the status of colony and that of a colonial protectorate were matters of the national law of the colonial Powers rather than of international law. The key element of the colonial protectorate was the "assumption of external sovereignty by the protecting State", which manifested itself principally through "the acquisition and exercise of the capacity and power to cede part of the protected territory by international treaty, without any intervention by the population or entity in question".

The Court begins by observing that during the era of the Congress of Berlin the European Powers entered into many treaties with local rulers, and that Great Britain concluded some 350 treaties with the local chiefs of the Niger delta. Among these were the treaties concluded in July 1884 with the Kings and Chiefs of Opobo and, in September 1884, with the Kings and Chiefs of Old Calabar. The latter Treaty did not specify the territory to which the British Crown was to extend "gracious favour and protection", nor did it indicate the territories over which each of the Kings and Chiefs signatory to the Treaty exercised his powers. In the view of the Court, Great Britain had,

however, a clear understanding of the area ruled at different times by the Kings and Chiefs of Old Calabar, and of their standing.

Nigeria has contended that the very title of the 1884 Treaty and the reference in Article I to the undertaking of "protection", shows that Britain had no entitlement to do more than protect, and in particular had no entitlement to cede the territory concerned to third States: "nemo dat quod non habet". The Court in this respect calls attention to the fact that the international legal status of a "Treaty of Protection" entered into under the law obtaining at the time cannot be deduced from its title alone. Some treaties of protection were entered into with entities which retained thereunder a previously existing sovereignty under international law. This was the case whether the protected party was henceforth termed "protectorat"or "a protected State". In sub-Saharan Africa, treaties termed "treaties of protection" were entered into not with States, but rather with important indigenous rulers exercising local rule over identifiable areas of territory. In relation to a treaty of this kind in another part of the world, Max Huber, sitting as sole arbitrator in the Island of Palmas case, explained that such a treaty

"is not an agreement between equals; it is rather a form of internal organisation of a colonial territory, on the basis of autonomy of the natives . . . And thus suzerainty over the native States becomes the basis of territorial sovereignty as towards other members of the community of nations." (RIIA, Vol. II, pp. 858-859.)

The Court observes that these concepts also found expression in the Western Sahara Advisory Opinion. There the Court stated that in territories that were not terra nullius, but were inhabited by tribes or people having a social and political organization, "agreements concluded with local rulers . . . were regarded as derivative roots of title" (Western Sahara, Advisory Opinion, I.C.J. Reports 1975, p. 39, para. 80). The Court points out that even if this mode of acquisition does not reflect current international law, the principle of intertemporal law requires that the legal consequences of the treaties concluded at that time in the Niger delta be given effect today, in the present dispute.

In the view of the Court many factors point to the 1884 Treaty signed with the Kings and Chiefs of Old Calabar as not establishing an international protectorate. Nigeria itself has been unable to point to any role, in matters relevant to the present case, played by the Kings and Chiefs of Old Calabar after the conclusion of the 1884 Treaty. The Court further notes that a characteristic of an international protectorate is that of ongoing meetings and discussions between the protecting Power and the Rulers of the Protectorate. In the present case the Court was informed that "Nigeria can neither say that no such meetings ever took place, or that they did take place . . . the records which would enable the question to be answered probably no longer exist . . ." The Court also notes that there is no reference to Old Calabar in any of the various British Orders in Council, of whatever date, which list protectorates and protected States. Moreover, the Court has been presented with no evidence of any protest in 1913 by the Kings and Chiefs of Old Calabar; nor of any action by them to pass territory to Nigeria as it emerged to independence in 1960. The Court thus concludes that, under the law at the time, Great Britain was in a position in 1913 to determine its boundaries with Germany in respect of Nigeria, including in the southern section.

The Court then examines the treatment, in the period 1913 to 1960, of the southern sector of the boundary as defined by the Anglo-German Agreement of 11 March 1913.

Cameroon contends that the mandate and trusteeship period, and the subsequent independence process, show recognition on the part of the international community of Cameroon's attachment to the Bakassi Peninsula. Nigeria for its part argues that, at all times while the 1884 Treaty remained in force, Great Britain continued to lack power to give Bakassi away. As such, it claims that no amount of British activity in relation to Bakassi in the mandate or trusteeship periods could have severed Bakassi from the Nigeria protectorate.

The Court notes that after the First World War Germany renounced its colonial possessions. Under the Versailles Treaty the German possessions of Cameroon were divided between Great Britain and France. In 1922 Great Britain accepted the mandate of the League of Nations for "that part [of the former German colony] of the Cameroons which lay to the west of the line laid down in the [Milner-Simon] Declaration signed on the 10th July, 1919". Bakassi was necessarily comprised within the mandate. When, after the Second World War and the establishment of the United Nations, the mandate was converted to a trusteeship, the territorial situation remained exactly the same. Thus for the entire period from 1922 until 1961 (when the Trusteeship was terminated), Bakassi was comprised within British Cameroon. The boundary between Bakassi and Nigeria, notwithstanding the administrative arrangements, remained an international boundary.

The Court is unable to accept Nigeria's contention that until its independence in 1961, and notwithstanding the Anglo-German Agreement of 11 March 1913, the Bakassi Peninsula had remained under the sovereignty of the Kings and Chiefs of Old Calabar. Neither the League of Nations nor the United Nations considered that to be the position. Equally, the Court observes that it has seen no evidence that Nigeria thought that upon independence it was acquiring Bakassi from the Kings and Chiefs of Old Calabar. Nigeria itself raised no query as to the extent of its territory in this region upon attaining independence. The Court notes in particular that there was nothing which might have led Nigeria to believe that the plebiscite which took place in the Southern Cameroons in 1961 under United Nations supervision did not include Bakassi. The Court further observes that this frontier line was acknowledged in turn by Nigeria when it voted in favour of General Assembly resolution 1608 (XV), which both terminated the Trusteeship and approved the results of the plebiscite. Shortly after, in Note Verbale No. 570 of 27 March 1962 addressed to Cameroon, Nigeria referred to certain oil licensing blocks. A sketch-map was appended to the Note, from which it is clear that the block "N" referred to lay directly south of the Bakassi Peninsula. The block was described as offshore Cameroon. This common understanding of where title lay in Bakassi continued through until the late-1970s, when the Parties were engaging in discussions on their maritime frontier. The Court finds that it is clear from the ensuing discussions and agreements that the Parties took it as a given that Bakassi belonged to Cameroon. Nigeria, drawing on the full weight of its experts as well as its most senior political figures, understood Bakassi to be under Cameroon sovereignty. Accordingly, the Court finds that at that time Nigeria accepted that it was bound by Articles XVIII to XXII of the Anglo-German Agreement of 11 March 1913, and that it recognized Cameroonian sovereignty over the Bakassi Peninsula. In the view of the Court, this common understanding of the Parties is also reflected by the geographic pattern of the oil concessions granted by the two Parties up to 1991. The Court further takes account of certain formal requests up until the 1980s submitted by the Nigerian Embassy in Yaoundé, or by the Nigerian consular authorities, before going to visit their nationals residing in Bakassi.

For all of these reasons the Court finds that the Anglo-German Agreement of 11 March 1913 was valid and applicable in its entirety.

The Court then turns to further claims to Bakassi relied on by Nigeria. Nigeria advances "three distinct but interrelated bases of title over the Bakassi Peninsula":

"(i) Long occupation by Nigeria and by Nigerian nationals constituting an historical consolidation of title and confirming the original title of the Kings and Chiefs of Old Calabar, which title vested in Nigeria at the time of independence in 1960;

(ii) peaceful possession by Nigeria, acting as sovereign, and an absence of protest by Cameroon; and

(iii) manifestations of sovereignty by Nigeria together with acquiescence by Cameroon in Nigerian sovereignty over the Bakassi Peninsula."

Nigeria particularly emphasizes that the title on the basis of historical consolidation, together with acquiescence, in the period since the independence of Nigeria, "constitutes an independent and self-sufficient title to Bakassi". Cameroon for its part argues that a legal treaty title cannot be displaced by what in its view amounts to no more than a number of alleged effectivités.

The Court first recalls its finding above regarding the claim to an ancient title to Bakassi derived from the Kings and Chiefs of Old Calabar. It observes that it follows therefrom that at the time of Nigeria's accession to independence there existed no Nigerian title capable of being confirmed subsequently by "long occupation". On the contrary, on the date of its independence Cameroon succeeded to title over Bakassi as established by the Anglo-German Agreement of 11 March 1913. The Court also finds that invocation of the theory of consolidation of historic titles cannot in any event vest title to Bakassi in Nigeria, where its "occupation" of the peninsula is adverse to Cameroon's prior treaty title and where, moreover, the possession has been for a limited period.

The Court then deals with other aspects of the second and third bases of title advanced by Nigeria together.

It points out that the legal question of whether effectivités suggest that title lies with one country rather than another is not the same legal question as whether such effectivités can serve to displace an established treaty title. As the Chamber of the Court made clear in the Frontier Dispute (Burkina Faso/Republic of Mali) case, where there is a conflict between title and effectivités, preference will be given to the former (I.C.J. Reports 1986, Judgment, pp. 586-587, para. 63). In the view of the Court the more relevant legal question in this case is whether the conduct of Cameroon, as the title holder, can be viewed as an acquiescence in the loss of the treaty title that it inherited upon independence. The Court recalls that in 1961-1962, Nigeria clearly and publicly recognized Cameroon title to Bakassi. That continued to be the position until at least 1975, when Nigeria signed the Maroua Declaration. No Nigerian effectivités in Bakassi before that time can be said to have legal significance for demonstrating a Nigerian title; this may in part explain the absence of Cameroon protests regarding health, education and tax activity in Nigeria. The Court also notes that Cameroon had since its independence engaged in activities which made clear that it in no way was abandoning its title to Bakassi. The Court considers that

the foregoing shows that Nigeria could not have been acting à titre de souverain before the late 1970s, as it did not consider itself to have title over Bakassi; and in the ensuing period the evidence does not indicate an acquiescence by Cameroon in the abandonment of its title in favour of Nigeria. For all of these reasons the Court is also unable to accept the second and third bases of title to Bakassi advanced by Nigeria.

The Court accordingly concludes that the boundary between Cameroon and Nigeria in Bakassi is delimited by Articles XVIII to XX of the Anglo-German Agreement of 11 March 1913, and that sovereignty over the peninsula lies with Cameroon.

The maritime boundary between Cameroon and Nigeria (paras. 226-307)

The Court then turns to the maritime boundary between Cameroon and Nigeria.

In its final submissions presented to the Court at the end of the oral proceedings on 21 March 2002, Cameroon requests that the Court confirm that "[t]he boundary of the maritime areas appertaining respectively to the Republic of Cameroon and the Federal Republic of Nigeria takes the following course", which Cameroon describes in detail in the two subparagraphs of paragraph (c) of its submissions. Nigeria claims that the Court should refuse to carry out in whole or in part the delimitation requested by Cameroon, first, because the delimitation affects areas claimed by third States (eighth preliminary exception) and, secondly, because the requirement of prior negotiations has not been satisfied.

The Court first deals with these arguments of Nigeria.

- Nigeria's eighth preliminary objection (paras. 237-238)

After summarizing the contentions and arguments of each of the Parties, the Court first observes that its finding in its Judgment of 11 June 1998 on the eighth preliminary objection of Nigeria that that preliminary objection did "not have, in the circumstances of the case, an exclusively preliminary character" requires it to deal now with the preliminary objection before proceeding further on the merits. Since Nigeria maintains its objection, the Court must rule on it.

The Court begins by observing that its jurisdiction is founded on the consent of the parties. The Court cannot therefore decide upon legal rights of third States not parties to the proceedings. In the present case there are States other than the parties to these proceedings whose rights might be affected, namely Equatorial Guinea and Sao Tome and Principe. Those rights cannot be determined by decision of the Court unless Equatorial Guinea and Sao Tome and Principe have become parties to the proceedings. Equatorial Guinea has indeed requested - and has been granted - permission to intervene, but as a non-party intervener only. Sao Tome and Principe has chosen not to intervene on any basis.

The Court considers that, in particular in the case of maritime delimitations where the maritime areas of several States are involved, the protection afforded by Article 59 of the Statute may not always be sufficient. In the present case, Article 59 may not sufficiently protect Equatorial Guinea and/or Sao Tome and Principe from the effects - even if only indirect - of a judgment affecting their legal rights. It follows that, in fixing the maritime boundary between Cameroon and Nigeria, the Court must ensure that it does not adopt any position which might affect the rights of Equatorial Guinea and Sao Tome and

Principe. Moreover, in relation to the specific issue of the tripoint, the Court notes that both Parties agree that it should not fix one. It is indeed not entitled to do so. In determining any line, the Court must take account of this.

The Court concludes that it cannot rule on Cameroon's claims in so far as they might affect rights of Equatorial Guinea and Sao Tome and Principe. Nonetheless, the mere presence of those two States, whose rights might be affected by the decision of the Court, does not in itself preclude the Court from having jurisdiction over a maritime delimitation between the Parties to the case before it, namely Cameroon and Nigeria, although it must remain mindful, as always in situations of this kind, of the limitations on its jurisdiction that such presence imposes.

- Nigeria's argument that the requirement of prior negotiations has not been satisfied (paras. 239-245)

Nigeria further argues that Article 74, paragraph 1, and Article 83, paragraph 1, of the United Nations Convention on the Law of the Sea require that the parties to a dispute over maritime delimitation should first attempt to resolve their dispute by negotiation. According to Nigeria, these provisions lay down a substantive rule, not a procedural prerequisite. Negotiation is prescribed as the proper and primary way of achieving an equitable maritime delimitation, and the Court is not a forum for negotiations. Nigeria accepts that, to the extent that the dispute over the maritime boundary pertains to areas around point G and to the areas of overlapping licences, this requirement has been satisfied. However, it maintains that waters to the south "of 4° N and 3° N and even 2° N" have never been the subject of any attempt at negotiation with Nigeria or, as far as Nigeria is aware, with any other affected State.

The Court points out that, in its Judgment of 11 June 1998, it noted that negotiations between the Governments of Cameroon and Nigeria concerning the entire maritime delimitation - up to point G and beyond - were conducted as far back as the 1970s. These negotiations did not lead to an agreement. In the Court's view, however, Articles 74 and 83 of the United Nations Law of the Sea Convention do not require that delimitation negotiations should be successful; like all similar obligations to negotiate in international law, the negotiations have to be conducted in good faith. The Court reaffirms its finding in regard to the preliminary objections that negotiations have indeed taken place. Moreover, if, following unsuccessful negotiations, judicial proceedings are instituted and one of the parties then alters its claim, Articles 74 and 83 of the Law of the Sea Convention would not require that the proceedings be suspended while new negotiations were conducted. It is of course true that the Court is not a negotiating forum. In such a situation, however, the new claim would have to be dealt with exclusively by judicial means. Any other solution would lead to delays and complications in the process of delimitation of continental shelves and exclusive economic zones. The Law of the Sea Convention does not require such a suspension of the proceedings.

As to negotiations with Equatorial Guinea and Sao Tome and Principe, the Court does not find that it follows from Articles 74 and 83 of the Law of the Sea Convention that the drawing of the maritime boundary between Cameroon and Nigeria presupposes that simultaneous negotiations between all four States involved have taken place.

The Court concludes that it is therefore in a position to proceed to the delimitation of the maritime boundary between Cameroon and Nigeria in so far as the rights of Equatorial Guinea and Sao Tome and Principe are not affected.

- The maritime boundary up to point G (paras 247-268)

The Court then turns to Cameroon's request for the tracing of a precise line of maritime delimitation. It first addresses the sector of the maritime boundary up to point G.

The Court notes that, according to Cameroon, the maritime boundary between Cameroon and Nigeria is divided into two sectors. The first, from the mouth of the Akwayafe River to point G fixed by the Maroua Declaration of 1 June 1975, is said to have been delimited by valid international agreements between the Parties. In relation to this sector, Cameroon asks the Court merely to confirm that delimitation, which it says that Nigeria is now seeking to reopen. The sector beyond point G remains to be delimited, and Cameroon requests the Court to fix the limits of the Parties' respective areas in this sector, so as to put a complete and final end to the dispute between them. The delimitation of the first sector, from the mouth of the Akwayafe River to point G, is said by Cameroon to be based mainly on three international legal instruments, namely the Anglo-German Agreement of 11 March 1913, the Cameroon-Nigeria Agreement of 4 April 1971, comprising the Yaoundé II Declaration and the appended Chart 3433, and the Maroua Declaration of 1 June 1975. The Court then notes that Nigeria for its part draws no distinction between the area up to point G and the area beyond. It denies the existence of a maritime delimitation up to that point, and maintains that the whole maritime delimitation must be undertaken de novo. Nonetheless, Nigeria does advance specific arguments regarding the area up to point G, which in the Court's view it is appropriate to address in this part of the Judgment. In the first place, on the basis of its claim to sovereignty over the Bakassi Peninsula, Nigeria contends that the line of the maritime boundary between itself and Cameroon will commence in the waters of the Rio del Rey and run down the median line towards the open sea. Since the Court has already found that sovereignty over the Bakassi Peninsula lies with Cameroon and not with Nigeria, it is unnecessary to deal any further with this argument of Nigeria. Nigeria further contends that, even if Cameroon's claim to Bakassi were valid, Cameroon's claim to a maritime boundary should have taken into account the wells and other installations on each side of the line established by the oil practice and should not change the status quo in this respect. In relation to the Yaoundé II Declaration, Nigeria contends that it was not a binding agreement. Nigeria likewise regards the Maroua Declaration as lacking legal validity.

The Court begins by pointing out that it has already found that the Anglo-German Agreement of 11 March 1913 is valid and applicable in its entirety and that, in consequence, territorial title to the Bakassi Peninsula lies with Cameroon. It follows from these findings that the maritime boundary between Cameroon and Nigeria lies to the west of the Bakassi Peninsula and not to the east, in the Rio del Rey. It also follows from these findings that the maritime boundary between the Parties is "anchored" to the mainland at the intersection of the straight line from Bakassi Point to King Point with the centre of the navigable channel of the Akwayafe River in accordance with Articles XVIII and XXI of the said Anglo-German Agreement.

The Court observes that it is apparent from the documents provided to the Court by the Parties that, irrespective of what may have been the intentions of its original signatories,

the Yaoundé II Declaration was called into question on a number of occasions by Nigeria subsequently to its signature and to the Joint Boundary Commission meeting of June 1971. However, it is unnecessary to determine the status of the Declaration in isolation, since the line described therein is confirmed by the terms of the Maroua Declaration, which refers in its third paragraph to "Point 12 . . . situated at the end of the line of the maritime boundary adopted by the two Heads of State on April 4, 1971".

The Court considers that the Maroua Declaration constitutes an international agreement concluded between States in written form and tracing a boundary; it is thus governed by international law and constitutes a treaty in the sense of the Vienna Convention on the Law of Treaties (see Art. 2, para. 1), to which Nigeria has been a party since 1969 and Cameroon since 1991, and which in any case reflects customary international law in this respect. The Court further considers that it cannot accept the argument that the Maroua Declaration was invalid under international law because it was signed by the Nigerian Head of State of the time but never ratified. It observes that, while in international practice a two-step procedure consisting of signature and ratification is frequently provided for in provisions regarding entry into force of a treaty, there are also cases where a treaty enters into force immediately upon signature. In the Court's opinion, the Maroua Declaration entered into force immediately upon its signature.

The Court then addresses Nigeria's argument that its constitutional rules regarding the conclusion of treaties were not complied with. In this regard the Court recalls that Article 46, paragraph 1, of the Vienna Convention provides that "[a] State may not invoke the fact that its consent to be bound by a treaty has been expressed in violation of a provision of its internal law regarding competence to conclude treaties as invalidating its consent". It is true that the paragraph goes on to say "unless that violation was manifest and concerned a rule of its internal law of fundamental importance", while paragraph 2 of Article 46 provides that "[a] violation is manifest if it would be objectively evident to any State conducting itself in the matter in accordance with normal practice and in good faith". The rules concerning the authority to sign treaties for a State are constitutional rules of fundamental importance. However, a limitation of a Head of State's capacity in this respect is not manifest in the sense of Article 46, paragraph 2, unless at least properly publicized. This is particularly so because Heads of State belong to the group of persons who, in accordance with Article 7, paragraph 2, of the Convention "[i]n virtue of their functions and without having to produce full powers" are considered as representing their State. With regard to the Nigerian argument that Cameroon knew, or ought to have known, that the Head of State of Nigeria had no power legally to bind Nigeria without consulting the Nigerian Government, the Court notes that there is no general legal obligation for States to keep themselves informed of legislative and constitutional developments in other States which are or may become important for the international relations of these States.

In these circumstances the Maroua Declaration, as well as the Yaoundé II Declaration, have to be considered as binding and as establishing a legal obligation on Nigeria. It follows that it is unnecessary for the Court to address Nigeria's argument regarding the oil practice in the sector up to point G. Thus the maritime boundary between Cameroon and Nigeria up to and including point G must be considered to have been established on a conventional basis by the Anglo-German Agreement of 11 March 1913, the Yaoundé II Declaration of 4 April 1971 and the Maroua Declaration of 1 June 1975, and takes the following course: starting from the straight line joining Bakassi Point and King Point, the line follows the "compromise line" jointly drawn at Yaoundé on

4 April 1971 by the Heads of State of Cameroon and Nigeria on British Admiralty Chart 3433 appended to the Yaoundé II Declaration of 4 April 1971, and consisting of 12 numbered points, whose precise co-ordinates were determined by the two countries' Joint Commission meeting in Lagos in June 1971; from point 12 on that compromise line the course of the boundary follows the line to point G specified in the Maroua Declaration of 1 June 1975, as corrected by the exchange of letters between the Heads of State of Cameroon and Nigeria of 12 June and 17 July 1975.

- The maritime boundary beyond point G (paras. 269-307)

The Court then addresses the maritime boundary beyond point G, where no maritime boundary delimitation has been agreed.

The Court notes that in Cameroon's view this is a classic case of maritime delimitation between States with adjacent coasts which have been unable to reach agreement on the line to be drawn between their respective exclusive economic zones and continental shelves, although in this case the special circumstances of the geographical situation are particularly marked, and the Court is also required to take account of the interests of third States. As regards the exercise of delimitation, Cameroon argues that the law on the delimitation of maritime boundaries is dominated by the fundamental principle that any delimitation must lead to an equitable solution. In support of this contention, it cites paragraph 1 of Articles 74 and 83 of the 1982 Law of the Sea Convention and a number of decisions of this Court or of arbitral tribunals. Cameroon concludes that there is no single method of maritime delimitation; the choice of method depends on the circumstances specific to each case. Cameroon insists on the fact that the equidistance principle is not a principle of customary law that is automatically applicable in every maritime boundary delimitation between States whose coasts are adjacent, observing that, if a strict equidistance line were drawn, it would be entitled to practically no exclusive economic zone or continental shelf, despite the fact that it has a longer relevant coastline than Nigeria. The Court observes that Nigeria agrees that it is appropriate in the present case to determine a single maritime boundary, but that it rejects Cameroon's line. Nigeria describes that line as fanciful and constructed in defiance of the basic concepts and rules of international law. It criticizes both the line's construction and the "equitableness" of the result in light of the jurisprudence. It directs its criticism of the construction essentially to five points: the actual nature of the line; the relevant coasts used in its construction; the treatment of the islands in this construction; the definition of the area relevant to the delimitation; the method followed in the construction of the line. Nigeria further argues that the Parties' conduct in respect of the granting and exploitation of oil concessions, leading to the establishment of de facto lines, plays a very important role in establishing maritime boundaries. It contends that, within the area to be delimited, the Court cannot redistribute the oil concessions established by the practice of Nigeria, Equatorial Guinea and Cameroon, and that it must respect the configuration of the concessions in its determination of the course of the maritime boundary. Equatorial Guinea, the Court notes, requests that the boundary to be fixed by the Court should nowhere encroach upon the median line between its own coasts and those of Cameroon and Nigeria, which it regards as "a reasonable expression of its legal rights and interests that must not be transgressed in proceedings to which Equatorial Guinea is not a party". It has a number of specific criticisms of the "equitable line" proposed by Cameroon, of which, moreover, it claims it only became aware in December 1998.

The Court begins by observing that the maritime areas on whose delimitation it is to rule in this part of the Judgment lie beyond the outer limit of the respective territorial seas of the two States. The Court further recalls that the Parties agree that it is to rule on the maritime delimitation in accordance with international law. Both Cameroon and Nigeria are parties to the United Nations Law of the Sea Convention of 10 December 1982, which they ratified on 19 November 1985 and 14 August 1986 respectively. Accordingly the relevant provisions of that Convention are applicable, and in particular Articles 74 and 83 thereof, which concern delimitation of the continental shelf and the exclusive economic zone between States with opposite or adjacent coasts. Paragraph 1 of those Articles provides that such delimitation must be effected in such a way as to "achieve an equitable solution". The Court also notes that the Parties agreed in their written pleadings that the delimitation between their maritime areas should be effected by a single line.

The Court points out that it has on various occasions made it clear what the applicable criteria, principles and rules of delimitation are when a line covering several zones of coincident jurisdictions is to be determined. They are expressed in the so-called equitable principles/relevant circumstances method. This method, which is very similar to the equidistance/special circumstances method applicable in delimitation of the territorial sea, involves first drawing an equidistance line, then considering whether there are factors calling for the adjustment or shifting of that line in order to achieve an "equitable result". The Court observes that it will apply the same method in the present case.

Before it can draw an equidistance line and consider whether there are relevant circumstances that might make it necessary to adjust that line, the Court must, however, define the relevant coastlines of the Parties by reference to which the location of the base points to be used in the construction of the equidistance line will be determined. In the present case the Court cannot accept Cameroon's contention, on the one hand, that account should be taken of the coastline of the Gulf of Guinea from Akasso (Nigeria) to Cap Lopez (Gabon) in order to delimit Cameroon's maritime boundary with Nigeria, and, on the other, that no account should be taken of the greater part of the coastline of Bioko Island. Once the base points have been established in accordance with the above-mentioned principles, it will be possible to determine the equidistance line between the relevant coastlines of the two States. As the Court has already had occasion to explain, this equidistance line cannot be extended beyond a point where it might affect rights of Equatorial Guinea.

The Court then considers whether there are circumstances that might make it necessary to adjust this equidistance line in order to achieve an equitable result. The Court feels bound to stress in this connection that delimiting with a concern to achieving an equitable result, as required by current international law, is not the same as delimiting in equity. The Court's jurisprudence shows that, in disputes relating to maritime delimitation, equity is not a method of delimitation, but solely an aim that should be borne in mind in effecting the delimitation. The geographical configuration of the maritime areas that the Court is called upon to delimit is a given. It is not an element open to modification by the Court but a fact on the basis of which the Court must effect the delimitation.

The Court notes in this respect that Cameroon contends that the concavity of the Gulf of Guinea in general, and of Cameroon's coastline in particular, creates a virtual enclavement of Cameroon, which constitutes a special circumstance to be taken into account in the delimitation process. Nigeria, for its part, argues that it is not for the Court to compensate Cameroon for any disadvantages suffered by it as a direct consequence of

the geography of the area. It stresses that it is not the purpose of international law to refashion geography.

The Court finds that although it does not deny that the concavity of the coastline may be a circumstance relevant to delimitation, it nevertheless should stress that this can only be the case when such concavity lies within the area to be delimited. It notes that the sectors of coastline relevant to the present delimitation as determined above exhibit no particular concavity.

International Boundary Study

No. 92 – November 21, 1974

Cameroon – Nigeria Boundary

(Country Codes: CM-NI)

The Geographer
Office of the Geographer
Bureau of Intelligence and Research

INTERNATIONAL BOUNDARY STUDY

No. 92 (revised) - November 21, 1974

CAMEROON – NIGERIA BOUNDARY

TABLE OF CONTENTS

		Page
I.	Brief	2
II.	Historical Background	2
III.	Boundary Treaties	4
IV.	Alignment	8
Documentation		20

Office of the Geographer
Bureau of Intelligence and Research

CAMEROON – NIGERIA

BOUNDARY I.

BRIEF

The Cameroon–Nigeria boundary extends for approximately 1,050 miles between Lake Chad and the Bight of Biafra. In the north the tripoint with the Republic of Chad is located in Lake Chad at about 13°05' N. latitude and 14°05' E. longitude. Southward from the tripoint, the boundary traverses Lake Chad for 38 miles, utilizes various rivers and straight- line segments, and follows the thalweg of the Akpa–Yake to a line between Bakasi Point and King Point on the Bight of Biafra. The boundary between the Gamana and Cross rivers is demarcated by boundary pillars.

II. HISTORICAL BACKGROUND

The Lagos area of Nigeria was ceded to the United Kingdom by a local monarch in 1861, and was titled consecutively the Settlement of Lagos and Dependencies and the Settlement of Lagos. In 1863 the Settlement of Lagos was made a member of the West African Settlements, subject to the Governor of Sierra Leone. During 1874 the Settlement of Lagos was detached from the West African Settlements, together with the Gold Coast Colony, and formed part of the area administered by the Governor of the Gold Coast until made a separate colony 12 years later. Southward along the Bight of Biafra (Gulf of Guinea), Germany proclaimed a protectorate over the Kamerun on July 15, 1884. The Berlin Conference of 1884–5 recognized both British and German claims to territory adjacent to the Gulf of Guinea.

In June 1885 the United Kingdom proclaimed an Oil River Protectorate between the Settlement of Lagos and Kamerun. The following year the Royal Niger Company was chartered and given authority to administer territories in the interior of Nigeria held by treaties and concessions. On May 13, 1893, the Oil Rivers Protectorate was renamed the Niger Coast Protectorate.

The Royal Niger Company surrendered its charter in 1899, and the British Government assumed control of the company's territorial acquisitions in the south by annexing them to the Niger Coast Protectorate, which was renamed the Protectorate of Southern Nigeria in January 1900. To the north the Royal Niger Company's holdings became the Protectorate of Northern Nigeria. In 1906 the Colony of Lagos was joined with the Protectorate of Southern Nigeria, and the new entity became known as the colony and Protectorate of Southern Nigeria.

On January 1, 1914, the Colony and Protectorate of Southern Nigeria and the Protectorate of Northern Nigeria were amalgamated to form a single state called the Colony and Protectorate of Nigeria. Also, in 1914, the state was divided into the internal administrative units of the Colony of Nigeria, Southern Provinces, and Northern Provinces.

During World War I British and French forces occupied Kamerun. On July 10, 1919, the United Kingdom and France by the London declaration formally divided Kamerun into two administrative parts, which placed the sector adjacent to Nigeria under British control and the remainder of the state under French control. Following the Treaty of Versailles, the League of Nations on July 22, 1922, conferred mandates upon the United Kingdom and France for the administration of the two parts of the Kamerun agreed upon by the two states in 1919.

The Cameroons under British Mandate were administered as two entities known as the Northern Cameroons (about 17,500 square miles) and the Southern Cameroons (about 16,581 square miles). The Northern Cameroons consisted of two discontiguous units separated by a narrow strip of Nigerian territory in the vicinity of Yola. The southern unit of the Northern Cameroons had a common boundary with the Southern Cameroons. A British Order in Council of June 26, 1923, stated that administratively the Northern Cameroons would be considered part of the Northern Provinces of Nigeria and the Southern Cameroons part of the Southern Province. In 1938 the Southern Provinces were divided into two groups, the Eastern Provinces and the Western Provinces. Despite the proximity of French Equatorial Africa, French Cameroun was administered as a separate entity.

On December 14, 1946, British and French trusteeships were approved for their respective parts of the Cameroon by the United Nations. The following year France created the autonomous State of Cameroun. In 1951 the provinces of Nigeria were renamed the Northern, Eastern, and Western Regions.

On October 1, 1954, the Federation of Nigeria was organized, which consisted of the Northern Region, Western Region, Eastern Region, Southern Cameroons, and the Federal Capital of Lagos. At this time the Southern Cameroons was administered separately under the Federal Government, and the Northern Cameroons was administered as part of the Northern Region. The Northern Cameroons was attached to the adjacent Northern Region provinces of Bornu, Adamawa, and Benue.

Following termination of the U.N. trusteeship, the State of Cameroun became independent on January 1, 1960. It declared itself the Republic of Cameroun on March 4 of the same year. The Southern Cameroons voted in a plebiscite on February 11, 1961, for

Union with the Republic of Cameroun; the union was accomplished on October 1, 1961, and the name given to the newly unified state was the Federal Republic of Cameroon. On June 1, 1972, the long-form name for Cameroon was changed to the United Republic of Cameroon.

Nigeria became independent on October 1, 1960. The Northern Cameroons voted in the plebiscite of February 11, 1961, for union with the Federation of Nigeria; the union was accomplished on June 1, 1961. Nigeria altered its relationship with the British Crown and on October 1, 1963, proclaimed a Federal Republic. The designation of the Federal Republic of Nigeria was abolished on May 24, 1966, and replaced by the Republic of Nigeria.

III. BOUNDARY TREATIES

An arrangement of April–June 1885 between Germany and the United Kingdom established their respective spheres of action inland from the Gulf of Guinea as follows:

> Great Britain engages not to make acquisitions of territory, accept Protectorates, or interfere with the extension of German influence in that part of the coast of the Gulf of Guinea, or in the interior districts to the east of the following line; that is, on the coast, the right river bank of the Rio del Rey entering the sea between 8°42' and 8°46' longitude east of Greenwich; in the interior, a line following the right river bank of the Rio del Rey from the said mouth to its source, thence striking direct to the left river bank of the Old Calabar or Cross River, and terminating after crossing that river at the point about 9°8' of long itude east of Greenwish, marked "Rapids" on the English Admiralty Chart.
>
> Germany engages not to make acquisitions, accept Protectorates, or interfere with the extension of British influence in that part of the coast of the Gulf of Guinea lying between the right river bank of the mouth of the Rio del Rey, as above described, and the British Colony of Lagos; nor in the interior to the west of the line traced in the preceding paragraph.

A supplementary arrangement of July–August 1886 between the two states extended the Kamerun–Nigerian boundary northward to Yola:

> ….from the point on the left river-bank to the Old Calabar or Cross River, where the original line terminated, shall be continued diagonally to such a point on the right bank of the River Benue to the east of, and close to, Yola, as may be found on examination to the practically suited for the demarcation of a

boundary.

Section 2, Article IV, of an Anglo–German agreement of July 1, 1890, modified the Kamerun–Nigeria boundary inland from the Gulf of Guinea to a point at the head of Rio del Rey:

> It having been proved to the satisfaction of the two Powers that no river exists on the Gulf of Guinea corresponding with that marked on Maps as the Rio del Rey, to which reference was made in the Agreement of 1885.A provisional line of demarcation is adopted between the German sphere in the Cameroons and the adjoining British sphere, which, starting from the head of the Rio del Rey Creek, goes direct to the point, about 9°8' of east longitude, marked "Rapids" in the British Admiralty Chart.

An agreement between Germany and the United Kingdom on April 14, 1893, clarified the location of the point at the head of Rio del Rey mentioned in the agreement of July 1, 1890,
as follows:

> Art. I. That the point named in section 2, Article IV of the Anglo–Germany Agreement of the 1st July, 1890, as the head or upper end of the Rio del Rey Creek shall be the point at the north-west end of the island lying to the west of Oron, where the two waterways, named Urufian and Ikankan, on the German Admiralty Chart of
> 1889–90, meet.
>
> II. From this upper end of the Rio del Rey to the sea, that is to say, to the promontory marked West Huk on the above-mentioned chart, the right bank of the Rio del Rey waterway shall be the boundary between the Oil Rivers Protectorate and the Colony of the Cameroons.

On November 15, 1893, an Anglo–German agreement extended the Kamerun–Nigeria boundary northward into Lake Chad:

> The boundary, drawn from the point on the right bank of the Old Calabar or Cross River, about 9°8' of longitude east of Greenwich, marked "Rapids" in the English Admiralty Chart referred to in the above-quoted Agreement of 1885, shall follow a straight line directed towards the centre of the present town of Yola.
>
> From that centre a measuring line shall be drawn to a point on the left bank of the River Benue 5 kilom. below the centre of the main mouth of River Faro; from the latter point the circumference of a circle, the centre of which is that of the present town of Yola, and the radius of which is the aforesaid

measuring line, shall be described south of the Benue, continuing till it shall meet the straight line drawn from the Old Calabar or Cross River. The boundary, deflecting from that straight line at this point of intersection, shall follow the circumference of the circle till it shall arrive
at the point where the circumference reaches the Benue. This point on the Benue shall henceforth be accepted as the point to the east of, and close to, Yola, mentioned in the Agreement of 1886.

II. The boundary determined in the preceding Article shall be continued northward as follows:--

A line shall be drawn from the point on the left bank of the River Benue fixed in that
Article, which, crossing the river, shall go direct to the point where the 13th degree
of longitude east of Greenwich is intersected by the 10th degree of north latitude. From that point it shall go direct to a point on the southern shore of Lake Chad, situated 35 minutes east of the meridian of the centre of the town of Kuka, this being the distance between the meridian of Kuka and the 14th meridian east of Greenwich measured on the map published in the German "Kolonialatlas" of 1892.

An Anglo–German agreement of March 19, 1906, redelimited the Kamerun–Nigeria boundary from the Yola arc to Lake Chad as follows:

I. The boundary on the Yola arc shall hold good as agreed upon by the Commissioners in the attached Protocol of the 10th of August, 1903, and marked out on the ground, with the following two exceptions:--

First. The Longitude of the centre of Yola is to be taken as 12°29'30".

Second. North of the junction of the Mao Hesso and the main stream of the Faro River, where the boundary follows the median line of the Faro, it shall not turn westward over the left bank of the Faro, but shall continue along the median line of that river until it reaches the Benue. At the junction with the Benue the line shall follow the centre of the middle one of the three channels. Thence it will follow the median line of the Benue as far as the mouth of the River Tiel.

II. The line will then follow the median line of the River Tiel as far as a point due south of the site of the beacon on the top of the hill Harabe, which was one of the triangulation points of the Boundary Commission's survey. The line will run straight from this point on the Tiel to the aforesaid Harabe beacon, thence straight to the site of the Baburi (Baburei) beacon and thence straight to the site of the Holma beacon, both of the above being also points of the triangulation survey.

III. From the site of the Holma beacon the line will run due north till it meets the Kilunga (Kilange) River. Then it follows the median line of that river to a point due south of the site of the beacon on the hill Merigni (Mirinji), and thence straight to that site.

IV. From the site of the Merigni (Mirinji) beacon it will run in a straight line nearly north about 15 kilom. til it meets the River Yedseram (Yadseram) at a point due east of the top of a little elevation called Dalewa, which is on the left bank of the river about 9 kilom. south of Uba.

V. Thence it will follow the median line of the Yedseram into Bornu, as far as a point about 1 kilom. southwest of the village of Gorege [Gworege]. This point was defined in 1905 by the local officers of both sides by a mark cut on a large tree.

VI. From this point it will run due north-west until it intersects a line drawn due north and south, and 9 kilom. west of the entrance gate of Rabah's Palace, now the barracks of Dikoa. It follows this line northward until it intersects a line drawn due east and west, and 9 kilom. north of the same gate. It then follows this last line eastward until it intersects the line of the German claim as defined on the attached maps.

VII. The boundary then follows the line of the German claim in a straight line until it intersects the meridian 35' east of Kukawa, which was marked by the Boundary Commission by two posts above high-water mark. Thence it shall follow that meridian northward.

…3. The line then follows the median line of the Faro up-stream, as far as the junction of the Mao Hesso with the main stream, and afterwards the median line of the Mao Hesso, as far as a post, No. 6, on the left bank of the Mao Hesso, about 3 kilom. north-west of Beka. It then runs from the median line of the river at right angles to its course, to No. 6 post.

4. From No. 6 post the line runs straight to a conspicuous rock, on a slight eminence on the road from Gurin to Karin. This rock has a boundary mark (No. 7) "D (B" (Deutsch–British) cut into it. From this rock it runs straight to a post, No. 8, fixed on the road at the entrance to the pass through the Karin hills, north of the village of Karin.

5. From No. 9 post it runs south-south-west, in straight lines defined by three posts, Nos. 10, 11, and 12, and from No. 12 to the highest point of the hill Samlo (a small rock about 1 metre in diameter at the top)…

An exchange of notes between Germany and the United Kingdom, dated February 22–March 5, 1909, confirmed the demarcation of the two sectors of the Kamerun–Nigeria boundary: (1) Gorege to Lake Chad and (2) Uba to the Maio Tiel.

An Anglo–German Agreement of March 11, 1913, delimited the boundary in detail between the Yola arc and the Bight of Biafra, but a demarcation agreement a month later, on April 12, amended the earlier agreement and made changes in the description of the sector between the Gamana and Cross rivers.

The United Kingdom and France in the London declaration of July 10, 1919, delimited an initial boundary between the parts of the Cameroon placed under the authority of their respective governments. The tripoint with the French territory of Chad was determined to be in Lake Chad at about 13°05' N. and 14°05' E. In 1930 a declaration made by the Governor of the French Cameroon delimited the boundary in detail between that part of the Cameroons under British administration and that part under French administration. The boundary as delimited was agreed upon by an Anglo–French exchange of notes on January 9, 1931, which affords the present alignment of the sector from the Chad tripoint to the Kombon (Hosere Gesumi).

In 1946 the British delimited a new boundary between the Northern Cameroons and the Southern Cameroons, which serves as the present sector of the Cameroon–Nigeria boundary between the Kombon and Gamana river.

IV. ALIGNMENT

The alignment of the Cameroon–Nigeria boundary is discussed in four sectors. From north to south the sectors are: (1) between the tripoint with Chad and the Kombon, (2) between the Kombon and the Gamana river, (3) between the Gamana and the Cross rivers, and (4) between the Cross and the Bight of Biafra.

The Anglo–French exchange of notes, dated January 9, 1931, determines the alignment of the sector between the Chad tripoint and the Hosere Gesumi, except for a segment of the Yola arc. The notes transmitted a declaration, signed by the Governor of the Colony and Protectorate of Nigeria and the High Commissioner of the French mandate of the Cameroons, which delimited a boundary between the British and French mandated territories of the Cameroons. Available information indicates that the sector has not been demarcated by pillars. The alignment of the boundary sector is as follows:

> The boundary starts from the junction of the three old British, French and German boundaries at a point in Lake Chad 13°05' latitude north and approximately 14°05' longitude east of Greenwich. From there the boundary has been determined as follows:
>
> (2) On a straight line as far as the mouth of the Ebeji [El Beid].
>
> (3) Thence from this mouth along the course of the River Ebiji, which bears on the upper part the names of Lewejil, Labejed, Ngalarem, Lebeit et Ngada, as far as the confluence of the Rivers Kali and Lebaiit.[1]
>
> (4) Thence from the confluence of the Rivers Ngada,[2] Kalia and Lebaiit along the course of the Rivers Kalia or Ame as far as its confluence with the River Dorma [Dourma] or Kutelaha [Koutelaha].
>
> (5) Thence from the confluence of the Rivers Kalia and Dorma to Kutelaha along the course of this last river as far as a point to the south of the village of Segage [Ziguague] where it meets a marsh stretching towards the south.
>
> (6) Thence by a line through the middle of this marsh to where it meets the road from Segage towards a marsh named Sale.
>
> (7) Thence following the road to a point about a kilometre and a half to the north of the said marsh.

[1] Lebaiit is the name applied to the El Beid east of its confluence with the Kalia.
[2] Ngada is the name applied to the El Beid west of its confluence with the Kalia.

(8) Thence passing about a kilometre and a half to the west of the marsh as far as a point about a kilometre and a half to the south of the marsh on the road leading to the village of Gourgouron.

(9) Thence following this road to a point situated about 2 kilometres to the north-east of the village of Gourgouron and passing through a marsh nearly a kilometre to the north of this village to a point situated about 2 kilometres to the west of the Gourgouron–Ferfarti road, leaving the villages of Sale, Mada and Gourgouron to France.

(10) Thence following this road and meeting a number of water-holes (shown on Moisel's map under the name of Amjumba) to a point situated about a kilometre from the village of Ferfarti and entering a marsh situated 500 metres to the north of this village which is still assigned to France.

(11) Thence turning to the west, south-west and south as far as the bed of a defined river and following the bed of this river in a south-westerly direction to a large marsh named Umm Jumba (Amjumba), leaving the villages of Galadima Jidda, Abu Kharaza and Ulba to England.

(12) Thence following a line through the middle of this marsh, passing the bed of a small stream which is frequently lost in the marsh, as far as a water-hole named Diguilaba and a confluence with another line of marsh running more to the south in the direction of Wasa rock.

(13) Thence going on and meeting the bed of a better defined stream crossing the marsh of Kulujia and Kodo as far as a marsh named Agzabame.

(14) Thence crossing this marsh where it reaches a river passing quite close to the village of Limanti (Limani) to a confluence at about 2 kilometres to the north-west of this village.

(15) Thence following the Limanti–Wabisei (Uagisa) road as far as a brook situated about a kilometre to the east of Wabisei and passing through the middle of the village of Bangimami and Imchide [Am Chide], and leaving the village of Djarandioua to France.

(16) Thence following this brook as far as a marsh situated about 3 kilometres to the west of Wabisei.

(17) Thence crossing this marsh to a point where it meets the River Kolofata and following this river as far as its confluence with the River Gwanje or Keraua.

(18) Thence following the Keraua as far as its confluence in the mountains with a river coming from the west and known by the "Kirdis" inhabiting the mountains under

the name of Kohom (shown on Moisel's map under the name of Gatagule), cutting into two parts the village of Keraua [Kerawa] and separating the two villages of Ishigashiya.

(19) Thence it runs from this confluence as far as the top of Mount Ngosi in a south-westerly direction given by the course of the Kohom (Gatagule) which is taken as the natural boundary from its confluence as far as its source in Mount Ngosi; the villages of Matagum and Hijie being left to France, and the sections of Uledde and of Laherre situated to the north of the Kohom to England; those of Tchidoui (Hiduwe) situated to the south of Kohom to France.

(20) Thence on a line in a south-westerly direction following the tops of the mountain range of Ngosi, leaving to France the parts of Ngosi situated on the eastern slopes, and to England the parts situated on the western slopes, to a point situated between the source of the River Zimunkara and the source of the River Devurua; the watershed so defined also leaves the village of Bugelta to England and the village of Turu to France.

(21) Thence in a south-south-westerly direction, leaving the village of Dile on the British side, the village of Libam on the French side to the hill of Matakam.

(22) Thence running due west to a point to the south of the village of Wisik where it turns to the south on a line running along the watershed and passing by Mabas on the French side, after which it leaves Wula on the English side running south and bounded by cultivated land to the east of the line of the watershed.

(23) Thence passing Humunsi [Roumzou] on the French side the boundary lies between the mountains of Jel and Kamale Mogode on the French side and running along the watershed.

(24) Thence passing Humsiki, [Roumsike] including the farmlands of the valley to the west of the village on the French side, the boundary crosses Mount Kuli.

(25) Thence running due south between Mukta (British) and Muti (French) the incorrect line of the watershed shown by Moisel on his map being adhered to, leaving Bourha and Dihi on the French side, Madogoba Gamdira on the British, Bugela or Bukula, Madoudji, Kadanahanga on the French, Ouda, Tua and Tsambourga on the British side, and Buka on the French side.

(26) Thence the boundary runs through Mount Mulikia (named also Lourougoua).

(27) Thence from the top of Mount Mulikia to the source of the Tsikakiri, leaving Kotcha to Britain and Dumo [Doumo] to France and following a line marked by four provisional landmarks erected in September 1920 by Messrs. Vereker and Pition.

(28) Thence along the course of the Tsikakiri, as it exists in reality and not as it

is shown on Moisel's map, to its confluence with the River Tiel.

(29) Thence the course of the Mayo Tiel[3] as far as its confluence with the Benue.

(30) Thence along the course of the Benue upstream as far as it confluence with t the Faro.

(31) Thence along the course of the Faro as far as the mouth of its branch, the Mao
Hesso, situated about 4 kilometres south of Chikito.

(32) Thence along the course of the Mao Hesso as far as landmark No. 6 of the old
British–German frontier.

(33) Thence a line starting from Beacon 6, passing Beacon 7, finishing at the old
Beacon 8.

(34) Thence from this mark 8 placed on the left bank of the Mao Youwai, a small stream flowing from the west and emptying itself into the Mayo Faro, in a straight line running towards the south-west and reaching the summit of Wamni Range, a very prominent peak to the north of a chain of mountains extending towards the Alantika Mountains, and situated to the east of the old frontier mark No. 10.

(35) Thence the frontier follows the watershed from the Mao Wari to the west and from the Mao Faro to the east, where it rejoins the Alantika Range, it follows the line
of the watershed of the Benue to the north-west and of the Faro to the south-east

[3] East of Yola from the Mayo Tiel southward for 47 miles to boundary pillar No. 8, the line described in the
declaration of 1931 is essentially the same as the former Kamerun–Nigeria boundary delimited by the Anglo–German agreement of March 19, 1906. The following referenced boundary pillars are from the Yola arc delimitation of 1903 published as part of the Anglo–German agreement of March 19, 1906, paragraphs three through six of the Yola delimitation are as follows:

3. The line then follows the median line of the Faro up-stream as far as the junction of the Mao Hesso with the main stream; and afterwards the median line of the Mao Hesso, as far as a post, No. 6, on the left bank of the Mao Hesso, about 3 kilom. north-west of Beka. It then runs from the median line of the river at right angles to its course, to No. 6 post.

4. From No. 6 post the line runs straight to a conspicuous rock, on a slight eminence on the road from Gurin to Karin. This rock has a boundary mark (No. 7) "D ? B" (Deutsch–British) cut into it. From this rock it runs straight to a post, No. 8 fixed on the road at the entrance to the pass through the Karin hills, north of the village of Karin.

5. From No. 8 post the line follows the median line of the pass through the Karin Hills, as far as a post

No. 9, at its western opening.

6. From No. 9 post it runs south-south-west, in straight lines defined by three posts, Nos. 10, 11, and 12, and from No. 12 to the highest point of the hill Samlo (a small rock about 1 metre in diameter at the top).

as far as the south peak of the Alantika Mountains to a point 2 kilometres to the north of the source of the River Mali.

(36) Thence from this peak by the River Sassiri, leaving Kobi to France and Kobi Leinde to Great Britain, Tebou and Tscho to France, as far as the confluence with the first stream coming from the Balakossa Range (this confluence touches the Kobodji Mapeo Track), from this stream towards the south, leaving Uro Belo to Great Britain and Nanaoua to France.

(37) Thence the boundary rejoins the old boundary about Lapao in French territory, following the line of the watershed of the Balakossa range as far as a point situated to the west of the source of the Labidje or Kadam River, which flows into the River Deo, and from the River Sampee flowing into the River Baleo to the north-west.

(38) Thence from this point along the line of the watershed between the River Baleo and the River Noumberou along the crest of the Tschapeu Range, to a point 2 kilometres to the north of Namberu, turning by this village, which is in Nigeria, going up a valley north-east and then south-east, which crosses the Banglang range about a kilometre to the south of the source of the Kordo River.

(39) Thence from this point on a straight line running towards the confluence of the Rivers Ngomba and Deo until the line meets the River Kolob.

(40) Thence along a line parallel to the Bare Fort Lamy Tract and 2 kilometres to the west of this tract, which remains in French territory.

(41) Thence a line parallel to and distant 2 kilometres to the west from this road (which is approximately that marked Faulborn, January 1908, on Moisel's map) to a point on the Maio Tipsal (Tiba, Tibsat or Tussa on Moisel's map) 2 kilometres to the south-west of the point at which the road crosses said Maio Tipsal.

(42) Thence the course of the Maio Tipsal upstream to its confluence with the Maio Mafu, flowing from the west, to a point some 12 kilometres to the south-west of Kwancha town.

(43) Thence a straight line running south-west to the highest peak of the Hosere Jongbi (Dutschi-n-Djombi of Moisel's map).

(44) Thence the watershed between the basins of the Maio Taraba on the west and

the Maio Deo on the east to the second from the north of the four peaks of the Hosere Bakari Be (Dutschi-ni-Bertua on Moisel's map). These four peaks run from north to south parallel to and about 3 kilometres to west of the road from Bare to Fort Lamy.

(45) From this second peak issues the Maio Tapare which, flowing east to the Maio Deo, forms the boundary between the Districts of Kwancha Dodeo.

This peak is the source of the Maio Tapare, and is 2 miles due west of the Maio Tapare Rest-house. This line leaves the villages of Mafou and Kounti in French Territory.

(46) Thence following the watershed between the Maio Tapare (and its affluents) and the Maio Deo (and its affluents) along, successively, the two remaining peaks of the Hosere Bakari Be (running from north to south), the three peaks of the Hosere N'Yamboli, the two peaks of the Hosere Maio Baji, Hosere Lainga. These three little groups of Hosere N'Yamboli, Hosere Maio Baji and Hosere Lainga run south-west and form the Bapai range. Behind the Bapai range is the Sapbe Kauyel, which is in British Territory.

(47) Thence across the saddle connecting the Bapai range and the imposing Genderu Mountains. From this saddle the frontier climbs to the first prominent peak in the Genderu Mountains (known as Hosere Jauro Gotel or as Hosere Jagam), thence along the remaining three peaks of Hosere Jauro Gotel (or Hosere Jagam), thence along the four peaks of Hosere Sangoji to Sapbe M'Bailaji. These last three groups of hills constitute part of the watershed between the Maio Taraba and the Maio Yin.

(48) Thence to Hosere Lowul, which is well over 2 kilometres from the Kwancha–Banyo main road. This peak (Hosere Lowul) lies on a magnetic bearing of 296 from the apex of the Genderu Pass on the above-mentioned main road. From this apex, which is distant 3-1/2 miles from Genderu Rest-house, and which lies between a peak of Hosere M'Bailaji (to the west) and a smaller hill, known as Hosere Burutol, to the east, Hosere M'Bailaji has a magnetic bearing of 45 and Hosere Burutol one of 185.

(49) Thence a line, crossing the Maio Yin at a point some 4 kilometres to the west of the figure 1,200 (denoting height in metres of a low conical hill) on Moisel's map E 2, to a prominent conical peak, Hosere Gulungel, at the foot of which (in French Territory) is a spring impregnated with potash, which is well-known to all cattle-owners in the vicinity. This Hosere Gulumgel has a magnetic bearing of 228 from the point (5 miles from Genderu Resthouse, which is known locally as "Kampani Massa" on the main Kwancha–Banyo road where it (Hosere Gulungel) first comes into view. From this same point the magnetic bearing to Hosere Lowul is 11. The Salt lick of Banare lies in British Territory.

(50) This peak, Hosere Gulungel, is the first of six forming the little chain of the Hosere Golurde (not "Gorulde" as on Moisel's map E. 2). The frontier runs along these six Golurde peaks, thence to a little isolated peak (Hosere Bolsumri) leaving the Bolsumri potash spring on the British side. The magnetic bearings from Maio

Lelewal (otherwise known as Yakuba) Rest-house are: to Hosere Gulungel 356, to the sixth peak of Hosere Golurde chain 323, and to Hosere Bolsumri 302. Hosere Bolsumri, the nearest peak on the frontier to the Kwancha–Banyo road, is over 2 kilometres from this road.

(51) Thence along the chain of hills known as Hosere N'Getti, which form the watershed between the Maio Gangan and the Maio Yin (and Taraba), and which ends in a high flat peak on a magnetic bearing of 248 from Maio Lelewal (or Yakuba) Rest-house.

(52) Thence a line over a high plateau, crowded with mountain-tops, forming the watershed between the Maio Gangan to the west (British) and the Maio Dupbe to the east (French) and the Maio Banyo to the west (French). These two last-named rivers flow into the Maio M'Bamti. The whole of this line is entirely uninhabited for fully 5 miles on either side, and it extends for some 13 or 14 miles in length. It is, moreover, impassable at the very height of the rains. It lies on a very lofty and desolate plateau, and, starting first in a southerly direction, swings to the south-west as it winds among a sea of mountain-tops forming in succession the groups known locally as Hosere N'Yamn'Yeri, Sapbe Bnokni, Sapbe Pelmali, Sapbe Wade, Sapbe Gallal and Sapbe Sirgu.

(53) Sapbe Sirgu, known to the local Pagas as "Yajin," and called loosely "Gotel Berge" on Moisel's map E 2, is the last part of the watershed between Maio Gangan and Maio Banyo. The Banyo–Gashaka–Ibi road climbs steeply up this Sapbe Sirgu and cuts the Frontier at the apex of the pass 6 miles to the north-west of the Gandua Rest-house (the last rest-house on this road in French Territory).

(54) Thence to a point at the south-west end of the Sapbe Sirgu, 2 kilometres to the north of the letter "i" in the word "Tukobi" on Moisel's map E 2. This point is on the common watershed between the three sets of head-waters of the Maio Gashaka (British), the Maio Donga (or Kari), British, and also of the Maio Teram (French).

(55) Thence a line running, generally, due south, to cross the Banyo–Kuma road 2 miles to the west of the 1,630-metre hill on Moisel's map E 2.

(56) Thence the Frontier swings to the east, following the watershed between the Maio Donga (or Kari) and the Maio Teram, thence to the south-east, among the Hosere N'Tem.

Leaving the Sabri potash spring in the Gashaka District in British Territory. Thence south-south-west through, successively, the crests of the Hosere N'Dangani, Hosere Kewal, Hosere Wajuru, and the Hosere Bangaro, which last lie to the west-north- west of the Pagan village of Bangaro, to a point on a saddle which connects the more westerly of the two parallel ridges forming the Hosere Bangaro with the higher Sapbe Ma (still further to the west). This saddle forms the watershed between the

source of the Mai N'Gum (French), which later joins the Maio Teram 6 miles south of Banyo Town, and the source of the Maio Kemme, which is one of the head-waters of the Maio Donga. The Maio Kemme was traced for 6 miles from its source as it flowed east towards the large Pagan village of Kabri. The above-mentioned saddle is 4 miles from Bangaro village, and is on the Banyo–Kabri path. Thus the prominent rocky bluff, Hosere Tongbau, lies entirely in French territory.

(57) From this saddle the Frontier follows the watershed to a prominent peak, the second of the Sapbe Ma group of mountains. This peak is on a magnetic bearing of 215 from the above-mentioned point where the Banyo–Kabri path cuts the watershed between the Maio N'Gum (French) and the Maio Kumme (British).

(58) Thence the watershed runs generally south-west along, in succession, the peaks of the Sapbe Ma, the Hosere Jin (in front of which range is a very prominent, detached, fang-like, rocky peak—also called Jin—visible for many miles from the north, east and south, which is entirely in French Territory), the Hosere Maio Dalle and the Hosere Gesumi. In front of, and parallel to, the Hosere Gesumi is the chain of the less lofty Hosere Ribao. These Hosere Ribao are close to, and overlook, the Ribao Rest-house (the third rest-house from Banyo) and are wholly in French territory.

(59) Thence the Frontier continues amongst the peaks of the Hosere Gerumi, following the watershed between the head-waters of the Maio Donga to the north, and the Maio Kwi (French) to the south, and the Maio Mabe (French) to the south. These head-waters of the latter two (French) rivers emerge from between the Hosere Chemo, the Hosere Lu, the Hosere Atta and the Hosere Songkorong, which in succession, form the foothills to the loftier Gesumi range [Kombon] is on the Banyo-Kumbo-Bamenda road, these Hosere Gesumi are called by the local Pagans Hosere Hambere.

(60) Thence the Frontier follows the watershed amongst these Hosere Hambere (or Gesumi) to the north of the sources of the Maio Kombe Maio Gur and Maio Malam to a fairly prominent, pointed peak[4] which lies on a magnetic bearing of 17° from a cairn of stones, 8 feet high, erected on the 15th September, 1920, on the south side of the above Banyo–Kumbo–Bamenda road at a point 1 mile from N'Yorong Rest-camp and 8-1/2 miles from Songkorong village….

A British Order in Council of August 2, 1946, established an administrative line between the Northern Cameroons and Southern Cameroons which forms the present sector between the Kambon and the Gamana. The boundary sector is undemarcated except for rivers, and is delimited from the Gamana eastward to the Kombon.

[4] The boundary sector determined by the Anglo–French exchange of notes of January 9, 1931 ends at the prominent peak (about 6°28'30" N., 11°10'30" E.) of the Kombon. The peak is situated immediately to the east of the source of the Mfi. The referenced cairn of stones is adjacent to the highest peak of the Hosere Nangban known as Yaji Mountain (or Hosere Jadji).

From boundary post 64[5] on the old Anglo–German frontier the line follows the River Gamana upstream to the point where it is joined by the River Sama; thence up the River Sama to the point where it divides into two; thence a straight line eastwards to a point on the main Kentu–Bamenda road where it is crossed by an unnamed tributary of the River Akbang (Heboro on Sheet E of Moisel's map on Scale 1/300,000)—the said point being marked by a cairn; thence down the stream to its junction with the River Akbang; thence the River Donga to its junction with the River Mburi; thence the River Mburi southwards to its junction with an unnamed stream about one mile north of the point where the new Kumbo–Banya road crosses the River Mburi at Nyan (alias Nton), the said point being about four miles south-east by east of Muwe [Mve]; thence along this unnamed stream on a general true bearing of 120° for one and a half miles to its source at a point on the new Kumbo–Banyo road, near the source of the River Mfi; thence on a true bearing of 100° for three and five-sixths miles along the crest of the mountains [Kombon] to the prominent peak which marks the Franco–British frontier."

The boundary sector between the Gamana and Cross rivers is determined by the Anglo–German demarcation agreement of April 12, 1913, as follows:

13. From pillar 64 on the north bank of the Gamana River the boundary runs in a straight line through pillar 65 on the south bank of the same river; pillar 66 on top of the most westerly spur of Hos Ningua pillar 67, where it is crossed by a southern tributary of the Gamana River, pillar 68 on the Burba–Takum road, pillar 69 on the eastern spur of a large isolated hill. Pillar 70 on top of a prominent high rocky point, pillar 71 on a road between Burba and the Lissam country, pillar 72 on a road between Lissam and Big Lutu (German, Cross Lutu), pillar 73 on a low hill which is a prominent land mark, pillar 74 at the fork of the Lissam–Big Lutu and Takum Lutu roads to pillar 75 on a road running in a westerly direction from Big Lutu.

14. From pillar 75 the boundary runs in a straight line to pillar 76 on top of a high ridge, and from there in a straight line to pillar 77 on top of a high hill close to the Little Lutu (German, Klein Lutu) Chippon (German, Schupon) road, and from there in a straight line to pillar 78 on the Big Chippon (German, Gross Schupon) Ngabi road, and from there in a straight line to pillar 79 on top of the high mountain range north of the Katsena Valley, and from there in a straight line to pillar 80 on the Ngabi–Small Chippon (German, Klein Schupon) road, and from there in a straight line to pillar 81, on the north bank of the Katsena River.

15. From pillar 81 the boundary runs in a straight line, through pillar 82 on the south bank of the Katsena River to pillar 83 on top of the hill, trigonometrical point 1627.

[5] Boundary pillar No. 64 is located on the north bank of the Gamana at about 7°02'30" N. and 10°09' E. It is a pillar of the Kamerun–Nigeria boundary demarcation Series of April 12, 1913, which is numbered

consecutively southward from the Yola arc.

16. From pillar 87 the boundary follows the thalweg of the River Wom to pillar 88 at the junction of the River Wom and Imba (German, Metchum), and thence it follows the thalweg of the Imba (Metchum)–River up stream to pillar 89 at the point of junction of this river with a tributary called the Mazan River. From pillar 89 it follows the thalweg of this tributary up to pillar 90 near its source, crosses a small watershed, and then follows the thalweg of the River Awa to its junction with the Maquari River (German, Mequer), then along the thalweg of the Maquari River itself to pillar 91 at the place where the Rivers Maquari (Mequer) and Morn (German, Moau) meet and form the Tungu River, thence it follows the thalweg of the River Morn (Moan) up stream to pillar 92 at the junction of this river with the Ihi River.

17. From pillar 92 the boundary runs in a straight line through pillar 93 on the Iturubu–Babe road, pillar 94 on top of a flat hill 1 3/4 miles south-west of pillar 92, pillar 95 on a ridge 1 3/4 miles south-west of pillar 94 to pillar 96, at a point on the Mokamon (N'Kwam) River where this river bends to the north and is joined by a tributary from the east.

From pillar 96 the boundary runs in a straight line to pillar 97 on top of a high hill, trigonometrical point 2341, and from there in a straight line through pillar 98 on the Maiatura–Ndiri (German, Ndile) road, pillar 98A on the Maiatura–Ngale road, pillar 99 on the Maiatura–Aningay (German, Aninge) road, to pillar 100 at the junction of the Amiri and Mahana (German, Mahane) Rivers.

18. From pillar 100 the boundary follows the thalweg of the Amiri River, up stream as far as the source of its western headwater, crosses the watershed and then follows the thalweg of the Magbe River, passing the pillar 101 where the Aliketti–(German, Alligetti) Okwa road crosses this river, to pillar 102 at the junction of the River Magbe with the River Oyi (German, Oji).

19. From pillar 102 the boundary runs in a straight line through pillar 103 on the Okwa–Obonyi (German, Oboni) road, to the highest point of a large twin-peaked hill, which is a natural boundary mark, and from here in a straight line through pillar 104 on the left bank of the Oyi (Oji) River to pillar 105 on the River Anebir (German, Anjibir) at the point where the Obonyi (German, Oboni)–Bashu (German, Baschu) road crosses this river.

20. From pillar 105 the boundary follows the thalweg of the Anebir (Anjibir) River to pillar 106 on its left bank. From pillar 106 the boundary is a straight line through pillars 107, 108 on the Bashu (Baschu)–Bodam road, to pillar 109 on the left bank of the Okon River, and thence it runs in a straight line through pillar 110 on the Abo–

Bodam road, pillar 111 on the North Danare–Bodam road, pillar 112 on the South Danare-Bodam road, pillar 113 on the Baje (German, Badje)–Danare road to pillar 113A, about 6 miles distant from pillar 113.

21. From pillar 113A the boundary runs in a straight line to pillar 114 at a bend in the Cross River about 2 1/2 miles up stream from Obokum, on the north bank of this river.

All the pillars consist of iron poles, cemented into concrete blocks, each block being marked with the number of the pillar, the date, and arrows showing the directions to the next pillars.

In case the above description of the boundary does not agree exactly as shown on the maps[6] accompanying the present agreement, and which are regarded as forming an integral part thereof, it is expressly understood that the position of the boundary as shown on the maps shall decide any dispute.

The boundary sector between the Cross and the Bight of Biafra follows the Anglo–German agreement of March 11, 1913, as follows:

XVI. Thence the boundary follows the thalweg of the Cross River to its junction with the River Awa (Aua), thence along the thalweg of the Awa (Aua) River to a large cairn of stones at its source, situated about latitude 5º23'05" north, longitude 8º50'11" east, as shown on sheet 1, T.S.G.S. 2240.

XVII. Thence in a straight line to the highest point of boundary mountain (3547), thence in a straight line to a pillar on the road Nkuru–Abong [Abung], thence in a straight line to the highest point of the mountain Ojum Ojum, as shown on map T.S.G.S. 2240, sheet 2, thence in a straight line to the highest point on the mountain Mongum, thence in a straight line to a pillar on the road from Ekongdup–Abong about 1 mile (1.6 kilom.) north-west of Ekongdup (Ekongdub), thence to a pillar on the bank of the River Akpakorum about 2/3 rds of a mile (1 kilom.) downstream from the point where the Ekonako–Ekong road crosses the Akpakorum, and thence by the shortest line to the thalweg of the River Akpakorum, known in its lower reaches as the Akwayafe (Akwajafe).

XVIII. Thence it follows the thalweg of the Akpakorum (Akwayafe) River, dividing the Mangrove Islands near Ikang in the way shown on the aforesaid map T.S.G.S. 2240, sheet 2. It then follows the thalweg of the Akwayafe as far as a straight line joining Bakasi Point and King Point.

[6] Nigeria–Cameroon Boundary (Yola–Cross River): G.S.G.S. No. 2700, Scale 1:125,000, 1912–12, 8 sheets (sheets 5, 6, 7, and 8 include the sector from Gamana to the Cross).

XIX. Should the thalweg of the Lower Akwayafe, upstream from the line Bakasi Point–King Point, change its position in such a way as to affect the relative positions of the thalweg and the Mangrove Islands, a new adjustment of the boundary shall be made, on the basis of the new positions, as determined by a map to be made for the purpose.

XX. Should the lower course of the Akwayafe so change its mouth as to transfer it to the Roi del Rey, it is agreed that the area now known as the Bakasi Peninsula shall still remain German territory. The same condition applies to any portion of territory now agreed to as being British, which may be cut off in a similar way.

XXI. From the centre of the navigable channel on a line joining Bakasi Point and King Point, the boundary shall follow the centre of the navigable channel of the Akwayafe River as far as the 3-mile limit of territorial jurisdiction. For the purpose of defining this boundary, the navigable channel of the Akwayafe River shall be considered to lie wholly to the east of the navigable channel of the Cross and Calabar Rivers.

XXII. The 3-mile limit shall, as regards the mouth of the estuary, be taken as a line 3 nautical miles seaward of a line joining Sandy Point and Tom Shot Point.

DOCUMENTATION

1. Arrangement between Great Britain and Germany, relative to their respective Spheres of Action in portions of Africa (Coast of Guinea; Cameroons; Victoria, Ambas Bay; Santa Lucia Bay; Coast between Natal and Delagoa Bay; Customs; etc.), April–June, 1885. British and Foreign State Papers (BFSP), Vol. 76, 1884–5, pp. 772–778.

2. Arrangement between Great Britain and Germany, supplementary to the Arrangement of
April–June 1885, relative to the respective Spheres of Action of the two Countries in the Gulf of Guinea. London, July–August, 1886. BFSP, Vol. 77, 1885–6, pp. 1049.

3. Agreement between Great Britain and Germany, respecting Zanzibar, Heligoland, and the Spheres of Influence of the two Countries in Africa. Signed at Berlin, July 1, 1890. BFSP, Vol. 92, 1899–1900, pp. 35–47.

4. Agreement between Great Britain and Germany, respecting the Rio del Rey on the West Coast of Africa. Signed at Berlin, April 14, 1893. BFSP, Vol. 85, 1892–3, pp. 38–39.

5. Agreement between Great Britain and Germany, respecting Boundaries in Africa. Signed at Berlin, November 15, 1893. BFSP, Vol. 85, 1892–3, pp. 41–43.

6. Agreement between Great Britain and Germany respecting the Boundary between British and German Territories from Yola to Lake Chad (Nigeria and Cameroons). Signed at London, March 19, 1906. BFSP, Vol. 99, 1905–6, pp. 366–370; also United Kingdom Treaty Series No. 17 (1906), Cd. 3260 (with 4 maps).

7. Exchange of Notes between the United Kingdom and Germany confirming Protocols defining Boundaries between British and German Territories in Africa: (1) Gorege to Lake Chad (February 12, 1907), (2) Uba to the Maio Tiel (March 11, 1907). February 22–March 5, 1909. Treaty Series No. 17 (1909). Command (Cd) 4699 (with map).

8. Agreement between Great Britain and Germany respecting (1) the Settlement of the Frontier between Nigeria and the Cameroons, from Yola to the Sea; and (2) the Regulation of Navigation on the Cross River. Signed at London, March 11, 1913. BFSP Vol. 106, 1913, pp. 782–787; also Treaty Series No. 13 (1913), United Kingdom Cd. 7056 (with maps).

9. Detzner, V. H., "Die Nigerische Grenze von Kamerun Zwischen Yola and dem Cross-Fluss," Mitteilungen aus den deutschen Schutzgebeiten, Band XXVI (1913), pp. 317–38.

10. Nugent, W. V., "The Geographical Results of the Nigeria–Kamerun Boundary Demarcation Commission," Geographical Journal, 1914, pp. 630–51.

11. British Mandates for the Cameroons, Togoland and East Africa. January, 1923. United Kingdom Command (Cmd.) 1794.

12. British Order in Council providing for the Administration of the Mandated Territory of the British Cameroons. London, June 26, 1923. BFSP, Vol. 117, 1923, pp. 60–63.

13. Declaration made by the Governor of the Colony and Protectorate of Nigeria and the Governor of the French Cameroons defining the Boundary between British and French Cameroons. France No. 2 (1930), United Kingdom Cmd. 3612.

14. Exchange of Notes between His Majesty's Government in the United Kingdom and the French Government respecting the Boundary between British and French Cameroons. London, January 9, 1931. Treaty Series No. 34 (1931), United Kingdom Cmd. 3936 (with map).

15. Order in Council providing for the Administration of the Nigeria Protectorate and
Cameroons under British Mandate. London, August 2, 1946. BFSP, Vol. 146, 1946, pp. 298–303.

CARTOGRAPHIE ET ILLUSTRATIONS

Figure 1 : Schéma des frontières du Biafra 6
Figure 2 : Ortelius Abraham, *Africae tabula nova*, 1570,..... 13
Figure 3 : Détail d'Ortelius Abraham, *Africae tabula nova*, 1570..... 13
Figure 4 : Montanus, Aethiopia Superior vel Interior vulgo Abissinorum sive Presbiteri . 16
Figure 5 : Détail de Montanus, Aethiopia Superior vel Interior vulgo Abissinorum sive Presbiteri Joannis Imperium, Amsterdam, 1646, 38,10 x 25.40 cm 16
Figure 6 : Homann Johann Baptist, Totius Africa Nova Repraesentatio qua practer diversos in ea Status et Regiones, etiam Origo Nili et vris RRPP Missionariorum Relationibus ostenditur 1707 18
Figure 7 : Détail de Homann Johann Baptist, Totius Africa Nova Repraesentatio qua practer diversos in ea Status et Regiones, etiam Origo Nili et vris RRPP Missionariorum Relationibus ostenditur 1707 19
Figure 8 : Détail de Homann Johann Baptist, Totius Africa Nova Repraesentatio qua practer diversos in ea Status et Regiones, etiam Origo Nili et vris RRPP Missionariorum Relationibus ostenditur 1707 20
Figure 9 : Bellin Jacques Nicolas, *Carte Du Golfe de Guinee Et les Costes comprises entre le Cap Formosa et le Cap de Lopes Consalvo, 1754* 21
Figure 10 : Détail de Bellin Jacques Nicolas, *Carte Du Golfe de Guinee Et les Costes comprises entre le Cap Formosa et le Cap de Lopes Consalvo, 1754*..... 22
Figure 11 : Goldie Hugh, *Calabar and its Mission*, Edinburgh ; London : Oliphant Anderson & Ferrier, 1901, p9 28
Figure 12 : Goldie Hugh, *Calabar and its Mission*, Edinburgh ; London : Oliphant Anderson & Ferrier, 1901, p10 29
Figure 13 : Burdo Adolphe, *Niger et Benue, voyage dans l'Afrique centrale*, Plon, Paris, 1880..... 30
Figure 14 : La Royal Niger Company contre le Niger Coast Protectorate ?..... 32
Figure 15 : La fragmentation « ethnique » dans la zone frontière entre Nigeria et Cameroun 35
Figure 16 : L'Est du "Biafra" : à la recherché de frontières 38
Figure 17 : Les deux segments de la frontière Est de la région Est du Nigeria 40
Figure 18 : Les deux Nigerias 43
Figure 19 : 1906 : les 4 provinces du Nigeria 44
Figure 20 : Nigeria, His Majesty's Stationery Office, London 1910. 45
Figure 21 : Central & Eastern Provinces of Southern Nigeria. Edward Stanford, London 1910. 46
Figure 22 : 1914 : la multiplication des provinces dans la trame de 1906..... 50
Figure 23 : 1914-1947 : Les modifications des provinces du Sud..... 51
Figure 24 : 1939 : Le retour aux trois provinces du Nigeria..... 52
Figure 25 : La frontière Nord de la région Est : l'adaptation aux réalités locales 54
Figure 26 : La frontière Ouest : à la conquête du Delta et du Niger 56
Figure 27 : 1939 : A chaque type de population sa région..... 57
Figure 28 : Le Biafra indépendant..... 62
Figure 29 : Drapeau du Biafra indépendant 63
Figure 30 : Billet de banque de 1£ biafraise, 1967..... 64
Figure 31 : Timbre du Biafra independent, 1968 65

TABLE DES MATIERES

I. INTRODUCTION 1

II. PROBLEMATIQUE..... 4

III. PLAN DE THESE DEVELOPPÉ .....
Et PARTIE REDIGÉE..... 10

IV. ETAT ET CRITIQUE DES SOURCES 69

A) Les frontières sur les cartes 70
B) Les sources imprimées 78
C) Les sources orales : 87

V. BIBLIOGRAPHIE ET CRITIQUE..... 89

LES FRONTIERES..... 90
LE NIGERIA..... 105
LA GUERRE DU BIAFRA (1967-1970) 110

CRITIQUE DE LA BIBLIOGRAPHIE..... 115

VI. CONCLUSION 117

VII. ANNEXES 120

CARTOGRAPHIE ET ILLUSTRATIONS 175